



# Assemblée générale Conseil économique et social

Distr. générale  
30 avril 2009  
Français  
Original : anglais

Assemblée générale  
Soixante-quatrième session  
Point 59 de la liste préliminaire\*  
Activités opérationnelles de développement

Conseil économique et social  
Session de fond de 2009  
Genève, 6-10 juillet 2009  
Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire\*\*  
Activités opérationnelles du système  
des Nations Unies au service  
de la coopération internationale  
pour le développement : suite donnée  
aux recommandations de politique générale  
de l'Assemblée générale et du Conseil

## Analyse statistique globale du financement des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies pour 2007

### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

Le présent rapport, établi en collaboration avec les autres organismes du système des Nations Unies, répond à la demande formulée dans les résolutions 35/81, 59/250, 62/208 et 63/232 de l'Assemblée générale et dans la résolution 2008/2 du Conseil économique et social. Dans ces résolutions, l'Assemblée et le Conseil ont prié le Secrétaire général : a) de continuer d'améliorer le rapport financier et annuel établi du Conseil économique et social sur les activités opérationnelles; et b) de créer de manière cohérente un système global, viable et stable de production de données et de rapports financiers sur les activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies.

La valeur totale des contributions reçues par les organismes du système des Nations Unies pour les activités opérationnelles de développement en 2007 se montait à 19,1 milliards de dollars. Ce total représente une augmentation de 11 % en

\* A/64/50.

\*\* E/2009/100.



valeur nominale et de 2,4 % en valeur réelle par rapport au montant total des contributions reçues en 2006. Les dépenses consacrées par le système des Nations Unies aux activités opérationnelles se montaient à 17,3 milliards de dollars.

Le présent rapport a fait l'objet des améliorations suivantes : les données sont plus précises parce que recueillies auprès de 28 organismes, contre 7 pour le rapport de 2007; une nouvelle section est consacrée aux données préliminaires sur les contributions et les dépenses de 2008; et une autre section nouvelle est consacrée aux dépenses du système des Nations Unies et aux tendances y relatives en Afrique subsaharienne.

Le présent rapport examine également dans quelle mesure les organismes des Nations Unies sont tributaires d'un ensemble limité de donateurs pour leurs activités opérationnelles; il contient en outre une nouvelle section sur les fonds d'affectation spéciale et les fonds thématiques multidonateurs, comme l'Assemblée générale l'a demandé dans sa résolution 63/232 (par. 13).

Afin d'assurer une comparabilité accrue des données, la classification des contributions aux ressources de base et aux autres ressources du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a été remaniée et mieux alignée sur celles appliquées par les autres organismes.

Le rapport décrit les mesures envisagées pour poursuivre son amélioration en vue de parvenir à un système global viable de publication de données et de rapports financier à l'échelle de tout le système.

#### **Recommandation**

**Le Conseil souhaitera peut-être prendre note du présent rapport et encourager à poursuivre les efforts visant à créer un système global viable de publication de données et de rapports financiers à l'échelle de tout le système des Nations Unies.**

## Listes des sigles et acronymes

Les listes et acronymes suivants ont été utilisés dans les tableaux :

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
APD	Aide publique au développement
BACP	Bureau d'appui à la consolidation de la paix
BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
CAD	Comité d'aide au développement
CCI	Centre du commerce international
CE	Commission européenne
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DAES	Département des affaires économiques et sociales
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FCNUD	Fonds central des Nations Unies pour le développement
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés
IDA	Association de développement international
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIM	Organisation internationale des migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la Santé

OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONG	Organisations non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUCID	Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RNB	Revenu national brut
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNODC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UPU	Union postale universelle
VNU	Volontaires des Nations Unies

**Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Introduction .....	8
II. Contributions .....	8
III. Rapprochement des contributions versées aux organismes des Nations Unies et des montants de l'aide publique au développement multilatérale et bilatérale hors Nations Unies .....	25
IV. Harmonisation des contributions au système des Nations Unies entre les données de l'Organisation des Nations Unies et du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques .....	27
V. Institutions spécialisées .....	32
VI. Dépenses .....	37
VII. Données préliminaires relatives aux contributions et aux dépenses en 2008 .....	48
VIII. Les fonds d'affectation spéciale multidonateurs et le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD .....	52
IX. Progrès accomplis dans la création d'un système global et viable de publication de données et de rapports financiers sur les activités opérationnelles des Nations Unies .....	62
<b>Annexes</b>	
I. Liste des pays les moins avancés, par région .....	67
II. Liste des pays ou territoires, par région .....	68
III. Liste des pays ou territoires, par catégorie de revenu .....	70
IV. Note technique sur les sources et la couverture statistique .....	73
V. Tableaux des contributions, des dépenses et tableaux relatifs au Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD .....	75
<b>Liste des tableaux et figures</b>	
<b>Tableaux</b>	
1. Contributions versées aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles, 2007 .....	8
2. Contributions versées aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles, 2003-2007 .....	11
3. Contributions aux ressources de base et aux autres ressources des organismes des Nations Unies, 2003-2007 .....	14
4. Contributions aux ressources de base des organismes des Nations Unies, 2003-2007 .....	16
5. Contributions versées au Programme des Nations Unies pour le développement, au Fonds des Nations Unies pour la population et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 1992-2007 .....	18
6. Les 10 principaux pays contributeurs, 2007 .....	20
7. Les 10 pays contributeurs, classés par ordre d'importance du pourcentage des contributions dans leur RNB, 2007 .....	20

8.	Contributions versées aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles par des organismes privés, 2006-2007 . . . . .	21
9.	Contributions versées aux organismes des Nations Unies par des pays non membres du Comité d'aide au développement, 2007 . . . . .	24
10.	Principaux pays qui versent aux organismes des Nations Unies des contributions destinées à financer les activités opérationnelles dans le pays contributeur, 2007. . . . .	25
11.	Contributions versées au titre des activités opérationnelles : 2003-2007, selon les définitions de l'ONU et du Comité d'aide au développement . . . . .	26
12.	Conciliation partielle des données des Nations Unies et du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques concernant les contributions au système des Nations Unies en 2007 . . . . .	30
13.	Comparaison entre les données de l'Organisation des Nations Unies et du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques concernant les ressources de base fournies aux entités des Nations Unies en 2007. . . . .	31
14.	Contributions aux institutions spécialisées du système des Nations Unies pour les activités opérationnelles : de 2003 à 2007 . . . . .	33
15.	Contributions aux ressources de base des institutions spécialisées du système des Nations Unies : de 2003 à 2007 . . . . .	34
16.	Dépenses engagées en 2007 par le système des Nations Unies pour les activités opérationnelles. . . . .	38
17.	Montant des dépenses engagées de 2003 à 2007 par le système des Nations Unies pour les activités opérationnelles . . . . .	39
18.	Les 10 premiers pays de programme, en fonction des dépenses rapportées à leur revenu national brut, en 2007 . . . . .	41
19.	Les 10 premiers pays de programme, en fonction des dépenses par habitant, en 2007 . . . . .	41
20.	Les 10 premiers pays de programme, par le montant total des dépenses, en 2007. . . . .	42
21.	Répartition des dépenses par région : 2003-2007 . . . . .	42
22.	Dépenses engagées entre 2003 et 2007 dans les pays les moins avancés par rapport au montant total des dépenses, par organisme . . . . .	44
23.	Pays d'Afrique subsaharienne dans lesquels les dépenses annuelles moyennes ont augmenté de 20 % ou plus : 2003-2007 . . . . .	46
24.	Les principaux pays de programme en Afrique subsaharienne en fonction des dépenses : 2003-2007 . . . . .	47
25.	Contributions aux activités opérationnelles des organismes des Nations Unies : 2007-2008 . . . . .	49
26.	Contributions aux ressources de base des entités des Nations Unies : 2007-2008. . . . .	50
27.	Dépenses consacrées aux activités opérationnelles des organismes des Nations Unies : 2007-2008. . . . .	51
28.	Contributions aux fonds thématiques de l'UNICEF – 2003-2007. . . . .	55

29.	Contributions aux fonds thématiques du FNUAP : 2004-2007 .....	56
30.	Principaux donateurs au Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD : 2004-2008 .....	58

## Figures

I.	Contributions versées aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles, 2003-2007 .....	12
II.	Contributions aux ressources de base et part du total des ressources, 2003-2007 .....	15
III.	Contributions aux ressources de base en pourcentage du total des contributions, par organisme, 2003-2007 .....	17
IV.	Contributions versées au Programme des Nations Unies pour l'environnement, au Fonds des Nations Unies pour la population et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 1992-2007 ..	19
V.	Répartition des contributions par origine, 2006 et 2007 .....	21
VI.	Part des principaux donateurs dans les contributions versées aux organismes des Nations Unies, 2007 .....	23
VII.	Répartition des contributions aux institutions spécialisées du système des Nations Unies : de 2003 à 2007 .....	34
VIII.	Contributions au titre des ressources de base et des autres ressources aux institutions spécialisées du système des Nations Unies : de 2003 à 2007 .....	35
IX.	Montant des dépenses engagées de 2003 à 2007 par le système des Nations Unies pour les activités opérationnelles .....	40
X.	Répartition régionale des dépenses engagées pour les activités opérationnelles : 2003 et 2007 .....	43
XI.	Répartition par région des dépenses par habitant : 2007 .....	44
XII.	Dépenses engagées dans les pays les moins avancés entre 2003 et 2007 par rapport au total des dépenses, par organisme .....	45
XIII.	Fonds gérés par le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs, et année de création .....	57
XIV.	Contributions au Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD et nombre de fonds d'affectation spéciale gérés par ce bureau : 2004-2008 .....	59
XV.	Contributions reçues et transferts versés aux organisations participantes par le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD : 2004-2008 .....	60
XVI.	Fonds transférés aux organisations participantes par le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD : 2004-2008 .....	61
XVII.	Parts des différentes organisations dans les contributions totales dans les transferts du Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs : 2007 .....	62

## Encadré

La Belgique réoriente les contributions qu'elle verse aux organismes multilatéraux .....	13
--	----

## I. Introduction

1. Le présent rapport, établi en collaboration avec les organismes des Nations Unies, est présenté comme suite aux résolutions 35/81, 59/250, 62/208 et 63/232 de l'Assemblée générale et à la résolution 2008/2 du Conseil économique et social. Dans ces résolutions, l'Assemblée et le Conseil ont demandé au Secrétaire général : a) de continuer d'améliorer le rapport financier annuel établi pour le débat du Conseil économique et social sur les activités opérationnelles; et b) de créer de manière cohérente un système global, viable et stable de publication de données et de rapports financiers sur les activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies.

2. Le présent rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social est établi tous les ans depuis 1981<sup>1</sup>. Dans sa version actuelle, il fournit des renseignements sur les 37 organismes des Nations Unies qui ont signalé financer des activités opérationnelles de développement. Il convient de lire ce rapport parallèlement au rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 62/208 relative à l'examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (E/2009/68).

## II. Contributions

### Montant total des contributions de 2007

3. Le montant total des contributions reçues par les organismes du système des Nations Unies pour des activités opérationnelles en 2007 s'établit à 19,1 milliards de dollars (voir tableau 1). Ce montant représente une augmentation de 11 % en valeur nominale (2,4 % en dollars des États-Unis constants) par rapport à 2006. La plupart des organismes ont enregistré par rapport à 2006 des augmentations appréciables en valeur nominale, supérieures à 5 % (voir tableau 2).

Tableau 1

### Contributions versées aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles, 2007<sup>a</sup>

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Organismes</i>	<i>Contribution</i>
PNUD . . . . .	4 678
FENU <sup>b</sup> . . . . .	29
UNIFEM <sup>b</sup> . . . . .	106
VNU <sup>b</sup> . . . . .	18
FNUAP . . . . .	660
UNICEF . . . . .	2 979
PAM . . . . .	2 709

<sup>1</sup> Les années d'examen triennal complet des politiques de développement, deux rapports sont présentés, le premier à l'Assemblée générale puis au Conseil économique et social en juillet et une mise à jour à l'intention de l'Assemblée générale en septembre.

<i>Organismes</i>	<i>Contribution</i>
HCR . . . . .	1 266
FIDA . . . . .	488
CCI . . . . .	41
ONUSIDA . . . . .	283
CNUCED . . . . .	40
PNUE . . . . .	165
ONU-Habitat . . . . .	137
UNODC/PNUCID . . . . .	225
UNRWA . . . . .	647
FAO . . . . .	768
OIT . . . . .	441
UNESCO . . . . .	435
ONUDI . . . . .	238
OMS . . . . .	2 083
Autres institutions spécialisées <sup>c</sup> . . . . .	318
DBAH <sup>b</sup> . . . . .	173
Bureau d'appui à la consolidation de la paix . . . . .	2
ONU-Département des affaires économiques et sociales . . . . .	90
Commissions régionales . . . . .	57
<b>Total contributions . . . . .</b>	<b>19 077</b>

<sup>a</sup> Dans le tableau ci-dessus, comme dans tous les autres, les données relatives aux contributions s'entendent non compris les contributions que les organismes reçoivent d'autres organismes du système des Nations Unies tel qu'il est défini dans le présent rapport.

<sup>b</sup> Chiffres tirés d'états financiers et de rapports vérifiés disponibles en ligne.

<sup>c</sup> Regroupe les contributions versées à l'AIEA, à l'OACI, à l'OMI, à l'UIT, à l'UPU, à l'OMPI, à l'OMM et à l'OMT.

4. Des données financières sont fournies sur les activités opérationnelles du Bureau d'appui à la consolidation de la paix (hors Fonds pour la consolidation de la paix), qui a été créé en 2006, ainsi que sur les opérations du Siège du Bureau pour la coordination des affaires humanitaires.

5. Les chiffres du tableau 1 ne comprennent pas les contributions que les organismes ont reçues d'autres organismes du système des Nations Unies au sens qui lui est donné dans le présent rapport<sup>2</sup>. Ce principe a été adopté pour éviter toute double comptabilisation dans le calcul du montant total des contributions reçues par le système des Nations Unies.

#### **Tendances concernant les contributions**

6. Comme on l'a vu plus haut, les contributions reçues en 2007 étaient en augmentation, en valeur réelle, de 2,4 % par rapport à 2006. Le taux annuel moyen d'augmentation en valeur réelle depuis 2003 s'établit à 4,8 % (voir tableau 2).

<sup>2</sup> Voir la note technique sur les sources et la portée des données (annexe IV).

7. Certains organismes ont enregistré des augmentations importantes par rapport à 2006. L'augmentation de 87,2 % au Fonds international de développement agricole (FIDA) s'explique en grande partie par le fait que 2007 était une année de reconstitution des ressources de cet organisme. Une forte poussée analogue avait été enregistrée en 2004. Théoriquement, les États Membres sont censés verser leurs contributions par tranches annuelles égales sur les trois années de reconstitution des ressources. Or, dans la pratique, certains pays versent l'intégralité de leurs contributions au départ mais d'autres concluent des accords spéciaux leur permettant d'échelonner le versement de leurs contributions sur une période plus longue. De ce fait, la première année du cycle de reconstitution des ressources est généralement caractérisée par un niveau plus élevé des contributions en raison de la conjonction du paiement intégral de certaines contributions en début de cycle de reconstitution et du paiement tardif de contributions au titre de la reconstitution précédente. L'analyse tendancielle année par année n'est donc pas une façon particulièrement utile de procéder pour des organismes qui reçoivent périodiquement des contributions mais pas selon un rythme annuel, si l'on veut déceler et analyser des tendances significatives, et ceci doit être pris en compte dans l'interprétation des données.

8. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC)/Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) a enregistré une augmentation importante de son financement (81,7 %) qui s'explique essentiellement par une forte augmentation du financement volontaire impulsée principalement par la hausse des contributions allouées à son programme d'assistance technique. Il convient de noter tout particulièrement pour 2007 les importantes subventions pluriannuelles fournies par le Canada pour le programme Afghanistan et par la Commission européenne (CE) pour le programme d'autonomisation des victimes en Afrique.

9. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a reçu des contributions en hausse de 27,6 % par rapport à 2006, soit le montant de ressources ordinaires le plus élevé et le plus grand nombre de donateurs depuis la création du Fonds en 1969. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a vu ses recettes augmenter de 43,4 %, si bien que les fonds d'affectation spéciale administrés par ce programme ont retrouvé leur niveau de 2005, après un net recul en 2006. Ce chiffre ne prend pas en compte les flux non négligeables des financements qui transitent par le PNUE dans le cadre de l'Accord multilatéral sur l'environnement.

10. L'Organisation des Nations Unies collecte directement depuis deux ans des données auprès de cinq institutions spécialisées<sup>3</sup> et du Centre CNUCED/OMC du commerce international (CCI) et, pour la première fois, auprès de huit autres institutions spécialisées<sup>4</sup>. Les données financières relatives à ces organisations étaient auparavant obtenues indirectement, en utilisant le rapport du PNUD sur la coopération technique. En obtenant que les institutions spécialisées fassent directement rapport sur les activités opérationnelles, la définition a été à la fois précisée et élargie.

---

<sup>3</sup> FAO, OIT, UNESCO, ONUDI et OMS.

<sup>4</sup> AIEA, OACI, OMI, UIT, UPU, OMPI, OMM et OMT.

Tableau 2  
**Contributions versées aux organismes des Nations Unies  
 au titre des activités opérationnelles, 2003-2007**

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Organisme</i>	2003	2004	2005	2006	2007	Évolution en pourcentage 2006-2007	Évolution annuelle moyenne en pourcentage 2003-2007
PNUD <sup>a</sup>	2 863	3 796	4 295	4 513	4 831	7,0	14,0
FNUAP	374	425	505	518	660	27,6	15,2
UNICEF	1 688	1 969	2 742	2 753	2 979	8,2	15,3
PAM	2 820	3 116	2 940	2 697	2 709	0,5	-1,0
HCR	957	990	1 134	1 109	1 266	14,2	7,2
FIDA	169	329	158	261	488	87,2	30,4
CCI	37	42	46	45	41	-7,9	3,0
ONUSIDA	131	188	188	258	283	9,6	21,3
CNUCED	28	28	36	30	40	33,8	9,2
PNUE	89	154	129	115	165	43,4	16,7
ONU-HABITAT	111	73	109	102	137	34,3	5,4
UNODC/PNUCID	75	86	103	124	225	81,7	31,6
UNRWA	446	470	562	590	647	9,8	9,8
Autres institutions spécialisées <sup>b</sup>	2 801	2 866	3 741	3 801	4 283	12,7	11,2
DCAH	95	112	140	160	173	8,1	16,2
BACP	0	0	0	4	2	..	..
DAES	47	37	93	53	90	70,7	17,9
Commissions régionales	35	38	65	48	57	17,2	12,9
<b>Total, contributions</b>	<b>12 765</b>	<b>14 719</b>	<b>16 988</b>	<b>17 179</b>	<b>19 078</b>	<b>11,0</b>	<b>10,6</b>
<b>Total, contributions (en millions de dollars É.-U. de 2006)<sup>c</sup></b>	<b>14 584</b>	<b>15 427</b>	<b>17 371</b>	<b>17 179</b>	<b>17 596</b>	<b>2,4</b>	<b>4,8</b>

<sup>a</sup> Comprend les contributions au FENU (29 millions de dollars en 2007), à UNIFEM (106 millions de dollars en 2007) et aux VNU (18 millions de dollars en 2007).

<sup>b</sup> Comprend les contributions versées à la FAO, à l'AIEA, à l'OACI, à l'OIT, à l'OMI, à l'UIT, à l'UNESCO, à l'ONUDI, à l'UPU, à l'OMS, à l'OMPI, à l'OMM et à l'OMT.

<sup>c</sup> Compte tenu des mouvements tant du taux de change que du taux d'inflation.

11. Les organismes des Nations Unies varient grandement quant à leur taille, mesurée par le montant total des contributions, et quant à l'évolution de leur financement (voir fig. I).

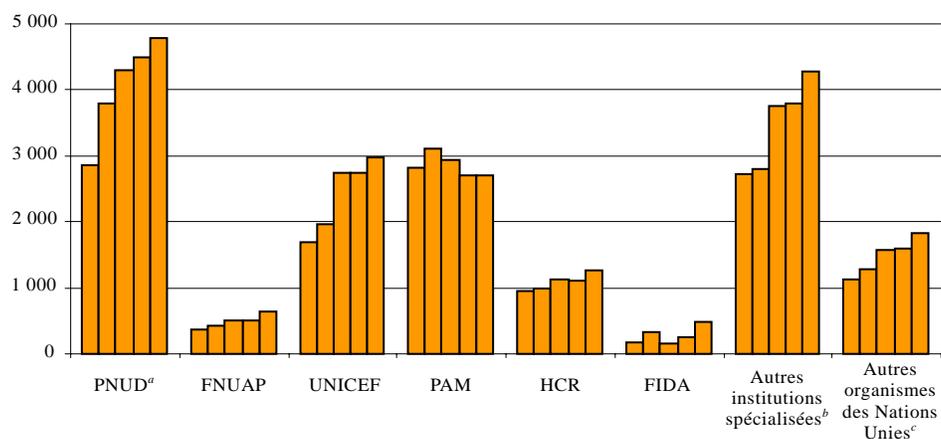
12. Le PNUD est le plus important des organismes des Nations Unies. Il a connu une croissance importante et constante du montant total des contributions reçues, qui ont atteint 4,8 milliards de dollars en 2007. En moyenne annuelle, le taux

d'augmentation de ces contributions s'établit à 14 % en valeur nominale sur la période de cinq ans qui va de 2003 à 2007.

13. Le FIDA a enregistré une augmentation annuelle moyenne de son financement de 30,4 % entre 2003 et 2007. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a vu son financement augmenter de 15,3 % par an. Ce taux est de 15,2 % pour le FNUAP et le financement des institutions spécialisées dans leur ensemble a enregistré une croissance annuelle moyenne de 11,2 %. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a connu une stagnation de son financement en 2007, tandis que l'aide alimentaire mondiale reculait de 42 % entre 2003 et 2007. le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a connu une certaine stabilité de réponses à ses appels annuels. Il convient de rappeler que tous ces chiffres s'entendent en valeurs nominales.

Figure I  
**Contributions versées aux organismes des Nations Unies  
au titre des activités opérationnelles, 2003-2007**

(En millions de dollars des États-Unis courants)



<sup>a</sup> Comprend les contributions au FENU, à UNIFEM et aux VNU

<sup>b</sup> Comprend les contributions versées à la FAO, l'AIEA, l'OACI, l'OIT, l'OMI, l'UIT, l'UNESCO, l'ONUDI, l'UPU, l'OMS, l'OMPI, l'OMM et à l'OMT.

<sup>c</sup> Comprend les contributions versées au CCI, à l'ONUSIDA, à la CNUCED, au PNUE, à ONU-HABITAT, à l'UNODC, à l'UNRWA, au Bureau de la coordination des affaires humanitaires, au Département des affaires économiques et sociales, au Bureau d'appui à la consolidation de la paix, à la CEA, à la CEE, à la CEPALC, à la CESAP et à la CESAO.

### **Contributions aux ressources de base et aux autres ressources<sup>5</sup>**

14. L'Assemblée générale a, à de multiples reprises, souligné la nécessité d'accroître les contributions aux ressources de base du système des Nations Unies pour le développement. Elle l'a encore réaffirmé tout dernièrement dans sa résolution 63/232.

15. Cela étant, en 2007, le montant total des contributions aux ressources de base était en augmentation de 11,4 % en valeur nominale (en dollars des États-Unis courants) et de 2,8 % en valeur réelle (en dollars des États-Unis constants). Les contributions aux ressources de base dans les budgets ordinaires (y compris celles mises en recouvrement) pour l'ensemble du système des Nations Unies se montaient à 5,5 milliards de dollars.

16. Sur la période 2003-2007, le rythme annuel moyen d'accroissement de ce financement de base s'établit à 8,1 % en dollars des États-Unis courants, soit 2,5 % en dollars des États-Unis de 2006. Les contributions versées aux ressources de base représentaient 28,8 % du total des contributions, soit un taux pratiquement identique à celui de 2006 (voir tableau 3 et fig. II).

Encadré

#### **La Belgique réoriente les contributions qu'elle verse aux organismes multilatéraux**

Dans un souci général d'améliorer l'efficacité de l'aide multilatérale, la Belgique a décidé de modifier l'orientation des contributions qu'elle verse aux organismes des Nations Unies et autres organismes multilatéraux. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, les budgets de l'aide multilatérale de la Belgique seront exclusivement consacrés aux ressources de base desdits organismes. Des contributions qui sont actuellement réservées à des fins spécifiques seront transformées en contributions supplémentaires aux ressources de base. Au niveau des pays, la Belgique continuera de verser des fonds réservés à des programmes et projets mis en œuvre par des organismes multilatéraux sur la demande des pays concernés. Toutefois, conformément à l'esprit général de cette nouvelle politique, la réservation de tels fonds sera réduite autant que faire se peut.

À la différence des fonds et programmes, les institutions spécialisées ne disposent pas toujours des mécanismes appropriés pour assurer un financement volontaire de leurs budgets de base. La Belgique suit de près le processus de réforme des institutions spécialisées qui sont en train de mettre sur pied des arrangements de financement volontaire

<sup>5</sup> Tous les organismes des Nations Unies ne donnent pas le même sens aux expressions « ressources de base » et « autres ressources ». Dans les institutions spécialisées, il y a des contributions statutaires à un budget ordinaire auxquelles s'ajoutent des « ressources extrabudgétaires ». Dans les rapports que ces organismes établissent, les ressources correspondant à toutes ces expressions sont ventilées en « ressources de base » et « autres ressources », les premières n'étant pas réservées à des fins spécifiques, alors que les secondes le sont, parce que les donateurs ont donné instructions de les consacrer à des lieux, des thèmes, des activités et des opérations désignés à l'avance (voir note technique de l'annexe IV pour plus de précisions).

parallèlement à leurs contributions statutaires. Chaque fois que cela sera possible, les contributions actuellement réservées seront également transformées en contributions « libres ».

Cette nouvelle politique de financement a pour corolaire la nécessité pour les organismes multilatéraux de faire montre de gains réels d'efficacité et de qualité ainsi que d'une volonté résolue de réforme et de coordination des efforts, ce qui implique une nouvelle façon de contrôler le système multilatéral. La Belgique a l'intention d'instaurer une plus grande interaction avec toutes les strates d'organismes partenaires, en particulier sur le terrain.

En 2007, 29,1 % des contributions versées par la Belgique aux organismes des Nations Unies étaient classées parmi les contributions de base. À compter de 2009, le plus gros des contributions multilatérales de la Belgique relèvera totalement ou presque de cette catégorie. Il n'y a pas en l'occurrence de changement de priorité. La Belgique demeure attachée au règlement du problème mondial de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

17. Sur cette période de cinq ans, les fonds supplémentaires servis non pas aux ressources de base mais aux « autres ressources » ont augmenté en moyenne de 11,7 % par an en dollars des États-Unis courants et de 5,8 % en dollars constants de 2006.

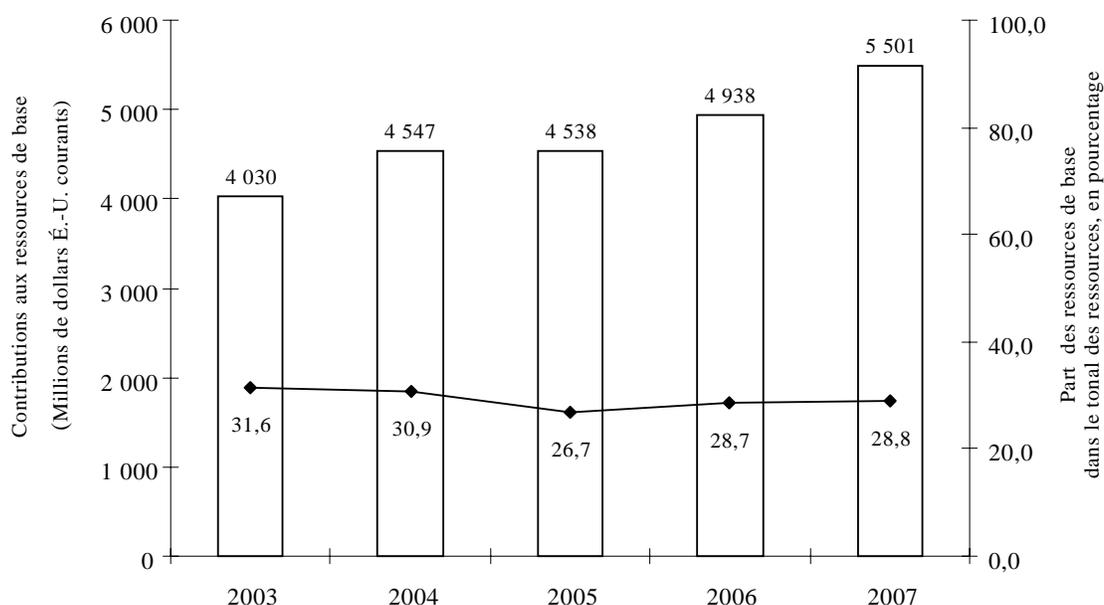
18. En 2007, ces autres ressources au titre des activités opérationnelles se montaient à 13,6 milliards de dollars, contre 5,5 milliards de dollars pour les ressources de base.

Tableau 3  
**Contributions aux ressources de base et aux autres ressources  
des organismes des Nations Unies, 2003-2007**

	2003	2004	2005	2006	2007	Évolution en pourcentage, 2006-2007	Évolution annuelle moyenne en pourcentage, 2003-2007
(En millions de dollars É.-U. courants)							
Ressources de base	4 030	4 547	4 538	4 938	5 501	11,4	8,1
Autres ressources	8 735	10 172	12 449	12 241	13 576	10,9	11,7
<b>Total, contributions</b>	<b>12 765</b>	<b>14 719</b>	<b>16 988</b>	<b>17 179</b>	<b>19 078</b>	<b>11,0</b>	<b>10,6</b>
(En millions de dollars É.-U. de 2006) <sup>a</sup>							
Ressources de base	4 604	4 766	4 640	4 938	5 074	2,8	2,5
Autres ressources	9 980	10 661	12 729	12 241	12 522	2,3	5,8
<b>Total, contributions</b>	<b>14 584</b>	<b>15 427</b>	<b>17 369</b>	<b>17 179</b>	<b>17 596</b>	<b>2,4</b>	<b>4,8</b>
Pourcentage de ressources de base	31,6	30,9	26,7	28,7	28,8		

<sup>a</sup> Tenant compte des mouvements tant du taux de change que du taux d'inflation.

Figure II  
Contributions aux ressources de base et part du total des ressources, 2003-2007



19. Les données tendanciennes relatives aux ressources de base de différents organismes des Nations Unies figurent dans le tableau 4 (la ventilation par institution spécialisée est analysée de manière plus précise dans la section IV).

20. En 2007, les tendances concernant les ressources de base variaient nettement d'un organisme à l'autre. Le FIDA a déclaré une augmentation de 30,1 %, 2007 étant, comme on l'a vu plus haut, la première année d'un cycle de reconstitution des ressources. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a vu ses ressources atteindre 1,2 milliard de dollars, soit une augmentation de 23 % en valeur nominale, réalisant ainsi les objectifs de son cadre de financement pluriannuel. Les contributions annuelles au Fonds des Nations Unies pour l'environnement, qui recueille les ressources non réservées du programme, ont augmenté de 21,6 % en 2007 par rapport à l'année précédente. Il s'agit de la croissance la plus forte enregistrée par le Fonds des Nations Unies pour l'environnement depuis 1990. Le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU a vu ses ressources de base augmenter de 67 % par suite de l'octroi par l'Italie d'une importante subvention pluriannuelle qui a été entièrement comptabilisée en 2007.

Tableau 4  
**Contributions aux ressources de base des organismes des Nations Unies,  
2003-2007**

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Organisme</i>	2003	2004	2005	2006	2007	<i>Évolution en pourcentage, 2006-2007</i>	<i>Évolution annuelle moyenne en pourcentage, 2003-2007</i>
PNUD <sup>a</sup>	823	888	955	961	1 182	23,0	9,5
FNUAP	289	325	364	362	420	16,0	9,8
UNICEF	721	779	796	1 043	1 090	4,5	10,9
PAM	338	405	294	242	257	6,2	-6,7
HCR <sup>b</sup>	202	222	258	246	262	6,5	6,7
FIDA	149	277	127	223	291	30,1	18,1
CCI	11	13	13	14	23	70,5	20,0
ONUSIDA	95	135	135	220	236	7,2	25,6
CNUCED	2	1	1	1	1	-12,4	-12,8
PNUE	53	60	60	58	70	21,6	7,5
ONU-HABITAT	3	4	10	10	18	73,0	57,8
UNODC/PNUCIT	31	32	32	30	35	18,2	3,2
UNRWA	323	339	396	368	431	17,3	7,5
Autres institutions spécialisées <sup>c</sup>	942	1 021	1 022	1 078	1 095	1,5	3,8
BCAH	30	32	59	65	68	3,2	22,5
BACP	0	0	0	4	2	-34,0	..
ONU-DAES	9	5	7	5	8	66,7	-0,4
Commissions régionales	9	9	10	8	12	49,0	6,6
<b>Total, contributions</b>	<b>4 030</b>	<b>4 547</b>	<b>4 538</b>	<b>4 938</b>	<b>5 501</b>	<b>11,4</b>	<b>8,1</b>
<b>Total, contributions (en millions de dollars É.-U. de 2006<sup>d</sup>)</b>	<b>4 604</b>	<b>4 766</b>	<b>4 640</b>	<b>4 938</b>	<b>5 074</b>	<b>2,8</b>	<b>2,5</b>

<sup>a</sup> Comprend les contributions de base versées au FENU, à UNIFEM et aux VNU.

<sup>b</sup> Les chiffres relatifs aux ressources de base/non réservées du HCR sont tirés du *Rapport mondial* de cet organisme.

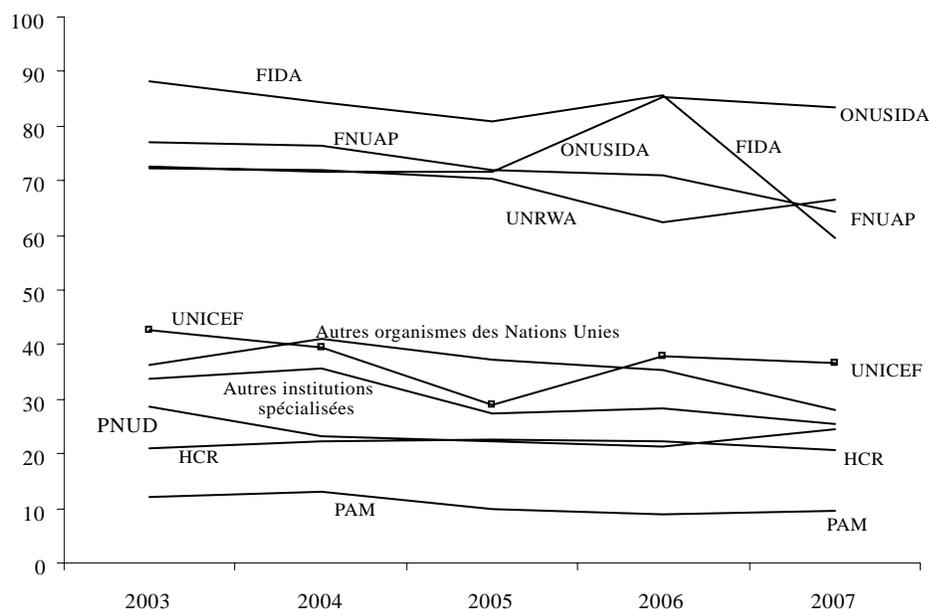
<sup>c</sup> Comprend les contributions versées à la FAO, l'OIT, l'UNES, l'ONUDI, l'OMS, l'AIEA, l'OACI, l'OMI, l'UIT, l'UPU, l'OMCI, l'OMM et l'OMT.

<sup>d</sup> Tenant compte des mouvements tant du taux d'inflation que du taux de change.

21. La figure III illustre l'évolution de la part relative des ressources de base dans le total des ressources reçues par les organismes des Nations Unies.

Figure III  
**Contributions aux ressources de base en pourcentage du total des contributions, par organisme, 2003-2007**

(En pourcentage)



22. Deux schémas se dégagent clairement. À l'UNRWA, au FIDA, au FNUAP et au Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), plus de 50 % des contributions vont aux ressources de base chaque année. Les autres organismes sont regroupés en dessous de la barre des 50 %, le pourcentage de ressources de base le plus faible de tous les organismes étant constamment celui du PAM. La baisse de la part des ressources de base enregistrée en 2007 au FIDA s'explique par l'importance des contributions à des fins spécifiques versées par la Banque mondiale et la Commission européenne.

### Évolution à long terme

23. L'évolution à long terme du financement de trois fonds des Nations Unies – PNUD, FNUAP et UNICEF – est illustrée par le tableau 5 et la figure IV.

Tableau 5  
**Contributions versées au Programme des Nations Unies  
pour le développement, au Fonds des Nations Unies  
pour la population et au Fonds des Nations Unies  
pour l'enfance, 1992-2007**

(En millions de dollars des États-Unis de 2006)<sup>a</sup>

	1992	1997	2002	2007	Évolution annuelle moyenne en pourcentage, 1992-2007	Évolution annuelle moyenne en pourcentage, 2002-2007
<b>Ressources de base</b>						
PNUD <sup>b</sup>	1 398	1 014	923	1 090	-1,6	3,4
FNUAP	288	418	320	387	2,0	3,9
UNICEF	875	656	906	1 005	0,9	2,1
<b>Total, ressources de base</b>	<b>2 561</b>	<b>2 088</b>	<b>2 150</b>	<b>2 483</b>	<b>-0,2</b>	<b>2,9</b>
<b>Autres ressources</b>						
PNUD <sup>b</sup>	787	1 193	2 251	3 365	10,2	8,4
FNUAP	6	40	120	222	27,0	13,1
UNICEF	286	444	913	1 742	12,8	13,8
<b>Total, autres ressources</b>	<b>1 079</b>	<b>1 677</b>	<b>3 284</b>	<b>5 330</b>	<b>11,2</b>	<b>10,2</b>
<b>Part des ressources de base</b>						
PNUD <sup>b</sup>	64,0	45,9	29,1	24,5		
FNUAP	97,9	91,2	72,7	63,6		
UNICEF	75,4	59,7	49,8	36,6		
<b>Total, part des ressources de base</b>	<b>70,4</b>	<b>55,5</b>	<b>39,6</b>	<b>31,8</b>		

<sup>a</sup> Résultats tenant compte des mouvements tant du taux d'inflation que des taux de change.

<sup>b</sup> Comprend les contributions versées au FENU, à UNIFEM et aux VNU.

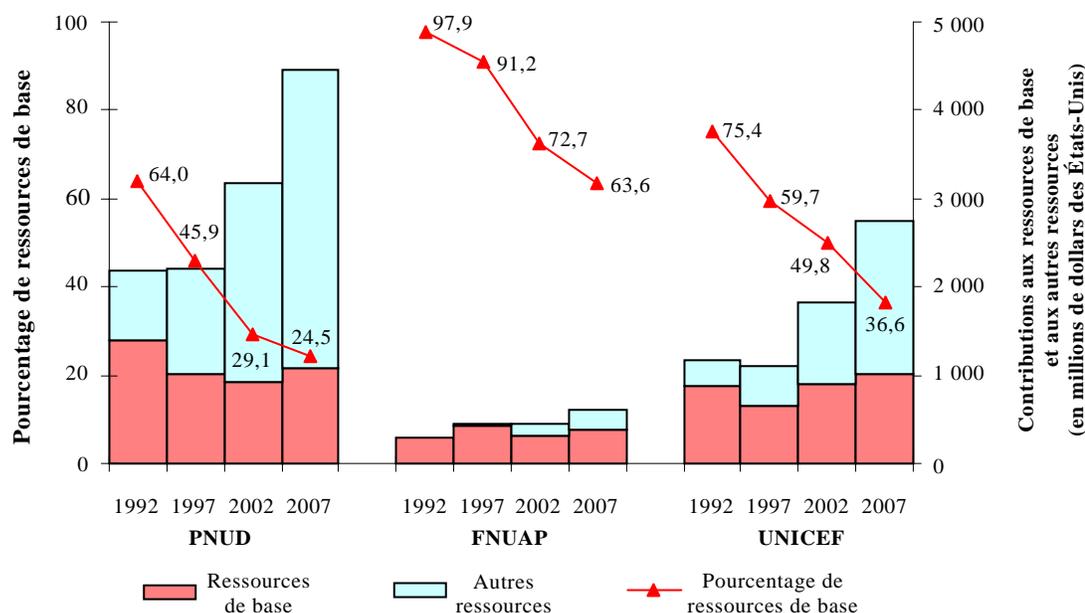
24. Ces trois organismes sont présentés séparément cette année afin d'en faire ressortir les différences quant à l'ampleur et à l'évolution de leur financement et au rapport entre ressources de base et autres ressources. Tout le débat à ce sujet porte sur l'évolution en dollars constants afin de permettre une comparaison pertinente sur le long terme. Le financement par des ressources de base est prépondérant au FNUAP. En 1992, les ressources de base représentaient 97,9 % du financement total. En 2007, ce taux n'était plus que de 63,6 %. À l'UNICEF, la part des ressources de base était de 75,4 % en 1992 et de 36,6 % seulement en 2007. Au PNUD, la part des ressources de base s'établissait à 64 % en 1992 et 24,5 % en 2007. Le rythme de croissance du financement réservé à des fins spécifiques a été beaucoup plus rapide que celui du financement de base dans tous ces organismes.

25. En volume, l'évolution des ressources de base du PNUD a été négative sur le long terme, avec une variation de -1,6 % par an entre 1992 et 2007. Le taux annuel

de croissance du financement de base, c'est-à-dire 0,9 % pour l'UNICEF et 2 % pour le FNUAP.

Figure IV

**Contributions versées au Programme des Nations Unies pour l'environnement, au Fonds des Nations Unies pour la population et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 1992-2007**



26. Les tableaux 6 et 7 indiquent, pour les 10 pays qui ont versé le plus de contributions aux activités opérationnelles de développement en 2007, le montant total des contributions que chacun d'entre eux a versées aux organismes des Nations Unies et ce que ces contributions représentent en pourcentage de leur revenu national brut (RNB).

27. Les États-Unis d'Amérique, qui sont le plus gros contributeur, ont versé 2,8 milliards de dollars. Ils sont suivis par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Norvège. En pourcentage du RNB, le Luxembourg arrive en tête (1,28 %), suivi de la Norvège (0,24 %) et de la Suède (0,21 %). On constate ensuite une très forte baisse de ce taux pour les sept autres États Membres énumérés dans le tableau 7. Il n'est pas inutile de rappeler à propos du tableau 7 l'objectif global fixé pour l'APD destinée aux pays en développement, à savoir 0,7 % du RNB. Ainsi, à titre d'exemple, en 2007, le montant net de l'APD norvégienne représentait 0,95 % du RNB de ce pays, et pour l'APD fournie 0,24 % par l'intermédiaire du système des Nations Unies.

Tableau 6  
**Les 10 principaux pays contributeurs, 2007<sup>a</sup>**

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Rang</i>	<i>Pays</i>	<i>Contributions</i>
1	États-Unis d'Amérique	2 776
2	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1 153
3	Norvège	901
4	Suède	883
5	Japon	845
6	Pays-Bas	818
7	Canada	706
8	Espagne	572
9	Italie	542
10	Allemagne	426

<sup>a</sup> Non compris les contributions finançant des activités dans le pays contributeur.

Tableau 7  
**Les 10 pays contributeurs, classés par ordre d'importance du pourcentage des contributions dans leur RNB, 2007<sup>a</sup>**

(En pourcentage du RNB)

<i>Rang</i>	<i>Pays</i>	<i>Contributions</i>
1	Luxembourg	0,28
2	Norvège	0,24
3	Suède	0,21
4	Danemark	0,12
5	Pays-Bas	0,11
6	Irlande	0,10
7	Finlande	0,08
8	Canada	0,05
9	Suisse	0,05
10	Nouvelle-Zélande	0,04

<sup>a</sup> Non compris les contributions finançant des activités dans le pays contributeur.

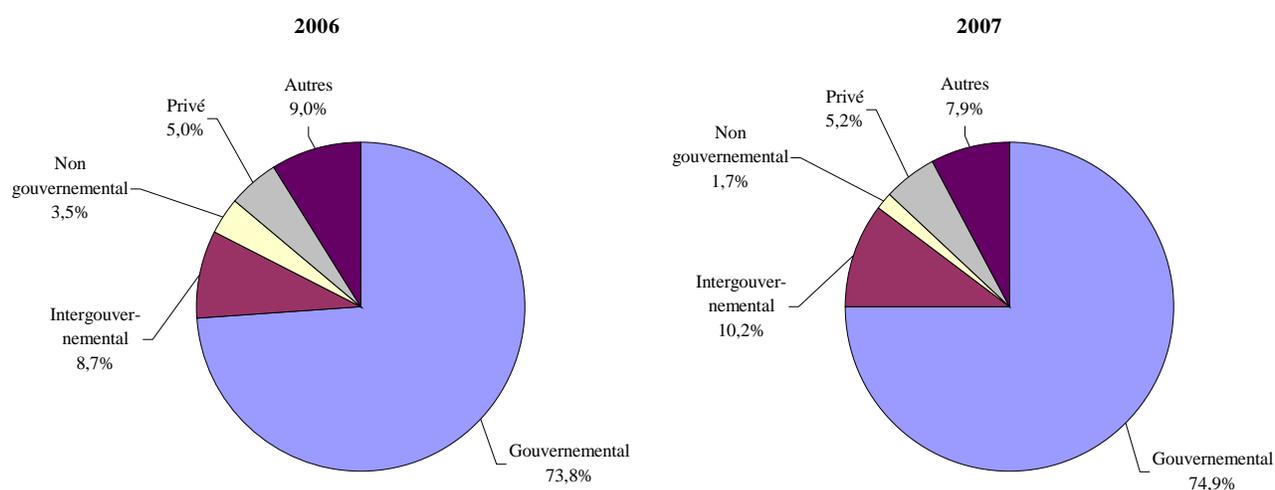
### **Contributions publiques et contributions privées**

28. L'on constate depuis quelques années une certaine croissance du financement provenant de sources autres que les donateurs gouvernementaux traditionnels, notamment de sources privées. Les contributions privées versés à des organismes des Nations Unies se montaient à 995 millions de dollars en 2007, soit une augmentation de 16 % par rapport à 2006 en valeur nominale (voir fig. V et tableau 8).

29. Les organismes des Nations Unies sont en train de redoubler d'efforts en vue de mobiliser des ressources d'origine privée. À titre d'exemple, l'UNICEF a institutionnalisé les arrangements établis avec ses comités nationaux, qui contribuent à hauteur de 25 % à son financement. Le PNUD est en train d'instaurer des partenariats avec des fondations dans toutes les régions du monde. Les fonds privés ne représentent certes qu'une petite partie du total des contributions versées aux organismes des Nations Unies mais ils pourraient constituer une importante base de ressources au niveau des pays pour les organismes des Nations Unies qui mènent à bien de petits programmes à ce niveau.

Figure V  
**Répartition des contributions par origine, 2006 et 2007**

(En pourcentage)



<sup>a</sup> Comprend les transferts de fonds d'affectation spéciale multidonateurs et les fonds dont l'origine n'est pas précisée dans le rapport et qui ne peuvent donc être ventilés sous les autres rubriques.

Tableau 8  
**Contributions versées aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles par des organismes privés, 2006-2007**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

Organisme	2006	2007	Évolution en pourcentage 2006-2007
PNUD <sup>a</sup>	..	73 735	..
FNUAP	15 933	2 456	-84,6
UNICEF	763 372	754 033	-1,2
PAM	35 003	49 188	40,5
HCR	21 706	34 088	57,0
Autres fonds et programmes des Nations Unies <sup>b</sup>	8 676	17 497	101,7

<i>Organisme</i>	2006	2007	<i>Évolution en pourcentage 2006-2007</i>
Institutions spécialisées <sup>c</sup>	15 523	64 180	313,4
DAES	0	0	0,0
Commissions régionales	0	0	0,0
<b>Total</b>	<b>860 213</b>	<b>995 176</b>	<b>15,7</b>

<sup>a</sup> Comprend les contributions versées au FENU, à UNIFEM et aux VNU.

<sup>b</sup> Comprend les contributions versées au CCI, à ONUSIDA, à la CNUCED, au PNUE, à ONU-Habitat, à l'UNODC, à l'UNRWA et au BCAH.

<sup>c</sup> Comprend les contributions à la FAO, à l'OIT, à l'UNESCO, à l'ONUDI, à l'OMS, à l'AIEA, à l'OACI, à l'OMI, à l'UIT, à l'UPU, à l'OMPI, à l'OMM et à l'OMT.

### La concentration des donateurs et son évolution, par organisme

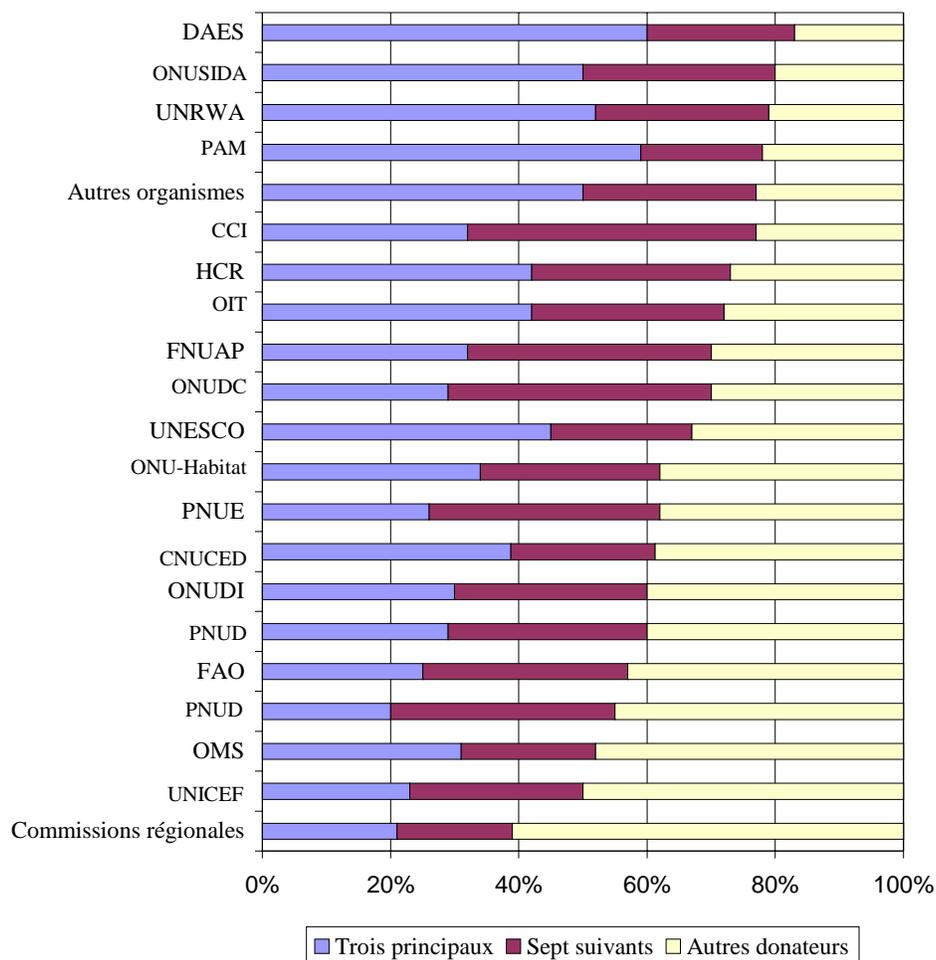
30. L'élargissement de la base de donateurs contribue à améliorer la viabilité financière. En règle générale, les organismes des Nations Unies demeurent fortement tributaires d'un nombre limité de donateurs. En 2007, la base de donateurs du FNUAP est passée de 180 à 182 gouvernements donateurs mais les premiers 10 % de ces derniers lui fournissaient 90 % de ses ressources ordinaires. En octobre 2008, les 10 premiers donateurs au Programme alimentaire mondial fournissaient à ce dernier près de 85 % de ses ressources. L'on estime à près de 80 % la part assurée par les 10 principaux donateurs du PNUD dans le total des ressources ordinaires du Programme. En 2000, les 10 principaux donateurs fournissaient 86 % du total des contributions aux ressources de base<sup>6</sup>. La dépendance du PNUD à l'égard de ses 10 principaux donateurs s'est légèrement atténuée au cours des 10 dernières années.

31. La figure VI indique, pour chaque organisme des Nations Unies, la part des trois et 10 principaux donateurs dans le total des contributions reçues en 2007. Le HCR reste fortement tributaire d'un petit nombre de donateurs mais cette base s'est sensiblement élargie ces dernières années. La part relative des 10 plus gros donateurs au HCR est proche de 75 % mais les trois principaux donateurs représentent 43 % du total des contributions reçues en 2007. Il y a 10 ans, la part des trois principaux donateurs était de 59 % et les 10 principaux donateurs fournissaient plus de 90 % des ressources. Le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU était l'organisme le plus fortement tributaire de ces principaux donateurs. À l'inverse, les commissions régionales disposent d'une base de donateurs plus diversifiée correspondant à leur orientation régionale.

<sup>6</sup> Voir DP/2008/24.

Figure VI  
**Part des principaux donateurs dans les contributions versées  
aux organismes des Nations Unies, 2007**

(Pourcentage)



<sup>a</sup> Comprend le Bureau de l'appui à la consolidation de la paix, l'AIEA, l'OACI, l'OMI, l'IUT, l'UPU, l'OMPI, l'OMM et l'OMT.

<sup>b</sup> Comprend le FENU, UNIFEM et les VNU.

### Organismes non membres du Comité d'aide au développement

32. Un fait nouveau et bienvenu apparu ces dernières années a trait à l'importance croissante que prennent les contributions versées aux organismes des Nations Unies par des États non membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en signe de solidarité avec d'autres pays en développement. Ces pays non membres du CAD ont versé des contributions se montant au total à 708 millions de dollars aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles de

développement en 2007, compte non tenu des contributions finançant des activités dans le pays contributeur. Ces contributions peuvent paraître modestes au regard du total des contributions, mais elles représentent une augmentation de 220 % par rapport aux 221 millions de dollars versés par ces pays en 2004 et de 57 % par rapport à 2006.

33. Le tableau 9 énumère les 10 principaux pays contributeurs non membres du CAD. La République de Corée arrive en tête, suivie de la Chine, du Brésil et des Émirats arabes unis.

Tableau 9  
**Contributions versées aux organismes des Nations Unies  
par des pays non membres du Comité d'aide au développement, 2007<sup>a</sup>**

(En millions de dollars des États-Unis courants)

Rang	Pays	Contributions	Pourcentage du RNB
1	République de Corée	87,9	0,0092
2	Chine	49,1	0,0016
3	Brésil	48,8	0,0043
4	Émirats arabes unis	39,7	--
5	Fédération de Russie	38,1	0,0035
6	Inde	30,6	0,0028
7	Turquie	29,7	0,0050
8	Mexique	28,4	0,0032
9	Arabie saoudite	24,4	0,0065
10	Argentine	19,2	0,0080

Note : Il n'y a pas d'estimation par la Banque mondiale du RNB des Émirats arabes unis.

<sup>a</sup> Non compris les contributions finançant des activités dans le pays contributeur.

#### **Contributions destinées à financer des activités dans le pays contributeur**

34. Il arrive souvent que des pays fournissent aux organismes des Nations Unies des ressources destinées à financer des activités de développement dans le pays contributeur lui-même. En 2007, les ressources de ce type que des gouvernements ont allouées à des organismes des Nations Unies à des fins de dépense dans leur propre pays se montaient à 2 milliards 15 millions de dollars et provenaient de 182 pays. Les principaux pays ayant fourni ce type de contribution en 2007 sont indiqués dans le tableau 10, le premier d'entre eux étant le Brésil.

35. Les contributions destinées à financer des activités de développement dans le pays contributeur, qui ont atteint 1 milliard 55 millions de dollars en 2007, constituent une part importante des ressources du PNUD. Ce type de financement est surtout caractéristique des pays à revenu intermédiaire d'Amérique latine, dont le gouvernement confie au bureau local du PNUD des fonds destinés à financer les activités de développement, ce dernier prélevant alors une prime de gestion au titre du service rendu.

36. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale du Travail (OIT) et le PAM ont également déclaré d'importantes recettes de ce type. À l'OACI, par exemple, le montant des contributions de ce type a doublé entre 2005 et 2007, pour atteindre 142 millions de dollars, les principaux pays contributeurs dans cette catégorie en 2007 étant l'Argentine (36,8 millions de dollars), suivie du Guatemala (35,6 millions de dollars), du Panama (19,3 millions de dollars) et du Brésil (16,9 millions de dollars). La FAO a vu ses recettes de ce type augmenter de près de 300 % entre 2006 et 2007, augmentation qui s'explique en partie par le versement d'une contribution de 61 millions de dollars par l'Arabie saoudite et d'une autre contribution de 24,4 millions de dollars par le Nigéria.

37. L'on ne saurait dire avec certitude si les contributions destinées à financer des activités dans le pays contributeur représentent des ressources « nouvelles » ou bien de l'aide au développement que les autorités locales recyclent par l'entremise des organismes des Nations Unies pour mener à bien le programme de coopération du pays. C'est pour cette raison que ces courants de ressources ne sont pas pris en compte dans le tableau précédent (tableau 9) et devraient être étudiés de plus près.

Tableau 10

**Principaux pays qui versent aux organismes des Nations Unies des contributions destinées à financer les activités opérationnelles dans le pays contributeur, 2007**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

<i>Rang</i>	<i>Pays</i>	<i>Montant</i>
1	Brésil	388 846
2	Argentine	260 813
3	Panama	246 824
4	Pérou	224 652
5	Colombie	177 241
6	Guatemala	125 441
7	Arabie saoudite	74 600
8	Soudan	61 491
9	Honduras	47 446
10	Égypte	44 741

### III. Rapprochement des contributions versées aux organismes des Nations Unies et des montants de l'aide publique au développement multilatérale et bilatérale hors Nations Unies

38. Comme on l'a vu plus haut, le montant total des contributions versées aux organismes des Nations Unies en 2007 au titre des activités opérationnelles a augmenté de 2,4 % en valeur réelle (voir tableau 11).

Tableau 11  
**Contributions versées au titre des activités opérationnelles : 2003-2007,**  
**selon les définitions de l'ONU et du Comité d'aide au développement**

	2003	2004	2005	2006	2007	Évolution en pourcentage 2006-2007	Ventilation annuelle moyenne en pourcentage 2003-2007
<i>(En millions de dollars des États-Unis courants)</i>							
Organismes des Nations Unies <sup>a</sup>	12 765	14 719	16 988	17 179	19 078	11,0	10,6
APD multilatérale hors Nations Unies <sup>b</sup>	14 565	19 993	19 200	22 801	24 866	9,1	14,3
APD bilatérale <sup>b</sup>	50 888	57 246	83 432	79 440	75 326	-5,2	10,3
<i>(En millions de dollars des États-Unis de 2006)<sup>c</sup></i>							
Organismes des Nations Unies <sup>a</sup>	14 584	15 427	17 371	17 179	17 596	2,4	4,8
APD multilatérale hors Nations Unies <sup>b</sup>	16 640	20 955	19 633	22 801	22 935	0,6	8,4
APD bilatérale <sup>b</sup>	58 137	59 998	85 312	79 440	69 476	-12,5	4,6
Annulations de dette	8 317	7 134	24 999	18 600	9 624	-48,3	3,7
APD bilatérale hors allègements de dette	42 570	50 112	58 433	60 840	65 702	8,0	11,5
APD bilatérale en valeur réelle, hors allègements de dette <sup>b, c</sup>	48 635	52 521	59 750	60 840	60 600	-0,4	5,7
Part des organismes des Nations Unies dans le total de l'aide (pourcentage)	16,3	16,0	14,2	14,4	16,0		
Part des organismes des Nations Unies dans le total de l'aide, hors allègements de dette (pourcentage)	22,3	21,0	21,9	20,5	21,1		

<sup>a</sup> Définitions ONU.

<sup>b</sup> Définitions Comité d'aide au développement.

<sup>c</sup> Tenant compte des mouvements tant des taux d'inflation que des taux de change.

39. À titre de comparaison, les contributions versées à des institutions multilatérales extérieures au système des Nations Unies en 2007 se montaient à 24,9 milliards de dollars, soit un taux de croissance de 0,6 % en valeur réelle par rapport à 2006 selon les définitions du CAD. Ce total comprend 11,7 milliards de dollars pour la Commission européenne, 5,6 milliards de dollars pour l'Association internationale de développement (IDA) et 2,4 milliards de dollars pour les banques régionales de développement.

40. Ces évolutions sont à rapprocher de celle de l'APD bilatérale. En 2007, selon les définitions du CAD, l'APD bilatérale a diminué en valeur réelle de 12,5 % par rapport à 2006. Par rapport à 2003, on constate une augmentation annuelle moyenne de 4,6 %. Le montant indiqué pour l'APD bilatérale comprend les contributions versées en ressources autres que les ressources de base des organismes multilatéraux.

41. Le montant de l'APD bilatérale pour 2007 comprend également un élément d'allègement de la dette de 9,6 milliards de dollars. L'APD bilatérale, si l'on en exclut les annulations de dette, enregistre un recul de 0,4 % en valeur réelle par rapport à 2006.

42. Il convient de noter qu'il existe un certain nombre de différences essentielles entre l'ONU et le CAD en ce qui concerne la manière de définir, de classer et de publier les contributions versées aux organismes des Nations Unies. Il faut en tenir compte lorsqu'on compare certains des chiffres figurant dans le tableau 11. Ces différences sont examinées de manière détaillée dans la section IV ci-dessous.

#### **IV. Harmonisation des contributions au système des Nations Unies entre les données de l'Organisation des Nations Unies et du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques**

43. Il y a un certain nombre de différences importantes entre la manière dont l'Organisation des Nations Unies et le CAD définissent, classent et indiquent les contributions au système des Nations Unies. Par conséquent, les deux méthodes donnent une idée très différente de l'importance des budgets au sein du système des Nations Unies. Afin d'entreprendre une harmonisation, ces différences ont été mentionnées dans les rapports du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale publiés en 2007 sur l'analyse statistique globale<sup>7</sup> et présentés au Groupe de travail du CAD sur les statistiques. Les chiffres ont été mis à jour dans le présent rapport afin de tenir compte des contributions en 2007 (voir tableau 12).

44. L'utilisation de définitions et de classifications différentes par l'Organisation des Nations Unies et le CAD implique que les données relatives aux contributions à l'ONU ne peuvent pas être ajoutées aux données du CAD ou comparées avec celles-ci sans qu'il y ait des chevauchements considérables. Étant donné que les chiffres totaux obtenus par l'ONU pour 2007 sont plus de trois fois supérieurs aux chiffres du CAD, les deux séries de données présentent une image très différente de l'ampleur des activités opérationnelles et de développement de l'ONU. Il pourrait être utile qu'à l'avenir, les statistiques fournies par le CAD donnent des chiffres supplémentaires concernant les flux totaux que les pays membres du CAD fournissent par l'intermédiaire du système des Nations Unies à des fins de développement et autres. Si cela avait été fait, les flux totaux de ressources de base et autres ressources vers les Nations Unies indiqués par le CAD auraient été proches du chiffre de 19,1 milliards de dollars indiqué par l'ONU.

##### **Différences de classification**

###### *Ressources de base et autres ressources*

45. Dans les statistiques des Nations Unies, le financement des ressources de base et des autres ressources par des gouvernements en faveur du système des Nations Unies est classé en tant que contributions à l'ONU pour ses activités opérationnelles. Selon le CAD, seules les contributions de base versées par des gouvernements sont classées comme aide multilatérale au système des Nations Unies, alors que les autres ressources, parfois appelées assistance multilatérale, sont classées comme aide bilatérale.

---

<sup>7</sup> A/62/74-E/2007/54 et A/62/326.

46. L'Organisation des Nations Unies inclut les contributions concernant les autres ressources dans ses estimations parce qu'elle considère que l'objectif des ressources de base et des autres ressources provenant des contributions des gouvernements au système des Nations Unies doivent appuyer ses activités opérationnelles. Le CAD définit les autres ressources fournies au système des Nations Unies comme une aide bilatérale parce qu'il considère que les gouvernements donateurs contrôlent effectivement l'utilisation de ces fonds et que les organismes des Nations Unies sont des moyens de distribution, et non des bénéficiaires, de l'aide.

47. La différence concernant le traitement des autres ressources est la cause la plus importante des différences entre les données publiées par les deux organisations. Il s'agit d'une source de confusion dans la comptabilisation des ressources et les études sur les résultats obtenus par le système des Nations Unies, et le total des fonds provenant du CAD géré par le système des Nations Unies représente plus du double des chiffres fournis par le CAD concernant les ressources de base (voir tableau 12). En outre, cela peut facilement entraîner des erreurs dans les analyses des flux totaux; il y a un double comptage si les données fournies par le CAD concernant l'aide bilatérale sont ajoutées aux données relatives aux contributions au système des Nations Unies.

48. Par exemple, le *Rapport sur la coopération pour le développement de 2009* du CAD indique que les contributions des gouvernements membres du CAD à l'UNICEF en 2007 se sont élevées à 581 millions de dollars, alors que le présent rapport montre que ces contributions représentaient 1 milliard 588 millions de dollars, soit une différence de plus d'un milliard de dollars, étant donné que les chiffres des Nations Unies comprennent également les autres ressources fournies par les gouvernements membres du CAD à l'UNICEF, soit 1 milliard 62 millions de dollars. La situation est similaire pour les autres organismes des Nations Unies. En fait, les autres ressources fournies au système des Nations Unies par les gouvernements membres du CAD en 2007, comme il est indiqué au tableau 12, représentaient 7 milliards 240 millions de dollars, dont le total a été inclus par définition sans faire de différence dans les statistiques du CAD concernant l'aide bilatérale.

49. Le nouveau traitement des données du PAM à partir de 2006 est mieux aligné avec les données fournies par les autres organismes des Nations Unies et le CAD. Celui-ci traite uniquement des contributions de ses membres au « guichet de financement » multilatéral du PAM en tant que ressources de base; c'est-à-dire en tant qu'APD multilatérale. Ces ressources s'élevaient à 237 millions de dollars en 2007. En outre, les États-Unis, qui sont de loin le donateur le plus important du PAM, ne figurent pas dans les statistiques du CAD en tant que bailleur de fonds du PAM parce qu'ils qualifient d'aide bilatérale toutes leurs contributions au PAM.

#### *Contributions d'autres organismes multilatéraux ou régionaux*

50. Les contributions provenant d'autres organismes multilatéraux ou régionaux sont très importantes pour le système des Nations Unies, et se sont élevées à 1 milliard 940 millions de dollars en 2007, dont 1 milliard 260 millions provenait de la Commission européenne. Ces contributions, principalement au titre des autres ressources, sont comprises dans les chiffres des Nations Unies. Les statistiques du CAD indiquent une contribution de 372 millions de dollars émanant de ces organisations (uniquement pour les ressources de base). Les données du CAD

permettent de mesurer les flux multilatéraux fournis par le donateur national au système multilatéral, qu'il s'agisse d'une entité matérielle ou d'un fonds d'affectation spéciale. Les Nations Unies contrôlent également les fonds qui sont transférés entre les organismes en vue de l'application et de l'exécution des programmes. Des informations sont disponibles sur les contributions de la Commission européenne et d'autres organisations intergouvernementales au système des Nations Unies dans la mesure où elles sont communiquées par des organismes à l'Organisation des Nations Unies.

*Contributions au Comité pour l'aide non liée au développement  
(autres que les contributions « d'auto-assistance »)*

51. Les chiffres de l'Organisation des Nations Unies comprennent les contributions au système des Nations Unies provenant de pays non membres du CAD qui se sont élevées à environ 708 millions de dollars en 2007. Le montant indiqué dans les données du CAD ne s'élève qu'à 118 millions de dollars. La différence est due en partie à l'inclusion dans les données des Nations Unies des contributions concernant les autres ressources reçues de pays non membres du CAD, mais également au fait que le CAD ne reçoit pas de données de certains grands pays qui ne sont pas membres de ce comité.

**Différences concernant l'inclusion et l'exclusion**

*Contributions d'auto-assistance*

52. Certains organismes des Nations Unies reçoivent des contributions de gouvernements qui ne sont pas membres du CAD pour des dépenses effectuées dans le pays donateur. Il s'agit de contributions qui sont appelées d'auto-assistance, locales, de partage des coûts ou de cofinancement, et qui pourraient effectivement représenter des contributions de transferts provenant d'un financement fourni à l'origine par les banques de développement ou les donateurs bilatéraux. Celles-ci ne sont pas incluses dans le système du CAD et ne seraient pas traitées en tant que contributions au système des Nations Unies, étant donné que le CAD les aurait déjà classées en tant que contributions faites directement, soit au pays bénéficiaire soit à la banque de développement concernée. L'Organisation des Nations Unies utilise également l'approche de classification du « donateur d'origine » afin d'éviter un double comptage, mais cela se fait uniquement parmi les organismes du système des Nations Unies où il est possible de ventiler les sources des fonds. Cela n'est pas toujours possible, comme dans le cas des ressources locales du PNUD mentionnées ci-après.

53. Comme il est indiqué ci-dessus, il a été estimé par l'Organisation des Nations Unies que les contributions d'auto-assistance de cette nature, qui se trouvent principalement dans la région de l'Amérique latine, représentaient environ 2 milliards 150 millions de dollars en 2007, dont 1 milliard 550 millions représentaient les contributions faites par l'intermédiaire du PNUD et 402 millions par l'intermédiaire des institutions spécialisées. Il convient également de noter que le montant total des contributions d'auto-assistance faites par les pays d'Amérique latine s'élevait à 1 milliard 680 millions de dollars en 2007.

*Contributions de sources non gouvernementales et privées*

54. Les données des Nations Unies comprennent les contributions faites par des ONG et des organisations privées. Dans les statistiques du CAD, ces contributions sont classées dans la catégorie des flux privés (c'est-à-dire en dehors de l'APD), et celles qui ont été fournies à l'Organisation des Nations Unies ne peuvent pas être identifiées séparément. Ces contributions non gouvernementales et privées à l'ONU représentaient au moins 1 milliard 310 millions de dollars en 2007, selon l'Organisation des Nations Unies.

*Autres questions*

55. Il y a également d'autres questions concernant les contributions qui sont examinées actuellement, telles que les contributions au système des Nations Unies provenant de programmes thématiques, qui sont toujours indiquées par le CAD en tant qu'aide bilatérale, mais incluses dans les statistiques financières des Nations Unies. Ce n'est pas uniquement un problème de classification, mais également un problème de calendrier. Par exemple, lorsqu'un pays donateur contribue à un fonds d'affectation spéciale, cela serait probablement considéré comme un décaissement par ce donateur (et donc par le CAD de l'OCDE) au moment où le donateur effectue la contribution. Toutefois, il peut y avoir un délai avant que ces fonds soient transférés aux organismes d'exécution (comme il est indiqué à la figure 15 du chapitre VIII concernant les fonds d'affectation spéciale à donateurs multiples). Les fonds sont affectés aux organismes des Nations Unies qui mettent en œuvre certains aspects d'un projet uniquement lorsque le projet a été approuvé et, lorsqu'ils sont affectés, le montant est enregistré en tant que revenu des Nations Unies.

56. En se fondant sur cette analyse, il est possible d'élaborer les deux tableaux de conciliation générale de 2007 entre les données des Nations Unies et du CAD (voir tableaux 12 et 13 ci-après).

Tableau 12

**Conciliation partielle des données des Nations Unies et du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques concernant les contributions au système des Nations Unies en 2007**

(En millions de dollars courants des États-Unis)

<i>Source de la contribution</i>	<i>Données des Nations Unies</i>	<i>Données du CAD</i>
<b>Pays membres du CAD</b>		
Contributions de base	4 314	5 801
Autres contributions	7 243	n.d. <sup>b</sup>
<b>Total pour les pays membres du CAD</b>	<b>11 557</b>	<b>5 801</b>
<b>Pays non membres du CAD</b>		
Contributions de base	348	118
Contributions d'auto-assistance	2 154 <sup>a</sup>	n.d. <sup>b</sup>

<i>Source de la contribution</i>	<i>Données des Nations Unies</i>	<i>Données du CAD</i>
Autres contributions	360	n.d. <sup>b</sup>
<b>Total pour les pays non membres du CAD</b>	<b>2 862</b>	<b>118</b>
Autres organismes des Nations Unies	880	n.d. <sup>b</sup>
Commission européenne et autres organisations intergouvernementales	1 941	372
Autres organisations non gouvernementales et privées	1 311	n.d. <sup>c</sup>
Autres entités	527	0
<b>Total pour les organisations multilatérales, les ONG, le secteur privé et d'autres organisations</b>	<b>4 659</b>	<b>372</b>
<b>Total des contributions au système des Nations Unies</b>	<b>19 078</b>	<b>6 292</b>

<sup>a</sup> Contributions, dont la plupart ne sont pas identifiées séparément.

<sup>b</sup> Non identifiables séparément, classées en tant qu'aide bilatérale.

<sup>c</sup> Non identifiables séparément, classées en tant que flux privés.

57. Il existe toujours une grande disparité en ce qui concerne les contributions aux ressources de base en faveur du HCR et de l'UNRWA, malgré les améliorations apportées dans le présent rapport afin de mieux classifier les contributions faites à ces deux entités (voir tableau 13). Au cours de l'année écoulée, il y a eu des consultations avec le CAD de l'OCDE afin d'identifier et d'analyser les principales sources de ces différences. En ce qui concerne les contributions de base au HCR, il a été révélé que le CAD comptabilisait certaines contributions qui étaient considérées comme réservées pour les rapports financiers du HCR. Le CAD demande actuellement aux fournisseurs de données de classifier et d'indiquer uniquement les contributions qui ne sont pas du tout réservées aux Nations Unies en tant que contributions multilatérales.

58. La grande différence entre les données du CAD et des Nations Unies concernant les ressources de base fournies à l'UNRWA sera examinée par le CAD et ses fournisseurs de données.

Tableau 13

**Comparaison entre les données de l'Organisation des Nations Unies et du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques concernant les ressources de base fournies aux entités des Nations Unies en 2007**

(En millions de dollars courants des États-Unis)

<i>Ressources de base – pays membres du CAD</i>	<i>Données des Nations Unies</i>	<i>Données du CAD</i>	<i>Différence en pourcentage</i>
PNUD	1 147	1 103	-3,9
FNUAP	414	429	3,6
UNICEF	526	581	10,0
PAM	250	237	-5,3

<i>Ressources de base – pays membres du CAD</i>	<i>Données des Nations Unies</i>	<i>Données du CAD</i>	<i>Différence en pourcentage</i>
HCR	249	407	48,2
FIDA	239	266	10,6
UNRWA	288	192	-39,7
Autres entités des Nations Unies	1 202	2 586	69,8
<b>Total</b>	<b>4 314</b>	<b>5 801</b>	<b>29,4</b>

## V. Institutions spécialisées

59. En 2008, le rapport du Secrétaire général a analysé le financement des activités opérationnelles pour le développement des institutions spécialisées, séparément, pour la première fois. Cela a été fait grâce à la collecte directe de données provenant des institutions. La validité de l'analyse dépend fortement de la qualité des statistiques pour les différentes institutions spécialisées.

60. En vue de l'élaboration du présent rapport, le Secrétariat de l'ONU a eu de vastes consultations avec des institutions spécialisées, concernant leurs modalités de financement et structures financières et budgétaires. Ces consultations ont permis de structurer le questionnaire détaillé qui a ensuite été distribué, et de rassembler et d'analyser les résultats, qui sont présentés dans le rapport. En 2008, des données ont été reçues de la FAO, de l'OIT, de l'OMS, de l'ONUDI et de l'UNESCO. En 2009, on est parvenu à la collecte directe des données de toutes les institutions spécialisées, y compris huit institutions spécialisées supplémentaires qui ont fourni des données détaillées pour la première fois à l'Organisation des Nations Unies, à savoir l'AIEA, l'OACI, l'OMI, l'OMM, l'OMPI, l'UIT, l'UPU et l'Organisation mondiale du tourisme.

61. Les contributions financières en 2003-2007 pour les activités opérationnelles des 14 institutions spécialisées des Nations Unies sont présentées dans les tableaux et graphiques ci-après. Ces chiffres sont fournis par les institutions spécialisées, à l'exception des quotes-parts ventilées par pays et par institution. Ils sont élaborés par le Département des affaires économiques et sociales en tenant compte des chiffres totaux d'évaluation et du pourcentage attribué aux activités opérationnelles qui ont été fournis par l'institution concernée, et de la répartition par pays en utilisant le ratio d'affectation tiré du rapport du Conseil des chefs de secrétariat intitulé « Situation budgétaire et financière des organismes du système des Nations Unies » (voir A/61/203, tableau 5). Les données détaillées concernant ces résumés se trouvent dans l'annexe V, tableau A5, du présent rapport. Le FIDA est également considéré comme une institution spécialisée, mais étant donné qu'il fonctionne en tant qu'institution financière, il a toujours été présenté d'une manière séparée dans le présent rapport.

62. Il y a plusieurs faits importants. Premièrement, il y a une grande différence entre les institutions spécialisées en ce qui concerne leur budget pour les activités opérationnelles. L'OMS est l'institution la plus importante, avec des contributions annuelles en 2007 de 2 milliards 80 millions de dollars. Il convient de noter toutefois que les données concernant les contributions aux activités opérationnelles de l'OMS devront être précisées en collaboration avec cette institution. Au bout de

l'évaluation, on trouve l'UPU, avec 3,8 millions de dollars. Au niveau intermédiaire, la FAO a enregistré des contributions de 768 millions de dollars pour les activités opérationnelles, soit une augmentation importante des ressources de 24,5 % par rapport à 2006. Il y avait un volume similaire de ressources pour l'OIT et l'UNESCO, soit entre 400 millions et 500 millions de dollars. L'ONUDI, l'AIEA et l'OACI constituent un autre sous-groupe, avec des contributions annuelles allant de 100 millions à 200 millions de dollars, suivis par les institutions spécialisées plus petites (voir fig. VII).

63. Le total des contributions aux institutions spécialisées des Nations Unies pour les activités opérationnelles en 2007 s'est élevé à 4,8 milliards de dollars en 2007 (voir tableau 14). Cela représente une augmentation de 17,5 % par rapport aux contributions en 2006. L'augmentation annuelle moyenne au cours des cinq dernières années en termes nominaux a été de 12,5 %, soit 60 % pour la période. En termes de dollars des États-Unis constants, l'augmentation par rapport à 2006 a été de 8,3 % et l'augmentation annuelle moyenne depuis 2003 exprimée en termes réels a été de 6,7 %.

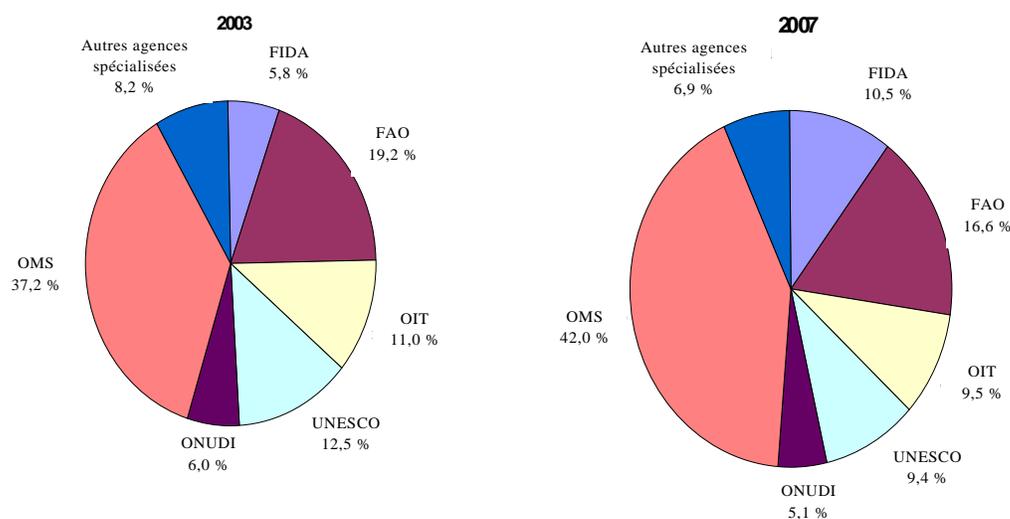
Tableau 14  
**Contributions aux institutions spécialisées du système des Nations Unies  
pour les activités opérationnelles : de 2003 à 2007**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

<i>Entité</i>	2003	2004	2005	2006	2007	<i>Évolution en pourcentage entre 2006 et 2007</i>	<i>Évolution de la moyenne annuelle entre 2003 et 2007</i>
FIDA	168 963	328 646	157 528	260 587	487 944	87,2	30,4
FAO	555 596	452 400	460 340	616 924	768 224	24,5	8,4
OIT	316 614	343 108	375 177	398 059	440 787	10,7	8,6
UNESCO	375 470	344 763	417 208	411 485	434 670	5,6	3,7
ONUDI	182 302	216 751	235 436	183 683	238 133	29,6	6,9
OMS	1 136 534	1 264 285	1 999 044	1 897 872	2 082 987	9,8	16,4
AIEA	86 117	85 000	89 756	100 393	98 483	-1,9	3,4
OACI	74 365	78 000	84 494	118 737	147 504	24,2	18,7
OMI	16 004	15 294	16 447	15 756	14 154	-10,2	-3,0
UIT	21 467	26 978	30 372	26 799	26 003	-3,0	4,9
UPU	3 260	3 706	3 271	4 515	3 829	-15,2	4,1
OMPI	12 199	12 205	12 968	13 294	14 099	6,1	3,7
OMM	18 424	18 036	13 286	6 254	5 695	-8,9	-25,4
Organisation mondiale du tourisme	6 593	9 211	6 801	6 926	8 382	21,0	6,2
<b>Contributions totales</b>	<b>2 973 908</b>	<b>3 198 383</b>	<b>3 902 126</b>	<b>4 061 281</b>	<b>4 770 895</b>	<b>17,5</b>	<b>12,5</b>
<b>Total des contributions (en millions de dollars constants de 2006)</b>	<b>3 397 571</b>	<b>3 352 148</b>	<b>3 990 032</b>	<b>4 061 281</b>	<b>4 400 381</b>	<b>8,3</b>	<b>6,7</b>

Figure VII  
**Répartition des contributions aux institutions spécialisées du système des Nations Unies : de 2003 à 2007**

(En pourcentage)



64. En ce qui concerne les institutions spécialisées, les tendances concernant les budgets de base ont varié selon les institutions au cours de la période de cinq ans allant de 2003 à 2007 (voir tableau 15). Le financement pour les ressources de base du FIDA a augmenté de 18,1 % par an. D'autres organismes, tels que l'OIT et l'ONUDI, ont également connu une croissance importante au cours des cinq dernières années. Certains organismes, en particulier l'OMI, ont connu une croissance négative.

Tableau 15  
**Contributions aux ressources de base des institutions spécialisées du système des Nations Unies : de 2003 à 2007**

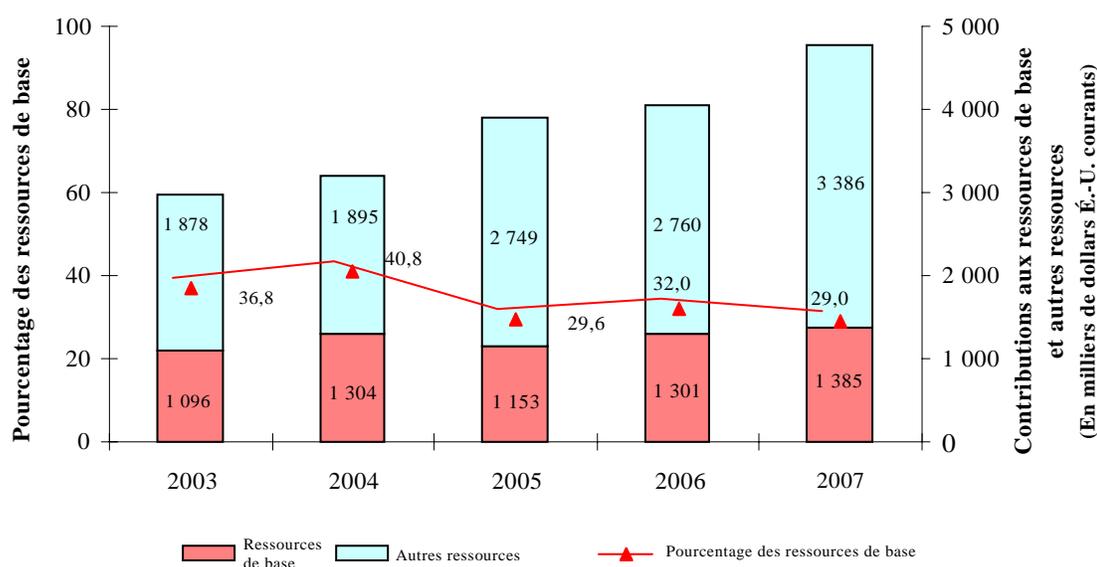
(En milliers de dollars des États-Unis courants)

Entité	2003	2004	2005	2006	2007	Évolution de la moyenne annuelle de	
						Évolution de 2006 à 2007	2003 à 2007
<i>En pourcentage</i>							
FIDA	149 213	277 216	127 383	223 363	290 693	30,1	18,1
FAO	97 764	112 365	112 365	114 168	114 168	0,0	4,0
OIT	165 262	198 276	198 276	221 970	221 970	0,0	7,7
UNESCO	68 046	76 238	76 238	76 238	79 810	4,7	4,1
ONUDI	72 187	76 180	78 954	94 123	94 845	0,8	7,1
OMS	427 827	440 055	440 055	451 115	457 676	1,5	1,7
AIEA	73 500	74 800	73 600	76 200	82 011	7,6	2,8

Entité	2003	2004	2005	2006	2007	Évolution de	Évolution de
						2006 à 2007	la moyenne annuelle de 2003 à 2007
En pourcentage							
OACI	0	0	0	0	0	0,0	0,0
OMI	6 825	5 294	6 191	4 524	4 523	0,0	-9,8
UIT	18 634	22 768	22 768	23 329	23 329	0,0	5,8
UPU	1 868	4 394	2 414	2 594	2 505	-3,4	7,6
OMPI	6 657	8 405	7 315	6 080	6 080	0,0	-2,2
OMM	1 941	1 956	1 956	1 933	1 933	0,0	-0,1
Organisation mondiale du tourisme	5 783	5 783	5 783	5 783	5 783	0,0	0,0
<b>Contributions totales</b>	<b>1 095 506</b>	<b>1 303 731</b>	<b>1 153 299</b>	<b>1 301 421</b>	<b>1 385 326</b>	<b>6,4</b>	<b>6,1</b>
<b>Total des contributions (en millions de dollars constants de 2006)</b>	<b>1 251 572</b>	<b>1 366 409</b>	<b>1 179 280</b>	<b>1 301 421</b>	<b>1 277 771</b>	<b>-1,8</b>	<b>0,5</b>

65. L'examen triennal global des politiques a toujours mis en relief la nécessité d'un meilleur équilibre entre les ressources de base et les autres ressources. La figure VIII montre l'accélération de la croissance du financement des autres ressources par rapport au financement des ressources de base lorsque les augmentations ont eu tendance à être modestes. En 2007, la part des ressources de base pour toutes les institutions spécialisées s'est élevée à 29 %, alors que la part des autres ressources extrabudgétaires s'est élevée à 71 %.

Figure VIII  
**Contributions au titre des ressources de base et des autres ressources  
aux institutions spécialisées du système des Nations Unies : de 2003 à 2007**



66. L'OMS est la principale institution spécialisée, et elle exécute des mandats humanitaires, opérationnels et normatifs dans le domaine de la santé au sein du système des Nations Unies. L'OMS fournit des informations sur son budget total en 2007, bien que certaines de ses initiatives soient limitées aux pays industrialisés. Pour une révision, il faudrait des définitions plus claires et une analyse détaillée de son financement et de ses opérations, activité par activité. Dans les prochains rapports, on s'efforcera d'améliorer les données concernant le financement et les dépenses de l'OMS.

67. La FAO est la deuxième principale institution spécialisée sur la base des contributions annuelles utilisées aux fins des activités opérationnelles pour le développement. La FAO a expliqué que le total de ses contributions concerne le budget total et les révisions qui ont été approuvés en 2007, mais qui s'appliquent au cycle entier des projets, qui pourrait avoir été élargi au-delà de 2007. Elle a également indiqué que 30 % des contributions, qui se sont élevées à 114,2 millions en 2007, ont été utilisés pour des activités opérationnelles de développement. Ces chiffres ont été ajustés par rapport aux années précédentes à la suite d'une réévaluation détaillée de ses opérations.

68. Bien que des activités supplémentaires soient requises pour concilier le budget de l'UNESCO avec les classifications utilisées dans le présent rapport, cette organisation a indiqué que 25 % (soit un peu moins de 80 millions de dollars) de son budget ordinaire en 2007 ont été consacrés à des activités opérationnelles, ce qui est conforme au coefficient utilisé par le CAD de l'OCDE. L'UNESCO est en train de réviser ce coefficient grâce à une méthodologie et à des discussions plus rationnelles avec l'OCDE et le Secrétariat de l'ONU. Les fonds extrabudgétaires de l'UNESCO comprennent des fonds réservés à des fonds d'affectation spéciale pour des projets et des comptes spéciaux ou des fonds thématiques auxquels les donateurs contribuent. Le financement de base de l'UNESCO en 2007 a augmenté de 4,7 % en termes nominaux par rapport à 2006.

69. L'OIT a indiqué 441 millions de dollars de contributions pour ses activités opérationnelles en 2007, soit une augmentation de 10,7 % par rapport à 2006, et une croissance annuelle moyenne de 8,6 % au cours de la période quinquennale. Étant donné que les contributions ont stagné au cours de ces dernières années, l'OIT a appliqué d'autres stratégies de financement. Elle a encouragé les contributions extrabudgétaires afin de financer les activités de base de la coopération pour le développement, en vue de passer à une plus grande intégration des revenus provenant du budget ordinaire et des ressources extrabudgétaires. L'OIT a également lancé une stratégie de mobilisation de ressources fondée sur l'élargissement et l'approfondissement de partenariats à long terme avec de nombreux donateurs. Les principaux donateurs à ce deuxième guichet de contributions non réservées ont été les États-Unis d'Amérique, la France et les Pays-Bas. L'appui direct au budget et la décentralisation du financement au niveau des pays signifient que le rôle de la récolte de fonds sur le terrain est crucial et qu'en même temps, l'OIT n'est pas bien représentée au niveau des pays (plutôt par l'intermédiaire d'une structure régionale).

70. Le budget pour les ressources de base de l'ONUDI, qui comprend les dépenses de personnel et les dépenses opérationnelles, est financé par les quotes-parts des États membres (173 en décembre 2008). Les programmes et les projets de coopération technique sont financés grâce à des contributions volontaires, en

particulier des pays et institutions donateurs, grâce à des fonds multilatéraux tels que le Protocole de Montréal et le Fonds pour l'environnement mondial, et grâce à des fonds d'affectation spéciale multidonateurs. Le budget pour les ressources de base s'est élevé à 95 millions de dollars en 2007. Le total des contributions pour les activités opérationnelles a atteint 238 millions de dollars en 2007, soit une augmentation de 30 % par rapport à 2006. L'ONUDI a utilisé le taux de change annuel moyen des Nations Unies pour 2007, à savoir 1 dollar des États-Unis = 0,7328 euro, afin de convertir les contributions ordinaires et extrabudgétaires en dollars des États-Unis. La pratique des autres institutions devrait être déterminée afin d'obtenir une approche normalisée.

71. L'AIEA a indiqué que ses contributions non réservées aux ressources de base comprenaient des contributions volontaires, des quotes-parts pour les programmes et des coûts de participation nationaux. L'OACI n'utilise pas les quotes-parts pour les activités opérationnelles. L'OMI et l'UIT n'ont pas indiqué un coefficient pour les activités opérationnelles et les chiffres du CAD/OCDE ont donc été appliqués. L'UPU a indiqué que 8 % de ses contributions étaient utilisés pour des activités opérationnelles de développement (le CAD/OCDE utilise un pourcentage de 16 %). Cette institution utilise des cycles de quatre ans et les montants dépensés sont toujours beaucoup plus élevés au cours des deux dernières années qu'au cours des deux premières années. Elle a également fait observer que son budget opérationnel comprenait les coûts d'appui. Des détails supplémentaires seront nécessaires pour l'OMPI et l'OMM à l'avenir. L'Organisation mondiale du tourisme a indiqué un coefficient de 32 % pour son budget de quotes-parts consacré aux activités opérationnelles, qui a représenté un total de 5,8 millions de dollars en 2007.

## VI. Dépenses

### **Total des dépenses engagées en 2007**

72. Les dépenses engagées en 2007 par le système des Nations Unies pour les activités opérationnelles totalisent 17,3 milliards de dollars (voir tableau 16).

Tableau 16  
**Dépenses engagées en 2007 par le système des Nations Unies  
pour les activités opérationnelles**

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Entité</i>	<i>Dépenses</i>
PNUD <sup>a</sup> . . . . .	4 679
FNUAP . . . . .	515
UNICEF . . . . .	2 517
PAM . . . . .	2 642
HCR . . . . .	1 342
FIDA . . . . .	401
CCI . . . . .	60
ONUSIDA . . . . .	239
CNUCED . . . . .	32
PNUE . . . . .	130
ONU-HABITAT . . . . .	99
UNODC/PNUCID . . . . .	185
UNRWA . . . . .	699
FAO . . . . .	591
OIT . . . . .	381
UNESCO . . . . .	308
ONUDI . . . . .	219
OMS . . . . .	1 760
Autres institutions spécialisées <sup>b</sup> . . . . .	284
Bureau de la coordination des affaires humanitaires . . . . .	137
Bureau d'appui à la consolidation de la paix <sup>d</sup> . . . . .	2
Département des affaires économiques et sociales . . . . .	61
Commissions régionales . . . . .	58
<b>Total des dépenses . . . . .</b>	<b>17 343</b>

<sup>a</sup> Y compris les fonds administrés et les fonds d'affectation spéciale.

<sup>b</sup> Comprend les dépenses engagées par l'AIEA, l'OACI, l'OMI, l'UIT, l'UPU, l'OMPI, l'OMM et l'OMT.

<sup>c</sup> D'après le *Rapport annuel 2007* du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

<sup>d</sup> Non compris le Fonds pour la consolidation de la paix.

### Évolution générale des dépenses

73. Les dépenses que les organismes des Nations Unies consacrent aux activités opérationnelles ont augmenté de 8,4 % en valeur nominale par rapport à 2006 et ont connu une hausse annuelle moyenne de 9 % depuis 2003 (voir tableau 17). Si l'on tient compte de l'inflation et des fluctuations des taux de change, le montant des dépenses n'a pas changé entre 2006 et 2007, tandis que l'augmentation annuelle moyenne depuis 2003, en termes réels, est de 3,3 %.

Tableau 17  
**Montant des dépenses engagées de 2003 à 2007 par le système des Nations Unies  
pour les activités opérationnelles**

(En millions de dollars des États-Unis courants)

Entité	2003	2004	2005	2006	2007	Variation	Variation
						entre 2006 et 2007	annuelle moyenne entre 2003 et 2007
						Pourcentage	
PNUD <sup>a</sup>	3 133	3 566	4 372	4 777	4 679	-2,1	10,5
FNUAP	273	318	388	392	515	31,3	17,2
UNICEF	1 208	1 344	1 960	2 070	2 517	21,6	20,1
PAM	3 275	2 900	2 892	2 665	2 642	-0,8	-5,2
HCR	979	1 063	1 142	1 091	1 342	23,0	8,2
FIDA	289	314	344	387	401	3,8	8,6
CCI	42	46	50	53	60	14,1	9,2
ONUSIDA	95	158	158	200	239	19,6	25,9
CNUCED	31	30	30	35	32	-8,3	0,9
PNUE	106	99	151	115	130	13,2	5,2
ONU-Habitat	23	36	70	143	99	-30,6	44,0
UNODC/PNUCID	..	..	73	114	185	61,8	..
UNRWA	430	455	481	600	699	16,6	12,9
Autres institutions spécialisées <sup>b</sup>	2 270	2 372	3 023	3 133	3 544	13,1	11,8
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	72	86	105	123	137	11,1	17,4
Bureau d'appui à la consolidation de la paix	0	0	0	0	2	..	..
Département des affaires économiques et sociales	33	39	46	48	61	28,5	16,9
Commissions régionales	49	48	46	47	58	23,0	4,3
<b>Total des dépenses</b>	<b>12 309</b>	<b>12 873</b>	<b>15 330</b>	<b>15 992</b>	<b>17 343</b>	<b>8,4</b>	<b>9,0</b>
<b>Total des dépenses (en millions de dollars des États-Unis constants de 2006)<sup>c</sup></b>	<b>14 062</b>	<b>13 492</b>	<b>15 675</b>	<b>15 992</b>	<b>15 996</b>	<b>0,0</b>	<b>3,3</b>

<sup>a</sup> Comprend les fonds administrés et les fonds d'affectation spéciale.

<sup>b</sup> Comprend les dépenses engagées par l'AIEA, l'OACI, l'OMI, l'UIT, l'UPU, l'OMPI, l'OMM et l'OMT.

<sup>c</sup> Compte tenu de l'inflation et des variations des taux de change.

74. Les dépenses globales du PNUD ont diminué de 2,1 % en 2007 et augmenté de 10,5 % par an en moyenne au cours de la période 2003-2007 (voir tableau 17). Après le PNUD, ce sont les institutions spécialisées prises collectivement qui ont engagé les dépenses les plus importantes en 2007, suivies par le PAM et l'UNICEF.

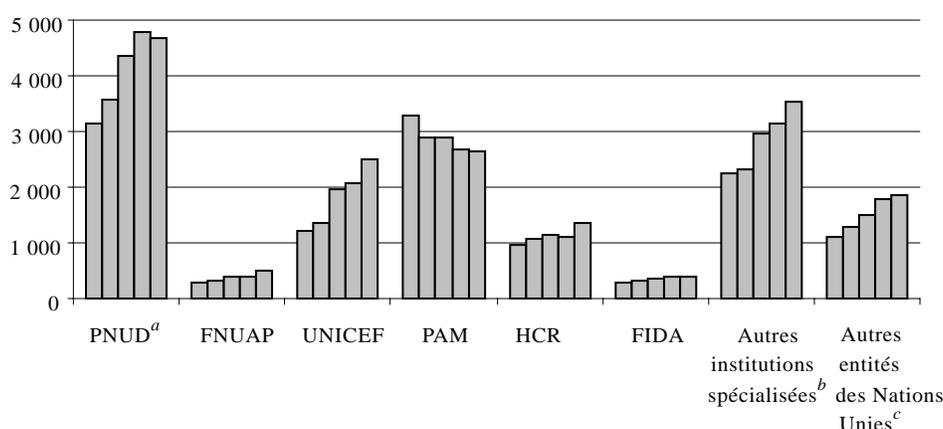
75. Les dépenses de l'UNODC et du PNUCID ont augmenté de 61,8 % entre 2006 et 2007, celles du FNUAP de 31,3 % et celles de l'UNICEF de 21,6 %.

76. La figure IX illustre l'évolution sur cinq ans des dépenses des principaux fonds et programmes, ainsi que des institutions spécialisées et d'autres entités du système des Nations Unies. Plusieurs points se dégagent très clairement de ce

graphique : a) le PNUD a de loin les dépenses les plus importantes; b) il y a des différences d'échelle entre les divers programmes, le FNUAP et le FIDA étant de taille modeste et connaissant une activité stable par rapport aux autres entités; c) les dépenses du HCR ont augmenté de 23 % en valeur nominale, dépassant 1,3 milliard de dollars en 2007; d) prises collectivement, les institutions spécialisées exécutent de très nombreuses activités opérationnelles, et celles-ci augmentent rapidement; et e) les dépenses du PAM ont stagné.

Figure IX  
**Montant des dépenses engagées de 2003 à 2007 par le système des Nations Unies pour les activités opérationnelles**

(En millions de dollars des États-Unis courants)



<sup>a</sup> Comprend les fonds administrés et les fonds d'affectation spéciale.

<sup>b</sup> Comprend les dépenses engagées par l'AIEA, la FAO, l'OACI, l'OIT, l'OMI, l'ONUDI, l'OMPI, l'OMS, l'OMM, l'OMT, l'UIT, l'UNESCO et l'UPU.

<sup>c</sup> Comprend les dépenses engagées par le CCI, ONUSIDA, la CNUCED, le PNUE, ONU-Habitat, l'UNODC, l'UNRWA, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Département des affaires économiques et sociales, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, la CEA, la CEE, la CEPALC, la CESAP et la CESAO.

### Les dépenses par pays de programme

77. Le tableau 18 donne la liste des 10 premiers pays de programme classés en fonction du montant des dépenses qui leur sont consacrées exprimé en pourcentage de leur revenu national brut (RNB). Ces 10 pays figurent parmi les pays les moins avancés, ce qui confirme que les organismes des Nations Unies orientent bien leurs dépenses vers les pays les plus pauvres. Au Libéria et au Burundi, les dépenses des organismes des Nations Unies représentaient en 2007 28,8 % et 13,3 % respectivement du RNB.

78. En ce qui concerne les dépenses par habitant dans les pays de programme, sur les 10 pays en tête de liste 8 sont classés parmi les pays les moins avancés (voir tableau 19). La Jordanie, pays à revenu intermédiaire, est le centre régional des opérations de l'UNRWA; par conséquent, les dépenses qui y sont engagées sont en réalité destinées aux programmes de l'UNRWA. Le Liban, le second pays à revenu intermédiaire, accueille également des camps de réfugiés palestiniens et reçoit un

tout petit peu moins de 19 millions de dollars par l'intermédiaire du Fonds pour le relèvement du Liban (fonds d'affectation spéciale multidonateurs créé en 2006 dont l'administration est confiée au Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs). La présence du Soudan et de l'Afghanistan se remarque parce que tous deux, bien que très peuplés, se classent parmi les 10 premiers pays au regard des dépenses par habitant.

**Tableau 18**  
**Les 10 premiers pays de programme, en fonction des dépenses rapportées à leur revenu national brut, en 2007**

(En pourcentage)

<i>Rang</i>	<i>Pays</i>	<i>Pourcentage du RNB</i>
1	Libéria	28,84
2	Burundi	13,25
3	Guinée-Bissau	6,30
4	Sierra Leone	5,79
5	Afghanistan	5,76
6	Sao Tomé-et-Principe	4,95
7	République populaire démocratique du Congo	4,84
8	République centrafricaine	4,64
9	Érythrée	4,57
10	Tchad	4,06

*Note* : L'Iraq est exclu de cette liste car la Banque mondiale n'a pas publié d'estimation de son revenu national brut.

**Tableau 19**  
**Les 10 premiers pays de programme, en fonction des dépenses par habitant, en 2007**

<i>Rang</i>	<i>Pays</i>	<i>Dépenses par habitant</i>	<i>Population en millions</i>
1	Timor-Leste	49,1	1,1
2	Libéria	42,5	3,8
3	Liban	36,3	4,1
4	Jordanie	30,4	5,7
5	Soudan	28,4	38,6
6	Somalie	28,0	8,7
7	Swaziland	23,4	1,1
8	Afghanistan	23,3	25,1 <sup>a</sup>
9	Tchad	21,7	10,8
10	Mauritanie	18,0	3,1

<sup>a</sup> Le chiffre retenu pour la population de l'Afghanistan est une estimation fournie par la Division de la population dans sa révision de 2007.

79. En valeur absolue, le Soudan vient en tête des pays de programme, avec 1 milliard 90 millions de dollars dépensés en 2007 (pour les pays suivants, voir le tableau 20).

Tableau 20  
**Les 10 premiers pays de programme, par le montant total des dépenses, en 2007**

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Rang</i>	<i>Pays</i>	<i>Dépenses</i>
1	Soudan	1 093
2	Afghanistan	583
3	République démocratique du Congo	415
4	Éthiopie	379
5	Kenya	345
6	Indonésie	318
7	Pakistan	297
8	Inde	277
9	Ouganda	260
10	Somalie	243

### Dépenses par région

80. Le tableau 21 donne les dépenses par région. La liste des pays compris dans chaque région figure à l'annexe II du présent rapport.

Tableau 21  
**Répartition des dépenses par région : 2003-2007**

(En pourcentage)

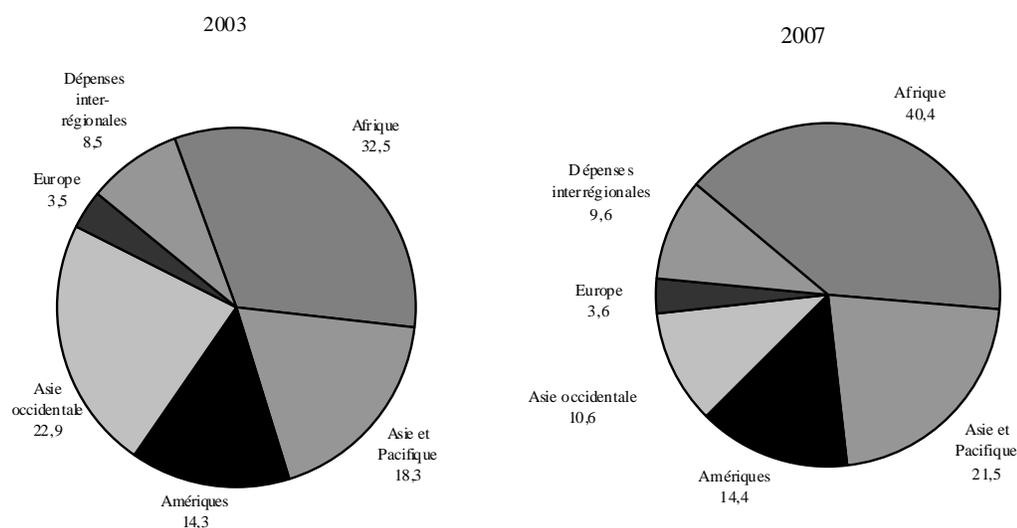
<i>Année</i>	<i>Afrique</i>	<i>Asie et Pacifique</i>	<i>Amériques</i>	<i>Asie occidentale</i>	<i>Europe</i>	<i>Dépenses interrégionales</i>
2003	32,5	18,3	14,3	22,9	3,5	8,5
2004	33,8	20,1	14,7	17,3	3,6	10,5
2005	40,1	22,6	13,8	9,6	3,5	10,3
2006	38,3	20,5	15,4	9,4	3,3	13,1
2007	40,4	21,5	14,4	10,6	3,6	9,6

81. L'Afrique a toujours reçu la part la plus importante des dépenses, et cette proportion a atteint 40,1 % en 2005 et 40,4 % en 2007. La région Asie-Pacifique vient au deuxième rang pour chacune des années, à l'exception de 2003, où elle a été remplacée par l'Asie occidentale, région qui comprend l'Iraq. Les dépenses engagées en Iraq en 2003 et en 2004 expliquent la part très importante de l'Asie occidentale dans le total des dépenses pour ces deux années. La figure X fait

apparaître l'importance grandissante de l'Afrique dans les dépenses engagées par les organismes des Nations Unies, en pourcentage et en volume.

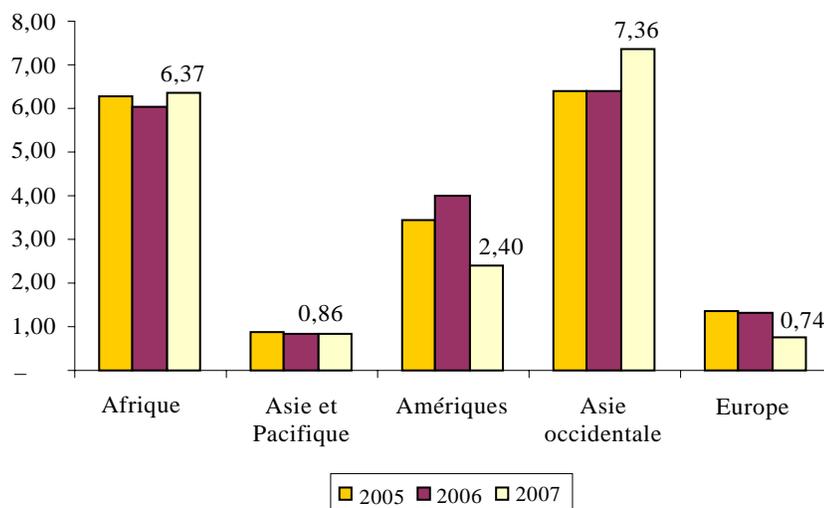
Figure X  
**Répartition régionale des dépenses engagées pour les activités opérationnelles : 2003 et 2007**

(Pourcentage)



82. Un autre moyen d'étudier les dépenses engagées dans chaque région consiste à analyser leur montant par habitant, sachant que les diverses régions sont inégalement peuplées. En 2007, c'est à la région de l'Asie occidentale, comprenant le Moyen-Orient, à l'exclusion de l'Égypte, que les organismes des Nations Unies ont consacré le montant par habitant le plus élevé, avec 7,36 dollars alloués aux pays de cette région et aux programmes régionaux (voir fig. XI), ce qui représente une augmentation majeure par rapport à 2005 et 2006. Ce montant inclut les dépenses de l'UNRWA, qui sont presque toutes effectuées dans la région. L'augmentation de 2007 s'explique aussi par la progression des dépenses engagées en Cisjordanie et dans la bande de Gaza par le PAM, l'OMS et l'UNRWA et par celle des dépenses engagées en Jordanie et dans la République arabe syrienne par le HCR. Les dépenses en Iraq ont diminué pour s'établir à 215 millions de dollars, tandis que celles engagées en Cisjordanie et dans la bande de Gaza (territoire palestinien occupé) ont dépassé les 590 millions de dollars.

Figure XI  
**Répartition par région des dépenses par habitant : 2007**  
(En dollars des États-Unis)



83. En Afrique, les dépenses par habitant ont atteint 6,37 dollars en 2007, mais elles chutent à 5,36 dollars quand on exclut les dépenses engagées au Soudan et en République démocratique du Congo. Pour l'Asie et le Pacifique, le chiffre par habitant est faible car cette région, qui comprend la Chine, l'Inde, le Pakistan et l'Indonésie, est très peuplée. En Europe, la plupart des dépenses se sont concentrées dans les pays de l'ex-Union soviétique et de l'ex-Yougoslavie. L'importance du montant par habitant constaté pour les Amériques est due à la pratique de l'autofinancement par les pays de programme, qui a surtout cours dans cette région.

#### Dépenses engagées dans les pays les moins avancés

84. Le tableau 22 donne le montant des dépenses engagées par les organismes des Nations Unies dans les pays les moins avancés de 2003 à 2007, en pourcentage des dépenses totales.

Tableau 22  
**Dépenses engagées entre 2003 et 2007 dans les pays les moins avancés par rapport au montant total des dépenses, par organisme**

(En pourcentage)

	2003	2004	2005	2006	2007
PNUD <sup>a</sup>	22,2	28,3	35,9	33,2	33,3
FNUAP	51,7	46,6	41,1	45,6	51,5
UNICEF	51,5	50,6	50,5	52,1	56,1
PAM	46,5	50,3	71,4	70,0	71,5
HCR	51,4	56,5	57,2	55,7	52,4

	2003	2004	2005	2006	2007
FIDA	37,8	47,2	44,8	40,6	40,9
Autres institutions spécialisées <sup>b</sup>	28,7	33,4	31,8	31,8	38,3
Autres fonds et programmes des Nations Unies <sup>c</sup>	..	..	..	11,2	9,3
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	..	..	..	70,8	..
Département des affaires économiques et sociales	..	..	..	94,8	96,5
Commissions régionales				0,0	0,0
<b>Moyenne</b>	<b>39,1</b>	<b>42,2</b>	<b>49,0</b>	<b>44,3</b>	<b>46,2</b>

<sup>a</sup> Comprend les fonds administrés et les fonds d'affectation spéciale.

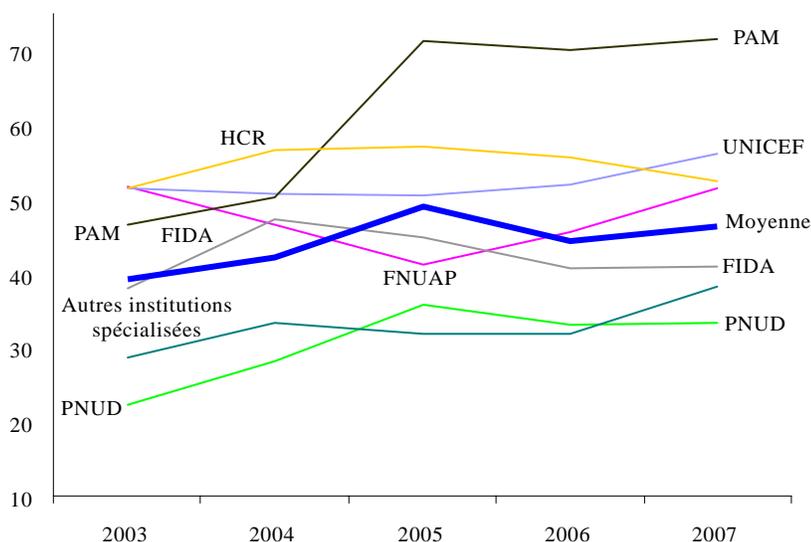
<sup>b</sup> Comprend les dépenses engagées par l'AIEA, la FAO, l'OACI, l'OIT, l'OMI, l'ONUDI, l'OMPI, l'OMS, l'OMM, l'OMT, l'UIT, l'UNESCO et l'UPU.

<sup>c</sup> Comprend les dépenses engagées par le CCI, ONUSIDA, la CNUCED, le PNUE, ONU-Habitat, l'UNODC, l'UNRWA et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix.

85. Les différents organismes des Nations Unies allouent une proportion très variable de leur aide totale aux pays les moins avancés en fonction des décisions de leurs organes directeurs concernant les ressources de base et des accords conclus avec les donateurs individuels concernant les autres ressources (voir fig. XII).

Figure XII  
**Dépenses engagées dans les pays les moins avancés entre 2003 et 2007 par rapport au total des dépenses, par organisme**

(En pourcentage)



86. Le PAM est presque toujours en première position pour la part des dépenses consacrées aux pays les moins avancés. Celle-ci s'élevait à 71,5 % en 2007, soit 25 points de plus qu'en 2003, en raison du fort accroissement de son activité au Soudan, en Éthiopie et dans d'autres pays africains. Les dépenses que le PNUD consacre aux pays les moins avancés continuent de représenter environ un tiers de ses dépenses totales en 2007. Pour le PNUD et les institutions spécialisées, les pourcentages seraient plus élevés encore si on excluait les dépenses autofinancées, modalité de financement qui prévaut dans les pays plus riches. On se souviendra que 70 % des contributions versées aux organismes des Nations Unies le sont à des fins particulières et que les organismes n'ont donc pas toute latitude pour les utiliser comme ils l'entendent.

### Les dépenses en Afrique subsaharienne

87. Les organismes des Nations Unies axent une grande partie de leurs activités de développement sur les pays d'Afrique subsaharienne (voir annexe V, tableau B-5), comme le confirment les dépenses qu'ils engagent dans la région. En 2007, 43,7 % des dépenses totales engagées par le système des Nations Unies dans les pays l'ont été en Afrique subsaharienne. L'importance croissante de ces pays sur le plan des activités opérationnelles a pour corollaire une augmentation notable du montant total des dépenses et des dépenses pays par pays.

88. En valeur nominale, le montant total des dépenses en Afrique subsaharienne a augmenté en moyenne de 18,1 % par an entre 2003 et 2007. La progression annuelle moyenne des dépenses dans 17 pays a dépassé les 20 % pendant la même période (voir tableau 23).

Tableau 23

### Pays d'Afrique subsaharienne dans lesquels les dépenses annuelles moyennes ont augmenté de 20 % ou plus : 2003-2007

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2003	2004	2005	2006	2007	Variation annuelle	
						Variation entre 2006 et 2007	moyenne entre 2003 et 2007
	En pourcentage						
Tchad	33 194	139 960	172 155	174 498	233 876	34,0	62,9
Togo	7 662	17 663	18 156	16 848	46 991	178,9	57,4
Soudan	187 405	534 832	1 024 143	1 003 440	1 093 110	8,9	55,4
République centrafricaine	14 269	27 173	39 193	51 609	77 374	49,9	52,6
Somalie	52 886	72 030	114 086	233 915	243 258	4,0	46,4
Nigéria	59 718	111 703	177 359	360 696	235 029	-34,8	40,8
Maurice	1 994	3 150	4 492	7 708	7 822	1,5	40,7
Niger	29 752	47 008	109 572	115 123	103 046	-10,5	36,4
Kenya	105 776	132 760	169 901	283 699	344 924	21,6	34,4
Gabon	5 426	8 675	12 497	17 750	16 348	-7,9	31,7
Guinée équatoriale	2 485	4 625	7 574	9 332	7 462	-20,0	31,6
République démocratique du Congo	142 984	167 246	405 094	487 270	414 542	-14,9	30,5

	2003	2004	2005	2006	2007	Variation entre	Variation annuelle
						2006 et 2007	moyenne entre 2003 et 2007
						En pourcentage	
Sao Tomé-et-Principe	2 806	4 113	6 703	7 329	6 837	-6,7	24,9
Cameroun	16 064	26 046	30 665	33 508	38 308	14,3	24,3
Libéria	70 804	101 216	152 858	163 414	159 682	-2,3	22,5
Madagascar	30 446	35 327	39 355	52 151	66 835	28,2	21,7
Djibouti	9 398	13 547	16 827	20 256	20 366	0,5	21,3
Autres	2 094 572	1 951 527	2 416 520	2 496 063	2 461 475	-1,4	4,1
<b>Total des dépenses en Afrique subsaharienne</b>	<b>2 867 643</b>	<b>3 398 598</b>	<b>4 917 151</b>	<b>5 534 610</b>	<b>5 577 288</b>	<b>0,8</b>	<b>18,1</b>
<b>En pourcentage du total des dépenses des organismes des Nations Unies dans les pays</b>	<b>32,4</b>	<b>33,1</b>	<b>44,3</b>	<b>46,4</b>	<b>43,7</b>		

89. Le tableau 24 fait apparaître les pays dans lesquels les dépenses les plus importantes sont engagées. Le Soudan, la République démocratique du Congo, la Somalie et le Tchad traversent des crises humanitaires majeures et bénéficient d'activités de consolidation de la paix de grande ampleur. L'Éthiopie, le Kenya, le Nigéria et la République-Unie de Tanzanie sont des pays de grande taille qui reçoivent une aide au développement depuis longtemps.

Tableau 24

**Les principaux pays de programme en Afrique subsaharienne en fonction des dépenses :  
2003-2007**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2003	2004	2005	2006	2007	Variation des	Variation annuelle
						dépenses entre 2006 et 2007	moyenne entre 2003 et 2007
						En pourcentage	
Soudan	187 405	534 832	1 024 143	1 003 440	1 093 110	8,9	55,4
République démocratique du Congo	142 984	167 246	405 094	487 270	414 542	-14,9	30,5
Éthiopie	319 623	284 912	508 447	412 389	379 468	-8,0	4,4
Kenya	105 776	132 760	169 901	283 699	344 924	21,6	34,4
Ouganda	142 360	152 573	195 470	240 231	260 025	8,2	16,3
Somalie	52 886	72 030	114 086	233 915	243 258	4,0	46,4
Nigéria	59 718	111 703	177 359	360 696	235 029	-34,8	40,8
Tchad	33 194	139 960	172 155	174 498	233 876	34,0	62,9
Libéria	70 804	101 216	152 858	163 414	159 682	-2,3	22,5
République-Unie de Tanzanie	126 203	136 202	151 030	150 450	155 547	3,4	5,4

	2003	2004	2005	2006	2007	Variation des dépenses entre	Variation annuelle
						2006 et 2007	moyenne entre 2003 et 2007
						En pourcentage	
Autres	1 626 688	1 565 167	1 846 607	2 024 607	2 057 274	1,6	6,1
<b>Total des dépenses en Afrique subsaharienne</b>	<b>2 867 643</b>	<b>3 398 598</b>	<b>4 917 151</b>	<b>5 534 610</b>	<b>5 577 288</b>	<b>0,8</b>	<b>18,1</b>
<b>En pourcentage du total des dépenses des organismes des Nations Unies dans les pays</b>	<b>32,4</b>	<b>33,1</b>	<b>44,3</b>	<b>46,4</b>	<b>43,7</b>		

### Dépenses par secteur

90. Il faut améliorer la couverture et la qualité des données sectorielles en s'appuyant sur les travaux du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, qui a dressé un système de classification, et sur les travaux que mène actuellement le Groupe de travail sur les statistiques du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Les données telles qu'elles sont actuellement communiquées par les entités des Nations Unies au Département des affaires économiques et sociales figurent dans le tableau B-6 de l'annexe V.

### Dépenses unilatérales autofinancées

91. Par dépenses unilatérales autofinancées, on entend les dépenses de projet financées au moyen des contributions versées directement par un pays à un organisme aux fins du financement d'activités sur son territoire. Il ne s'agit pas d'une aide publique au développement, qui entraînerait un transfert au pays bénéficiaire, et les dépenses correspondantes ne sont donc pas comptabilisées parmi cette aide. Il y a un risque que ces dépenses soient comptabilisées deux fois dans le cas d'une contribution faite par un pays à partir d'une réserve comportant un élément Aide publique au développement, par exemple lorsque les autorités nationales décident d'utiliser une partie d'un don ou d'un prêt de la Banque mondiale pour fournir des ressources à une activité opérationnelle du système des Nations Unies sur leur sol. Il importe donc de faire une place à part à ce type d'apport financier.

## VII. Données préliminaires relatives aux contributions et aux dépenses en 2008

92. Les États Membres et les membres des conseils d'administration des organismes des Nations Unies ont besoin de connaître, pour le dernier exercice financier achevé, le montant des contributions et des dépenses. Pour cela, le rapport de 2009 présente des données agrégées préliminaires relatives à 2008. C'est la première fois que le rapport statistique présente, à temps pour la session du Conseil économique et social, des données relatives à l'année précédente. Ces données ont nécessairement un caractère préliminaire car dans la plupart des entités des Nations Unies, les comptes financiers ne sont clôturés et les données ne sont disponibles

qu'à la fin de mars. Comme le présent rapport a dû être achevé à la fin d'avril, l'analyse financière des données relatives à 2008 est, par nécessité, assez grossière et préliminaire. On espère qu'elles serviront tout de même aux États Membres et aux utilisateurs du rapport.

### Chiffres préliminaires relatifs aux contributions de 2008

93. La plupart des entités des Nations Unies ont déjà communiqué des données préliminaires sur les contributions reçues en 2008 (voir tableau 25). En 2008, le PAM a bénéficié d'un appui sans précédent des donateurs pour lui permettre de faire face à de nouvelles urgences et à des situations évoluant rapidement dans l'est de l'Afrique, en République démocratique du Congo, au Zimbabwe, en République populaire démocratique de Corée et au Soudan. L'augmentation importante constatée comprend également 755 millions de dollars demandés dans l'appel du PAM pour lutter contre l'envolée des prix des denrées alimentaires.

94. Le HCR, le FNUAP et l'UNRWA ont également signalé des augmentations d'au moins 20 %, en dollars courants, par rapport à 2007, des contributions reçues, selon les chiffres préliminaires communiqués par ces entités. Pour le FNUAP, c'est la deuxième année consécutive où les contributions ont augmenté de plus de 20 %. Les contributions à l'OMS ont diminué de 22 % en 2008 et les contributions à l'UNESCO ont diminué de 11 %. Ces baisses des contributions à deux institutions spécialisées s'expliquent par une diminution des ressources extrabudgétaires reçues.

Tableau 25

### Contributions aux activités opérationnelles des organismes des Nations Unies : 2007-2008<sup>a</sup>

(En millions de dollars des États-Unis courants)

Entités	2007	2008	Variation en pourcentage de 2007 à 2008	Variation en pourcentage en termes réels <sup>b</sup>
FNUAP	660	794	20,2	14,5
UNICEF	2 979	3 373	13,2	7,8
PAM	2 709	5 042	86,1	77,3
HCR	1 266	1 628	28,7	22,5
FIDA	488	331	-32,1	-35,3
PNUE	165	210	27,2	21,1
UNRWA	647	786	21,4	15,6
OIT	441	483	9,4	4,2
UNESCO	435	387	-11,1	-15,3
ONUDI	238	266	11,7	6,4
OMS	2 083	1 618	-22,3	-26,0
Autres institutions spécialisées <sup>c</sup>	46	52	13,5	8,1
Département des affaires économiques et sociales	90	57	-36,4	-39,5

<i>Entités</i>	2007	2008	<i>Variation en pourcentage de 2007 à 2008</i>	<i>Variation en pourcentage en termes réels<sup>b</sup></i>
Commissions régionales <sup>d</sup>	46	43	-5,6	-10,1
<b>Total des contributions</b>	<b>12 294</b>	<b>15 070</b>	<b>22,6</b>	<b>16,7</b>

<sup>a</sup> Les données relatives à 2008 présentées dans ce tableau sont préliminaires et sujettes à modification.

<sup>b</sup> Compte tenu de l'inflation et des variations de change.

<sup>c</sup> Ces chiffres comprennent les contributions à l'OMI, l'UPU, l'OMPI, l'OMM et l'organisation mondiale du tourisme.

<sup>d</sup> Ces chiffres comprennent les contributions à la CEE, la CEPALC, la CESAP et la CESAO.

95. On trouvera au tableau 26, en dollars courants, les tendances d'évolution des ressources de base reçues par les entités des Nations Unies qui ont communiqué pour 2008 des données préliminaires. Les contributions aux ressources de base du PAM en 2008 ont très fortement augmenté pour les raisons mentionnées plus haut. Pour la deuxième année consécutive, on constate une augmentation importante des contributions aux ressources de base de l'UNRWA. Les contributions à l'OIT, au FNUAP et à l'OMS ont légèrement augmenté. Les contributions à l'UNICEF et à l'UNESCO ont légèrement diminué. La diminution des contributions aux ressources de base du FIDA s'explique par le fait que 2007 était une année de reconstitution des ressources de cet organisme.

Tableau 26

**Contributions aux ressources de base des entités des Nations Unies : 2007-2008<sup>a</sup>**

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Entités</i>	2007	2008	<i>Variation en pourcentage de 2007 à 2008</i>	<i>Variation en pourcentage en termes réels<sup>b</sup></i>
FNUAP	420	429	2,1	-2,7
UNICEF	1 090	1 067	-2,1	-6,8
PAM	257	888	246,2	229,7
FIDA	291	210	-27,9	-31,4
PNUE	70	89	27,2	21,1
UNRWA	431	522	21,0	15,3
OIT	222	238	7,2	2,1
UNESCO	80	79	-1,2	-5,9
ONUDI	95	120	26,3	20,3
OMS	458	470	2,7	-2,2
Autres institutions spécialisées <sup>c</sup>	21	24	14,2	8,7
Département des affaires économiques et sociales	8	5	-42,1	-44,9

Entités	2007	2008	Variation en pourcentage de 2007 à 2008	Variation en pourcentage en termes réels <sup>b</sup>
Commissions régionales <sup>d</sup>	7	5	-25,4	-28,9
<b>Total des contribution aux ressources de base des entités ayant communiqué des données</b>	<b>3 449</b>	<b>4 146</b>	<b>20,2</b>	<b>14,5</b>

<sup>a</sup> Les données présentées dans ce tableau, pour 2008, sont préliminaires et sujettes à modification.

<sup>b</sup> Compte tenu de l'inflation et des variations de change.

<sup>c</sup> Ces chiffres comprennent les contributions à l'OMI, l'UPU, l'OMPI, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.

<sup>d</sup> Ces chiffres comprennent les contributions à la CEE, la CEPALC, la CESAP et la CESAO.

### Chiffres préliminaires relatifs aux dépenses de 2008

96. En dollars courants, les dépenses des entités qui ont communiqué des données ont augmenté de 9,6 % en 2008 par rapport à 2007 (voir tableau 27). Les dépenses du HCR ont augmenté de 19,3 % par rapport à l'année précédente.

Tableau 27

### Dépenses consacrées aux activités opérationnelles des organismes des Nations Unies : 2007-2008<sup>a</sup>

(En millions de dollars des États-Unis courants)

Entités	2007	2008	Variation en pourcentage de 2007 à 2008	Variation en pourcentage en termes réels <sup>b</sup>
FNUAP	515	563	9,4	4,2
UNICEF	2 517	2 808	11,6	6,3
HCR	1 342	1 601	19,3	13,7
FIDA	401	473	17,8	12,2
PNUE	130	147	13,4	8,0
ONU-Habitat	99	108	8,5	3,3
UNRWA	699	807	15,4	9,9
OIT	381	424	11,2	5,9
UNESCO	308	288	-6,6	-11,1
ONUDI	219	231	5,2	0,2
OMS	1 760	1 735	-1,4	-6,1
Autres institutions spécialisées <sup>c</sup>	41	44	8,2	3,1
Département des affaires économiques et sociales	61	69	12,3	7,0
Commissions régionales <sup>d</sup>	46	42	-8,5	-12,8
<b>Total des dépenses des entités ayant communiqué des données</b>	<b>8 520</b>	<b>9 340</b>	<b>9,6</b>	<b>4,4</b>

(Voir notes page suivante)

*Notes du tableau 27*

<sup>a</sup> Les données relatives à 2008, figurant dans le présent tableau, sont préliminaires et sujettes à modification.

<sup>b</sup> Compte tenu de l'inflation et des variations de change.

<sup>c</sup> Ces chiffres comprennent les dépenses de l'OMI, l'UPU, l'OMPI, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.

<sup>d</sup> Ces chiffres comprennent les dépenses de la CEE, la CEPALC, la CESAP et la CESAO.

## **VIII. Les fonds d'affectation spéciale multidonateurs et le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD**

97. Dans sa résolution 63/232, l'Assemblée générale voit dans la création de fonds d'affectation spéciale thématiques et multidonateurs un moyen d'accroître le financement et d'assurer une meilleure cohérence des activités. Au paragraphe 13 de la résolution, l'Assemblée « souligne qu'il importe de mobiliser des contributions volontaires d'un montant plus prévisible en faveur des programmes opérationnels de base des organismes de développement des Nations Unies, considère que les fonds d'affectation spéciale thématiques, les fonds d'affectation spéciale multidonateurs et d'autres dispositifs de financement volontaire non préaffecté liés aux cadres de financement et aux stratégies propres à chaque organisme et mis en place par les organes directeurs respectifs constituent des modalités de financement qui complètent les budgets ordinaires, et souhaite que les moyens de financement reçus par les organismes de développement des Nations Unies par le truchement de ces dispositifs de financement soient pris en compte dans l'analyse statistique globale du financement des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies ».

### **A. Mécanismes de financement commun**

98. Il existe un certain nombre de types différents de fonds d'affectation spéciale multidonateurs, de fonds thématiques et d'autres mécanismes de financement commun (réservé) dans l'ensemble du système des Nations Unies, dans les institutions spécialisées, entre institutions, entre donateurs et aux niveaux mondial et national. La diversité de ces mécanismes de financement, souvent dotés de leurs propres règles de gestion, rend la coordination très complexe :

- *Fonds d'affectation spéciale multidonateurs.* C'est de plus en plus la modalité de mise en commun et de gestion des contributions des donateurs dans les situations faisant suite à une catastrophe ou à un conflit. Cette modalité permet l'harmonisation des dispositions de gestion, en particulier les efforts multidimensionnels des différentes parties du système des Nations Unies. Le PNUD est souvent appelé à servir d'agent d'administration de ces fonds, ce qui correspond bien à son rôle dans le système du coordonnateur résident. Dans le nouveau cadre de gestion et de responsabilité de ce système du coordonnateur résident, le Groupe consultatif du Groupe des Nations Unies pour le développement assure le contrôle de la gestion des fonds d'affectation spéciale multidonateurs.

- *Fonds thématiques et facilités de financement des institutions spécialisées.* Presque tous les organismes des Nations Unies ont créé, sous une forme ou sous une autre, une modalité de financement thématique. Les fonds thématiques permettent aux donateurs de fournir des ressources dans des domaines thématiques de leur choix, repérés dans les plans stratégiques de l'organisme concerné et en fonction des objectifs, des régions et des pays de programme choisis (voir plus bas la section sur le financement thématique). Le PNUD, dans son plan stratégique, à partir de 2000, a fait de l'action de prévention des crises et de relèvement, l'axe central de sa programmation; il consacre 5 % de ses ressources de base au MCARB 1.1.3 (pour l'appui aux pays se trouvant dans une situation particulière en matière de développement) et, en 2001, il a créé le Bureau de la prévention des crises et du relèvement. Par sa facilité permanente de financement du relèvement, la Banque mondiale, de même, finance des activités de relèvement après une catastrophe, notamment de l'assistance technique. Le fonds accéléré du programme d'ONUSIDA, créé par le mémorandum d'accord entre le PNUD et ONUSIDA, gère les dépenses de programme d'ONUSIDA au niveau du pays par le canal du coordonnateur résident des Nations Unies.
- *Le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires* a été créé en 2005; c'est la source principale pour le financement immédiat des opérations d'urgence humanitaires du système des Nations Unies. Administré par le coordonnateur des secours en cas de catastrophe, il comprend aussi bien un élément prêt qu'un élément don.
- *Fonds multidonateurs de pays.* Ces fonds complètent le Fonds central d'intervention pour les opérations d'urgence; ce sont des fonds multidonateurs communs basés dans un pays donné depuis plusieurs années. Ces fonds de financement commun permettent un financement rapide et prévisible de projets humanitaires précis figurant dans le plan de travail annuel pour l'appel groupé (assistance de plus de six mois) dans un pays donné. On peut citer en exemple les fonds communs humanitaires au Soudan, en République démocratique du Congo et en République centrafricaine.
- *Fonds d'intervention d'urgence.* En outre, des fonds d'intervention d'urgence multidonateurs peuvent également être créés pour fournir rapidement, de façon souple et directement, aux acteurs présents dans le pays (surtout les ONG nationales et internationales) des moyens de répondre à des besoins humanitaires imprévus ne figurant ni dans le processus de l'appel groupé ni dans les mécanismes semblables de coordination. Des dispositions applicables peuvent différer d'un pays à l'autre et le rôle et la structure de gestion du Bureau du Coordonnateur des affaires humanitaires par rapport au Bureau du coordonnateur résident ne sont pas toujours bien précisés.
- *Fonds pour la consolidation de la paix.* Dans les pays qui sortent d'un conflit, le Fonds de consolidation de la paix, organisé en 2005, constitue une importante source de financement. Il concourt aux activités de consolidation de la paix qui contribuent directement à la stabilisation, après un conflit, et renforce les capacités du gouvernement, des institutions nationales et locales et des autorités provisoires ou autres autorités compétentes, et en particulier dans les domaines pour lesquels il n'existe pas d'autres mécanismes de financement disponible.

## **B. La justification des fonds d'affectation spéciale multidonateurs**

99. Un fonds d'affectation spéciale multidonateurs est un instrument de financement grâce auquel plusieurs donateurs mettent en commun des ressources pour remplir des objectifs nationaux prioritaires ou faire face à des problèmes mondiaux (par exemple les objectifs du Millénaire pour le développement, la lutte contre le sida, la lutte contre le paludisme et la tuberculose, les urgences humanitaires et les activités de consolidation de la paix). L'utilisation de plus en plus fréquente de ces fonds tient à la nécessité de fournir des moyens de financement souples, coordonnés et prévisibles à l'appui de la réalisation des priorités nationales et mondiales. Au niveau du pays, dans un nombre grandissant de cas, les équipes des Nations Unies dans le pays ont participé à la mise en place de ces fonds, pour orienter et coordonner les ressources et les donateurs vers le relèvement et la reconstruction après une crise. L'initiative de réforme des Nations Unies connue sous le nom de « Unis dans l'action » encourage également le recours à ces fonds d'affectation spéciale multidonateurs. Ce financement n'a pas, dans le passé, été analysé dans le rapport.

100. Alors que les fonds d'affectation spéciale multidonateurs sont relativement modestes par rapport à l'assistance extérieure totale reçue, ils présentent plusieurs avantages décisifs :

- Ils offrent un moyen d'aider de façon prévisible, coordonnée et efficace, à mettre en œuvre des processus de développement contrôlés par le pays, là où l'avantage comparatif des Nations Unies et de la Banque Mondiale peuvent être valorisés;
- Ils servent de moyen d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources en réduisant le cloisonnement et les coûts de transaction, en particulier dans les environnements à haut risque; pour les autorités nationales ces fonds permettent souvent d'obtenir un financement non lié et d'orienter des ressources vers les priorités qu'elles ont elles-mêmes définies.
- Pour les donateurs, les pays bénéficiaires et les entités des Nations Unies, c'est un moyen de réduire les coûts liés à la mobilisation des ressources et à leur gestion, et c'est un moyen d'information et de coordination qui permet en outre d'aborder de façon coordonnée le traitement des questions qui se posent aux pays en développement, en particulier aux États fragiles.

101. Dans leur structure de gouvernance et leurs opérations, les fonds d'affectation spéciale multidonateurs obéissent aux principes définis dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et dans le Programme d'action d'Accra, notamment pour ce qui est de l'appropriation nationale et du respect des priorités nationales, de l'harmonisation et de la coordination, de l'efficacité et du caractère inclusif des partenariats, et il permet en outre de réaliser les résultats de développement et d'en rendre compte.

102. Le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) aide, sur le fond, les pays à élaborer un nouveau plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et à mener les projets pilotes « Unis dans l'action ». Un accord sur des principes fiduciaires a été conclu avec la Banque mondiale et 11 organismes des Nations Unies. Le GNUD établira une base de données

exhaustive sur les fonds d'affectation spéciale multidonateurs, et les divers organismes seront invités à fournir des informations sur les fonds qu'ils administrent, afin d'assurer à la fois l'exhaustivité des statistiques et l'absence de doubles emplois. Cette base de données sera utile pour vérifier à l'avenir les données présentées dans le rapport sur l'examen complet des activités opérationnelles et le rapport annuel du Secrétaire général sur l'analyse statistique détaillée du financement des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies. Le calendrier n'est pas encore établi.

### C. Fonds thématiques

103. Les fonds thématiques permettent aux donateurs d'apporter des ressources à des activités thématiques précisées dans les plans et objectifs stratégiques de chaque organisme, dans les pays de programme et les régions.

104. Les ressources apportées aux fonds thématiques ne sont généralement pas considérées comme des ressources de base, mais comme diversement préaffectées. Les contributions thématiques à l'UNICEF et les fonds thématiques du FNUAP sont présentés aux tableaux 28 et 29 plus bas et montrent comment ces contributions sont utilisées dans ces deux organisations. Les fonds thématiques de l'UNICEF sont groupés selon les grandes rubriques de son plan stratégique, et comprennent des activités humanitaires. L'information réunie sur le financement du PAM montre qu'au total 38 millions de dollars ont été apportés à 21 fonds thématiques de cet organisme en 2007.

Tableau 28

#### Contributions aux fonds thématiques de l'UNICEF – 2003-2007

(En millions de dollars des États-Unis courants)

	2003	2004	2005	2006	2007	Variation en pourcentage entre 2006 et 2007	Variation annuelle en pourcentage entre 2003 et 2007
Plaidoyer général et partenariats pour les droits de l'enfant	..	..	..	6,9	17,7	156,5	..
Éducation de base et égalité des sexes	20,0	61,0	88,7	97,9	120,7	23,3	56,7
Survie et développement du jeune enfant	1,0	13,0	5,4	14,7	13,1	-10,9	90,2
Protection des enfants	3,0	10,0	6,8	25,7	38,8	51,0	89,6
Le sida et les enfants	2,0	5,0	8,0	16,7	19,0	13,8	..
Développement intégré de la prime enfance	..	4,0	6,5	..	..	..	..
<b>Total partiel</b>	<b>26,0</b>	<b>93,0</b>	<b>115,4</b>	<b>161,9</b>	<b>209,3</b>	<b>29,3</b>	<b>68,4</b>
Assistance humanitaire	4,0	66,0	476,1	144,3	84,4	-41,5	114,3
<b>Total</b>	<b>30,0</b>	<b>159,0</b>	<b>591,5</b>	<b>306,2</b>	<b>293,7</b>	<b>-4,1</b>	<b>76,9</b>

Tableau 29  
**Contributions aux fonds thématiques du FNUAP : 2004-2007**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	2004	2005	2006	2007	Variation en pourcentage de 2006 à 2007	Variation annuelle en pourcentage entre 2004 et 2007
Fonds thématique « fistule »	4 760	4 834	5 243	8 713	66,2	22,3
Fonds thématique pour la sécurité des approvisionnements en articles de santé de la procréation	38 563	25 510	14 012	26 676	90,4	-11,6
Fonds thématique pour la santé maternelle	0	0	0	2 950	..	..
<b>Total</b>	<b>43 323</b>	<b>30 344</b>	<b>19 256</b>	<b>38 339</b>	<b>99,1</b>	<b>-4,0</b>

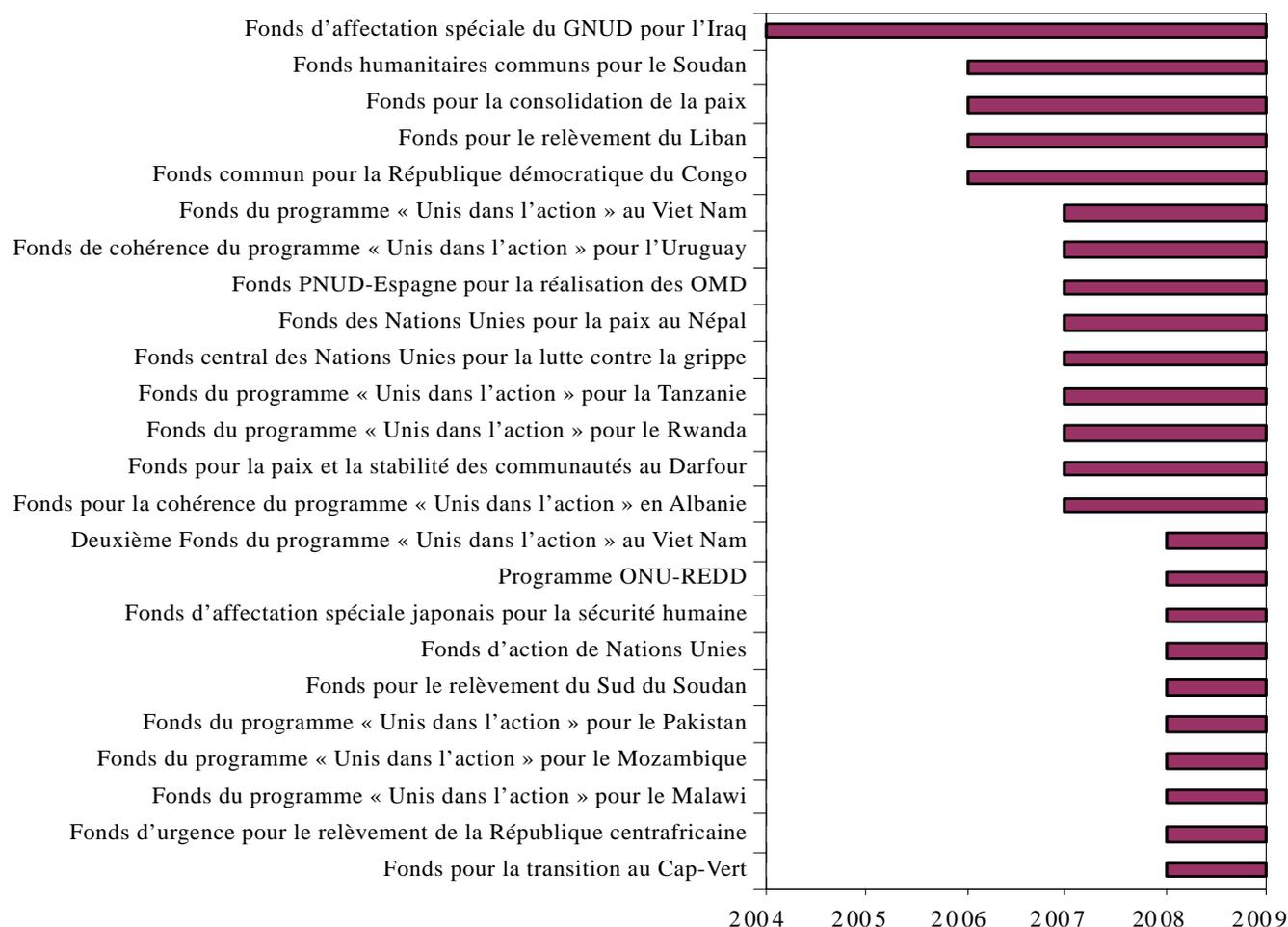
105. Le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs est un bon exemple de l'administration des fonds d'affectation spéciale multidonateurs par un seul bureau, au nom de l'ensemble des entités des Nations Unies menant sur le terrain des activités de développement, des activités humanitaires et de consolidation de la paix. Les fonds d'affectation spéciale multidonateurs gérés par ce bureau sont examinés à la section D ci-après.

#### **D. Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs**

106. Ce bureau est une nouvelle entité établie en 2006 pour gérer les fonds fournis par de multiples donateurs. Il est rattaché au Bureau de la gestion du PNUD mais agit en qualité d'agent d'administration pour l'ensemble du système des Nations Unies. Il fournit des services d'administration des fonds aux équipes de pays des Nations Unies, aux donateurs et aux gouvernements nationaux. Il utilise le modèle de gestion de la transmission des fonds pour orienter les fonds des donateurs vers des opérations interinstitutions des Nations Unies.

107. Un examen d'ensemble des fonds d'affectation spéciale multidonateurs gérés par le Bureau depuis sa création est donné à la figure XIII ci-après. On constate qu'il y a actuellement 24 fonds d'affectation spéciale, visant à satisfaire tout un ensemble de besoins dans différents pays. Le nombre de ces fonds augmente chaque année et ils sont tous opérationnels.

Figure XIII  
Fonds gérés par le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs, et année de création



### Contributions

108. Au 31 décembre 2008, le Bureau avait reçu 2 milliards 960 millions de dollars de contributions de 46 États Membres et de deux organisations intergouvernementales (voir le tableau C-1 de l'annexe V). La Commission européenne est le principal bailleur de fonds, mais elle est suivie de près par le Royaume-Uni, l'Espagne et le Japon (voir tableau 30).

Tableau 30  
**Principaux donateurs au Fonds d'affectation spéciale multidonateurs  
du PNUD : 2004-2008**

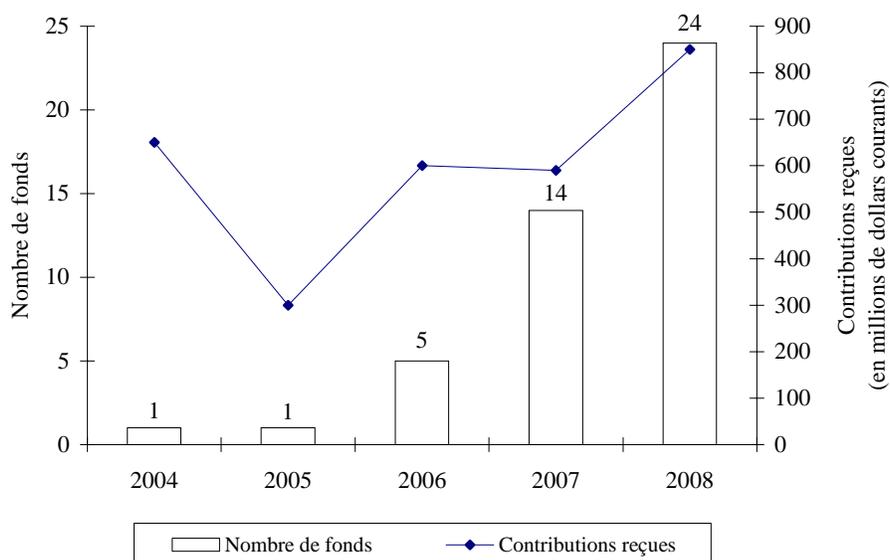
(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Rang</i>	<i>Pays</i>	<i>Contributions</i>
1	Commission européenne	568,4
2	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	539,6
3	Espagne	432,1
4	Japon	389,5
5	Pays-Bas	258,0
6	Suède	193,5
7	Norvège	154,1
8	Canada	111,0
9	Irlande	54,7
10	Italie	45,0

*Note* : les données relatives à 2008 sont préliminaires et sujettes à modification au moment de la clôture des comptes.

109. La figure XIV donne le nombre de fonds d'affectation spéciale gérés par le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD et le montant total des contributions reçues par lui en 2004-2008. Le Bureau n'a été créé qu'en 2006, mais l'information donnée à la figure XIV remonte à 2004 et à la création du Fonds d'affectation spéciale du GNUM pour l'Iraq étant donné que ce fonds a immédiatement été administré par le Bureau quand celui-ci a ouvert en 2006.

Figure XIV  
**Contributions au Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD et nombre de fonds d'affectation spéciale gérés par ce bureau : 2004-2008**



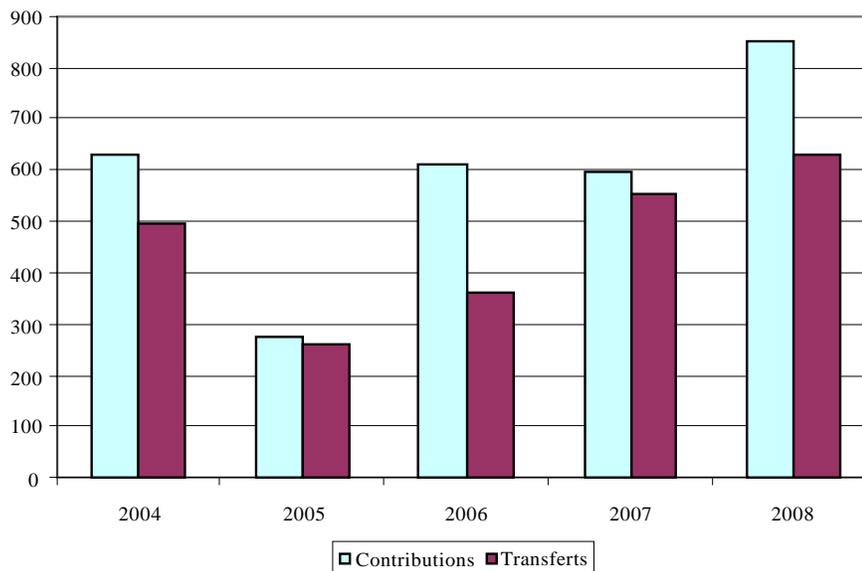
*Note* : Les données relatives à 2008 sont préliminaires et sujettes à modification au moment de la clôture des comptes.

#### **Transferts aux organisations participantes**

110. À la fin de 2008, sur un total de 2 milliards 960 millions de dollars, 2 milliards 280 millions de dollars de contributions avaient été transférés aux organisations participantes. Le tableau XV montre, chaque année, la relation entre les contributions et les transferts.

Figure XV  
**Contributions reçues et transferts versés aux organisations participantes par le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD : 2004-2008**

(En millions de dollars des États-Unis courants)

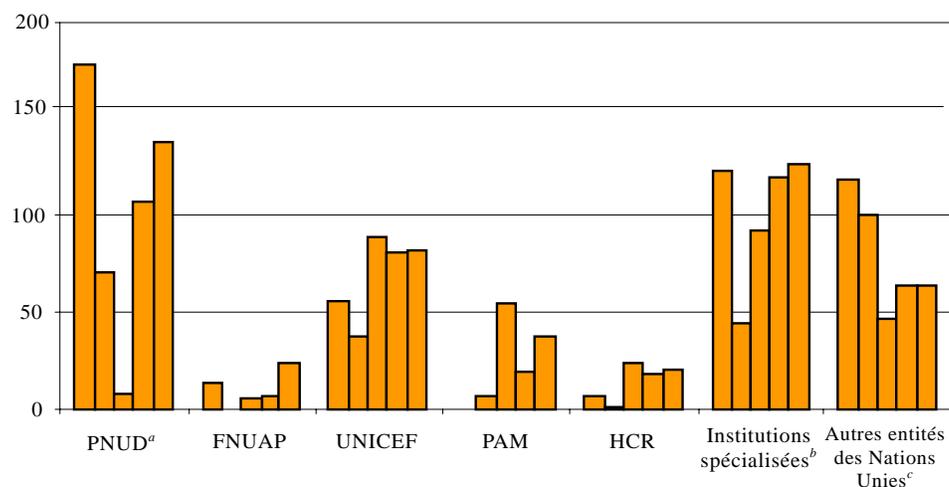


*Note* : les données relatives à 2008 sont préliminaires et sujettes à modification au moment de la clôture des comptes.

111. Le PNUD a reçu plus de fonds du Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs que toute autre organisation, mais l'UNICEF, les institutions spécialisées et plusieurs entités des Nations Unies reçoivent également des montants appréciables (voir fig. XVI et annexe V, tableau C-2).

Figure XVI  
**Fonds transférés aux organisations participantes par le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD : 2004-2008**

(En millions de dollars des États-Unis courants)



*Note* : les données relatives à 2008 sont préliminaires et sujettes à modification au moment de la clôture des comptes.

<sup>a</sup> Ces chiffres concernent le FENU, l'UNIFEM et le programme VNU.

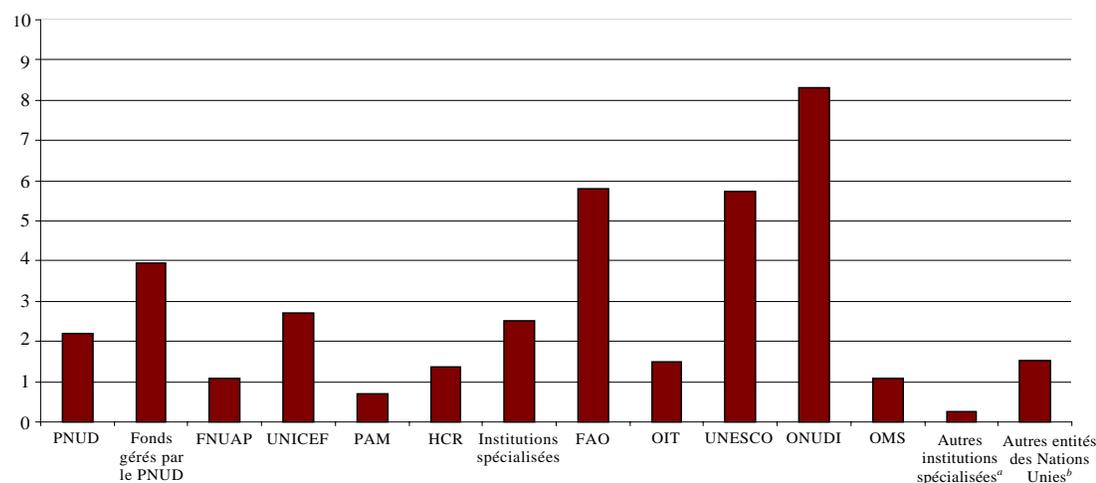
<sup>b</sup> Ces chiffres concernent le FIDA, la FAO, l'OIT, l'UNESCO, l'ONUDI, l'OMS, l'OACI, l'UIT, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme compris.

<sup>c</sup> Ces chiffres concernent le PNUE, le Centre du commerce international, ONU-Habitat, la CNUCED, l'UNODC, l'UNRWA, le Département des affaires économiques et sociales, la CEA, la CEPALC, la CESAP, la CESAO, le Bureau du Coordonnateur des affaires humanitaires et ONUSIDA.

112. Un tableau assez différent apparaît quand on compare ces transferts aux recettes générales, aux contributions volontaires et aux quotes-parts pour les différentes entités. La figure XVII montre cette relation pour 2007, certaines institutions spécialisées – ONUDI, FAO et UNESCO – ont reçu une proportion plus importante des fonds transférés par le Bureau des fonds d'affectation spéciale multidonateurs que ne l'a fait le PNUD.

Figure XVII  
**Parts des différentes organisations dans les contributions totales dans les transferts du Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs : 2007**

(En pourcentage)



<sup>a</sup> AIEA, OACI, UIT, OMI, UPU, OMPI, OMM et Organisation mondiale du tourisme.

<sup>b</sup> CCI, ONUSIDA, CNUCED, PNUE, ONU-Habitat, UNODC, UNRWA, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Département des affaires économiques et sociales, Bureau d'appui à la consolidation de la paix, CEA, CEE, CEPALC, CESAP et CESAO.

#### **Fonds d'affectation spéciale multidonateurs en cours d'examen ou d'achèvement**

113. Le Fonds du programme « Unis dans l'action » pour Kiribati, le Fonds du programme « Unis dans l'action » pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Programme pour la prévention des violations armées et le Programme de collaboration des Nations Unies pour l'adaptation communautaire aux changements climatiques, pour lesquels le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs a été désigné comme agent d'administration, sont en cours d'examen final. En outre, un fonds commun humanitaire pour la Somalie pourrait être créé. Le Fonds pour la consolidation de la paix est actif dans plusieurs pays et le programme commun sur une approche intégrée du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion est dans la filière.

### **IX. Progrès accomplis dans la création d'un système global et viable de publication de données et de rapports financiers sur les activités opérationnelles des Nations Unies**

114. Dans sa résolution 62/208, l'Assemblée générale a constaté qu'il importait de disposer de données statistiques et d'analyses cohérentes, fiables et exhaustives sur

les activités opérationnelles des Nations Unies pour faire comprendre les tendances qui contribuent à la prise de décisions rationnelles.

115. Au paragraphe 28 de la même résolution, l'Assemblée a prié le Secrétaire général, agissant avec les moyens dont dispose le Secrétariat et en recourant s'il y a lieu aux contributions volontaires :

a) De continuer, de façon cohérente, à élargir la portée et à améliorer la ponctualité, la qualité, la fiabilité et la comparabilité des données, définitions et nomenclatures financières servant à la rédaction des rapports financiers sur les activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies;

b) De créer un système global, viable et stable de publication de données et de rapports financiers sur les activités opérationnelles de développement de tous les organismes compétents du système des Nations Unies;

c) D'inviter les États Membres à contribuer à la réalisation des tâches mentionnées ci-dessus.

116. Dans sa résolution 2008/2, le Conseil économique et social a constaté les progrès accomplis pour élargir la portée et améliorer l'établissement des rapports, conformément à la demande de l'Assemblée. Il a également engagé le Secrétaire général à promouvoir ces efforts, et les organismes des Nations Unies à participer pleinement à cet exercice (par. 18 à 20).

117. La création d'un système global et viable de publication de données et de rapports financiers sur les activités opérationnelles du système des Nations Unies procède des dispositions de la résolution 62/208 sur l'examen triennal complet des activités opérationnelles de développement, notamment de la section II intitulée « Financement des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement », qui définit un cadre général des données à fournir. Les dispositions financières de la résolution déterminent certains des principaux aspects de la demande d'information financière qui serviront à concevoir et à développer le système complet de données et de rapports financiers.

118. Le Secrétaire général a fait de l'amélioration de la cohérence à l'échelle du système une de ses priorités<sup>8</sup>. Le renforcement et la normalisation du système d'établissement de données et de rapports financiers vont concrètement dans ce sens. Un meilleur système améliorerait considérablement la qualité des données et l'analyse contenue dans le présent rapport.

119. Le présent rapport donne une analyse statistique détaillée du financement des activités opérationnelles de développement, et notamment dans les domaines humanitaire, environnemental et de la consolidation de la paix. Le rapport constitue l'évaluation annuelle du financement du système des Nations Unies et facilite les examens réguliers complets des activités opérationnelles du système des Nations Unies que l'Assemblée générale mène périodiquement<sup>9</sup>.

---

<sup>8</sup> Voir A/61/836.

<sup>9</sup> Dans la résolution 63/232, l'Assemblée générale a décidé de remplacer l'examen triennal par un examen quadriennal complet des activités opérationnelles de façon à mieux orienter l'action des fonds et programmes et institutions spécialisées des Nations Unies. Elle a décidé que le prochain examen complet aurait lieu en 2012 et que les examens suivants auraient lieu tous les quatre ans.

120. La question du financement est traitée par le Conseil économique et social, par le Forum pour la coopération en matière de développement et par l'examen ministériel annuel. Le présent rapport, avec les statistiques financières qu'il contient, peut servir à ces organismes, ainsi qu'au processus du financement du développement. En outre, le rapport informe les États Membres et d'autres acteurs publics et privés. Il offre une base pour les débats et les négociations du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale.

#### **Progrès accomplis en 2008 et 2009**

121. En réponse aux demandes de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social tendant à améliorer l'établissement des rapports financiers sur les activités opérationnelles, le présent rapport a été étoffé à plusieurs égards.

122. Le Département des affaires économiques et sociales collecte désormais des données financières auprès de 28 entités, contre 20 en 2008. Jusqu'en 2007, des données financières étaient collectées directement auprès de sept entités seulement (le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF, le PAM, le HCR, le FIDA et le PNUE). Des statistiques étaient obtenues de façon indirecte pour les autres entités à partir du rapport du PNUD sur la coopération technique du système des Nations Unies.

123. Le présent rapport comprend une section nouvelle sur les fonds d'affectation spéciale multidonateurs et thématiques en réponse à ce qu'avait demandé l'Assemblée générale au paragraphe 13 de la résolution 63/232 où elle souhaitait que les moyens de financement reçus par les organismes de développement des Nations Unies par le truchement de ces dispositifs de financement soient pris en compte dans l'analyse statistique globale du financement des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies. La collaboration avec le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD a permis de se faire une image complète de l'apport de fonds passant par le système des Nations Unies selon cette modalité nouvelle et novatrice.

124. Le Département des affaires économiques et sociales a consulté plusieurs entités des Nations Unies pour reclasser leurs données financières de façon à ce qu'elles soient plus facilement comparables à celles d'autres entités. Il a notamment tenu des consultations avec l'UNRWA pour classer les fonds de projet préaffectés comme des emplois de « ressources autres que les ressources de base » et pour faire figurer les fonds recueillis par les appels d'urgence dans le présent rapport. Les données sur les dépenses communiquées par l'UNESCO comprennent désormais uniquement les versements, ce qui signifie que les engagements non réglés sont exclus. Cela évite de compter deux fois des engagements non réglés qui se traduisent durant l'exercice suivant par des versements. Les consultations avec la FAO ont permis d'établir une estimation plus précise de la proportion du budget ordinaire de la FAO utilisée pour des activités opérationnelles de développement. Il est important de noter que chaque fois qu'une amélioration est apportée à la cohérence et la comparabilité des données entre entités, comme dans ces exemples, ce sont les mêmes règles qui sont appliquées au cours des quatre années précédentes, de sorte que les données établies sur cinq ans pour dégager les tendances analysées dans le présent rapport soient significatives.

125. Une nouvelle section du présent rapport analyse, selon un classement plus fin, les dépenses des Nations Unies et leur évolution en Afrique subsaharienne et la concentration des financements dans les pays de la région. Une autre section

nouvelle montre que les entités des Nations Unies sont très dépendantes d'un ensemble limité de donateurs pour le financement de leurs activités opérationnelles.

### **Intégration du rapport du Programme des Nations Unies pour le développement sur la coopération technique**

126. Au paragraphe 4 de sa résolution 63/232, l'Assemblée générale a invité le Programme des Nations Unies pour le développement et le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat à prendre les dispositions pour inclure des informations figurant dans le rapport sur les dépenses des Nations Unies au titre de la coopération technique et dans son additif statistique, dans le rapport sur l'analyse statistique globale du financement des activités opérationnelles du développement du système des Nations Unies<sup>10</sup>. Pour répondre à cette demande, on a commencé, à travailler avec le Département des affaires économiques et sociales et le PNUD de façon qu'il collabore à la préparation de leurs rapports respectifs de 2009. Cela permet au Département des affaires économiques et sociales d'apprendre les méthodes suivies par le PNUD et de mieux mesurer la charge de travail que représente l'inclusion du rapport du PNUD sur la coopération technique dans le rapport statistique des activités opérationnelles. Le but est d'avoir un rapport unique en 2010, qui serait établi par le Département des affaires économiques et sociales et qui analyserait et présenterait, dès la session de fond du Conseil économique et social de juillet 2010, les données financières relatives à l'exercice 2008 et les données préliminaires relatives à 2009. Il y aurait ainsi une période de transition de 18 mois au moins durant laquelle le PNUD aiderait le Département des affaires économiques et sociales à assurer cette intégration dans les meilleures conditions.

127. L'intégration du rapport du PNUD sur la coopération technique et de l'analyse statistique du financement des activités opérationnelles devra bien tenir compte de la portée des activités de coopération et de développement traitées dans chacun de ces rapports. Une différence fondamentale entre les deux rapports est que le rapport statistique du Secrétariat couvre le financement des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies pour le développement, qui inclut les activités menées dans les domaines humanitaire, environnemental et de la consolidation de la paix ayant trait au développement, tandis que les rapports du PNUD ne portent que sur les activités de coopération technique des organismes des Nations Unies. Du fait de cet élargissement de la définition, le Département des affaires économiques et sociales recueille aussi des données financières auprès d'ONUSIDA, du HCR, du Bureau d'appui à la consolidation de la paix et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, alors que le PNUD ne publie pas de données sur ces entités. Le Département des affaires économiques et sociales fait également figurer dans ce rapport les données sur le financement du FIDA et de l'UNODC qui ne sont pas présentées dans le rapport du PNUD sur les dépenses de coopération technique des organismes des Nations Unies.

128. Les deux rapports présentent les tendances pluriannuelles. Du fait du calendrier d'établissement des rapports du Conseil économique et social, le rapport du Secrétariat doit être publié en mai de chaque année. À ce stade, les données financières vérifiées de l'exercice précédent ne sont pas encore disponibles. Ainsi, le Secrétariat publie des données financières âgées de deux ans. Le rapport du PNUD sur les dépenses ordinaires et extrabudgétaires de coopération technique,

---

<sup>10</sup> DP/2008/40 et Add.1.

avec son additif statistique, publié en juillet de chaque année, contient une information plus récente relative aux chiffres définitifs de l'année précédente. Pour résoudre ce problème de calendrier, des données agrégées préliminaires, pour l'année la plus récente, seront présentées par le Département des affaires économiques et sociales dans les rapports au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale.

## Annexe I

### Liste des pays les moins avancés, par région

#### Afrique

Angola  
Bénin  
Burkina Faso  
Burundi  
Comores  
Djibouti  
Érythrée  
Éthiopie  
Gambie  
Guinée  
Guinée-Bissau  
Guinée équatoriale  
Lesotho  
Libéria  
Madagascar  
Malawi  
Mali  
Mauritanie  
Mozambique  
Niger  
Ouganda  
République centrafricaine  
République démocratique  
du Congo  
République-Unie de Tanzanie  
Rwanda  
Sao Tomé-et-Principe  
Sénégal  
Sierra Leone  
Somalie  
Soudan  
Tchad  
Togo  
Zambie

#### Asie et Pacifique

Afghanistan  
Bangladesh  
Bhoutan  
Cambodge  
Îles Salomon  
Kiribati  
Maldives  
Myanmar  
Népal  
République démocratique populaire lao  
Samoa  
Timor-Leste  
Tuvalu  
Vanuatu

#### Amériques

Haïti

#### Asie occidentale

Yémen

## Annexe II

### Liste des pays ou territoires, par région

#### Afrique

Afrique du Sud  
Algérie  
Angola  
Bénin  
Botswana  
Burkina Faso  
Burundi  
Cameroun  
Cap-Vert  
Comores  
Congo  
Côte d'Ivoire  
Djibouti  
Égypte  
Guinée équatoriale  
Érythrée  
Éthiopie  
Gabon  
Gambie  
Ghana  
Guinée  
Guinée-Bissau  
Jamahiriya arabe  
libyenne  
Kenya  
Lesotho  
Libéria  
Madagascar  
Malawi  
Mali  
Maroc  
Maurice  
Mauritanie  
Mozambique  
Namibie  
Niger  
Nigéria  
Ouganda  
République  
centrafricaine  
République  
démocratique  
du Congo

République-Unie  
de Tanzanie  
Réunion  
Rwanda  
Sainte-Hélène  
Sao Tomé-et-Principe  
Sénégal  
Seychelles  
Sierra Leone  
Somalie  
Soudan  
Swaziland  
Tchad  
Togo  
Tunisie  
Zambie  
Zimbabwe

#### Asie et Pacifique

Afghanistan  
Australie  
Azerbaïdjan  
Bangladesh  
Bhoutan  
Brunéi Darussalam  
Cambodge  
Chine  
Fidji  
Guam  
Hong Kong (Chine)  
Îles Cook  
Îles Marshall  
Îles Salomon  
Inde  
Indonésie  
Iran (République  
islamique d')  
Japon  
Kazakhstan  
Kirghizistan  
Kiribati  
Macao (Chine)  
Malaisie  
Maldives

Micronésie (États  
fédérés de)  
Mongolie  
Myanmar  
Nauru  
Népal  
Nioué  
Nouvelle-Zélande  
Ouzbékistan  
Pakistan  
Palaos  
Papouasie-Nouvelle-  
Guinée  
Philippines  
Polynésie française  
République de Corée  
République  
démocratique  
populaire lao  
République populaire  
démocratique  
de Corée  
Samoa  
Singapour  
Sri Lanka  
Tadjikistan  
Thaïlande  
Timor-Leste  
Tokélaou  
Tonga  
Turkménistan  
Tuvalu  
Vanuatu  
Viet Nam

#### Amériques

Anguilla  
Antigua-et-Barbuda  
Antilles néerlandaises  
Argentine  
Aruba  
Bahamas  
Barbade  
Belize  
Bermudes

Bolivie  
Brésil  
Canada  
Chili  
Colombie  
Costa Rica  
Cuba  
Dominique  
El Salvador  
Équateur  
États-Unis  
d'Amérique  
Grenade  
Guadeloupe  
Guatemala  
Guyana  
Guyane française  
Haïti  
Honduras  
Îles Caïmanes  
Îles Turques  
et Caïques  
Îles Vierges  
britanniques  
Jamaïque  
Martinique  
Mexique  
Montserrat  
Nicaragua  
Panama  
Paraguay  
Pérou  
République  
dominicaine  
Saint-Vincent-et-les  
Grenadines  
Sainte-Lucie  
Saint-Kitts-et-Nevis  
Suriname  
Trinité-et-Tobago  
Uruguay  
Venezuela  
(République  
bolivarienne du)

### **Asie occidentale**

Arabie saoudite  
Arménie  
Bahreïn

Chypre  
Émirats arabes unis  
Géorgie  
Iraq  
Israël  
Jordanie  
Koweït  
Liban  
Oman  
Qatar  
République arabe  
syrienne  
Turquie  
Yémen

### **Europe**

Albanie  
Allemagne  
Andorre  
Autriche  
Biélarus  
Belgique  
Bosnie-Herzégovine  
Bulgarie  
Croatie  
Danemark  
Espagne  
Estonie  
Ex-République  
yougoslave de  
Macédoine  
Fédération de Russie  
Finlande  
France  
Grèce  
Hongrie  
Îles Féroé  
Irlande  
Islande  
Italie  
Lettonie  
Liechtenstein  
Lituanie  
Luxembourg  
Malte  
Monaco  
Norvège  
Pays-Bas  
Pologne

Portugal  
République de  
Moldova  
République tchèque  
Roumanie  
Royaume-Uni de  
Grande-Bretagne et  
d'Irlande du Nord  
Saint-Marin  
Saint-Siège  
Serbie-et-  
Monténégro  
Slovaquie  
Slovénie  
Suède  
Suisse  
Ukraine

## Annexe III

### Liste des pays ou territoires, par catégorie de revenu

#### Pays à faible revenu

(Revenu national brut par habitant ne dépassant pas 935 dollars)

Afghanistan  
Bangladesh  
Bénin  
Bhoutan  
Burkina Faso  
Burundi  
Cambodge  
Comores  
Côte d'Ivoire  
Érythrée  
Éthiopie  
Gambie  
Ghana  
Guinée  
Guinée-Bissau  
Haïti  
Îles Salomon  
Inde  
Kenya  
Kirghizistan  
Libéria  
Madagascar  
Malawi  
Mali  
Mauritanie  
Mongolie  
Mozambique  
Myanmar  
Népal  
Niger  
Nigéria  
Ouganda  
Ouzbékistan  
Pakistan  
Papouasie-Nouvelle-Guinée  
République centrafricaine  
République démocratique du Congo  
République démocratique populaire  
lao  
République-Unie de Tanzanie  
Rwanda  
Sao Tomé-et-Principe  
Sénégal

Sierra Leone  
Somalie  
Soudan  
Tadjikistan  
Tchad  
Timor-Leste  
Togo  
Viet Nam  
Yémen  
Zambie  
Zimbabwe

#### Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)

(Revenu national brut par habitant compris entre 936 et 3 705 dollars)

Albanie  
Algérie  
Arménie  
Azerbaïdjan  
Biélorus  
Bolivie  
Bosnie-Herzégovine  
Brésil  
Bulgarie  
Cameroun  
Cap-Vert  
Chine  
Colombie  
Congo  
Cuba  
Djibouti  
Égypte  
El Salvador  
Équateur  
Ex-République yougoslave  
de Macédoine  
Fidji  
Géorgie  
Guatemala  
Guyana  
Honduras  
Îles Marshall  
Indonésie

Iran (République islamique d')  
Iraq  
Jamaïque  
Jordanie  
Kazakhstan  
Kiribati  
Lesotho  
Maldives  
Maroc  
Micronésie (États fédérés de)  
Moldova  
Namibie  
Nicaragua  
Paraguay  
Pérou  
Philippines  
République arabe syrienne  
République dominicaine  
Samoa  
Serbie-et-Monténégro  
Sri Lanka  
Suriname  
Swaziland  
Thaïlande  
Tonga  
Tunisie  
Turkménistan  
Ukraine  
Vanuatu

**Pays à revenu  
intermédiaire  
(tranche supérieure)**

(Revenu national brut par habitant compris  
entre 3 706 et 11 455 dollars)

Afrique du Sud  
Argentine  
Barbade  
Belize  
Botswana  
Chili  
Costa Rica  
Croatie  
Dominique  
Estonie  
Fédération de Russie  
Gabon  
Grenade  
Guinée équatoriale

Hongrie  
Jamahiriya arabe libyenne  
Lettonie  
Liban  
Lituanie  
Malaisie  
Maurice  
Mexique  
Oman  
Palaos  
Panama  
Pologne  
République tchèque  
Roumanie  
Sainte-Lucie  
Saint-Kitts-et-Nevis  
Saint-Vincent-et-les Grenadines  
Seychelles  
Slovaquie  
Trinité-et-Tobago  
Turquie  
Uruguay  
Venezuela (République  
bolivarienne du)

**Pays à revenu élevé**

(Revenu national brut par habitant supérieur  
à 11 456 dollars)

Allemagne  
Andorre  
Antigua-et-Barbuda  
Arabie saoudite  
Australie  
Autriche  
Bahamas  
Bahreïn  
Belgique  
Brunéi Darussalam  
Canada  
Chypre  
Danemark  
Émirats arabes unis  
Espagne  
États-Unis d'Amérique  
Finlande  
France  
Grèce  
Hong Kong (Chine)  
Irlande

Islande  
Israël  
Italie  
Japon  
Koweït  
Liechtenstein  
Luxembourg  
Macao (Chine)  
Malte  
Monaco  
Norvège  
Nouvelle-Zélande  
Pays-Bas  
Portugal  
Qatar  
République de Corée  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord  
Singapour  
Slovénie  
Suède  
Suisse

## Annexe IV

### Note technique sur les sources et la couverture statistique

Aux fins du présent rapport, l'expression « le système des Nations Unies » désigne les 37 entités<sup>a</sup> ayant indiqué qu'elles finançaient des activités opérationnelles de développement, y compris des activités humanitaires et relatives à l'environnement (les institutions de Bretton Woods en sont donc exclues).

Les données sur les contributions et les dépenses proviennent directement des fonds et programmes de l'ONU (CCI, CNUCED, FNUAP, HCR, UNODC, ONU-Habitat, PAM, PNUD, PNUE, UNICEF, UNRWA), du Fonds international de développement agricole, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, d'ONUSIDA, du Bureau d'appui à la consolidation de la paix et des institutions spécialisées (AIEA, FAO, OIT, OMI, OMM, OMPI, OMS, Organisation mondiale du tourisme, ONUDI, UIT, UNESCO, UPU). Les données sur les contributions et les dépenses d'autres organismes du système des Nations Unies, notamment des commissions régionales, sont extraites de l'information sur les activités de coopération technique recueillie par le PNUD auprès de ces organismes et présentée dans les rapports annuels de l'Administrateur du PNUD. Les données sur l'aide publique au développement sont quant à elles tirées des rapports annuels du Comité d'aide au développement. Les données relatives aux fonds d'affectation spéciale multidonateurs (section VIII et annexe V, tableaux C-1 et C-2) proviennent directement du Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD.

Les données sur les contributions rendent compte des contributions effectivement versées au cours d'une année civile par des gouvernements et d'autres sources publiques ou privées à des organismes des Nations Unies pour les besoins d'activités opérationnelles. Les données relatives aux transferts de ressources entre deux organismes du système ont été exclues dans la mesure du possible. Les données sur les dépenses représentent l'appui apporté par les organismes des Nations Unies aux activités opérationnelles dans les pays en développement. Les contributions et les dépenses sont exprimées en dollars courants des États-Unis, sauf indication contraire.

De nombreuses entités n'utilisent pas les termes « ressources de base » et « autres ressources » pour distinguer leurs différentes ressources. Ainsi, le PAM utilise les expressions « contribution multilatérale » et « contribution multilatérale à emploi déterminé » pour désigner les « ressources de base » et les « autres ressources », respectivement. Le HCR utilise les termes « contributions sans restriction », « fonds préaffectés par secteur », « fonds préaffectés par thème » et « fonds préaffectés par région ». Les institutions spécialisées ont des quotes-parts ou un budget ordinaire qui est complété par des « ressources extrabudgétaires ». Aux fins du présent rapport, tous les termes ci-dessus ont été rassemblés sous les termes génériques « ressources de base » et « autres ressources », le premier désignant les fonds non réservés qui sont utilisés à la seule discrétion de l'entité concernée du

---

<sup>a</sup> AIEA, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Bureau d'appui à la consolidation de la paix, CCI, CEA, CEE, CEPALC, CESA, CESAP, CNUCED, Département des affaires économiques et sociales, FAO, FENU, FIDA, FNUAP, HCR, OACI, OIT, OMI, OMM, OMPI, OMS, Organisation mondiale du tourisme, UNODC, ONUDI, ONU-Habitat, ONUSIDA, PAM, PNUD, PNUE, UIT, UNESCO, UNICEF, UNIFEM, UNRWA, UPU et VNU.

système des Nations Unies et de son conseil d'administration, et le second les fonds réservés que les donateurs destinent à des lieux, des thèmes, des activités et des opérations spécifiques.

Les appellations employées dans le présent rapport et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le terme « pays » utilisé dans le présent rapport s'applique aussi, le cas échéant, à des territoires ou à des zones. Le trait d'union entre deux dates indique la période complète entre celles-ci, les années du début et de la fin de la période étant incluses.

## Annexe V

### **Tableaux des contributions, des dépenses et tableaux relatifs au Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD**

#### **A. Contributions versées aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies**

- A-1. Vue d'ensemble des contributions versées de 2003 à 2007 par les gouvernements et d'autres sources aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies
- A-2. Contributions versées par les gouvernements et d'autres sources aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies : ressources de base et autres ressources pour la période 2003-2007
- A-3. Ventilation par pays des contributions versées en 2007 aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies
- A-4. Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2007 aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies
- A-5. Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2007 aux fins des activités opérationnelles des institutions spécialisées
- A-6. Ventilation par donateur des contributions extrabudgétaires versées en 2007 aux fins des activités opérationnelles des institutions spécialisées
- A-7. Ventilation par principal donateur des contributions extrabudgétaires versées de 2003 à 2007 aux fins des activités opérationnelles des institutions spécialisées
- A-8. Ventilation par institution des contributions versées de 2003 à 2007 aux fins des activités opérationnelles des institutions spécialisées

#### **B. Dépenses engagées par le système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles**

- B-1. Vue d'ensemble des dépenses engagées de 2003 à 2007 par le système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles
- B-2. Ventilation par pays ou région de programme des dépenses engagées en 2007 par le système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles
- B-3. Ventilation par région de programme des dépenses engagées en 2007 par le système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles
- B-4. Ventilation par source de financement des dépenses engagées de 2003 à 2007 au titre des activités opérationnelles dans les pays les moins avancés
- B-5. Ventilation par pays des dépenses engagées en 2007 en Afrique subsaharienne
- B-6. Ventilation par secteur des dépenses engagées en 2007 par le système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

**C. Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD**

- C-1. Contributions versées par les donateurs au Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD, de 2004 à 2008
- C-2. Fonds transférés aux organisations participantes par le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD, de 2004 à 2008

## A. Contributions versées aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies

Tableau A-1

### Vue d'ensemble des contributions versées de 2003 à 2007 par les gouvernements et d'autres sources aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Organismes bénéficiaires</i>	2003	2004	2005	2006	2007
Fonds central du PNUD	2 785	3 715	4 217	4 414	4 678
Fonds administrés par le PNUD <sup>a</sup>	77	82	78	99	153
<b>Total PNUD</b>	<b>2 863</b>	<b>3 796</b>	<b>4 295</b>	<b>4 513</b>	<b>4 831</b>
FNUAP <sup>b</sup>	374	425	505	518	660
UNICEF <sup>c</sup>	1 688	1 969	2 742	2 753	2 979
PAM <sup>d</sup>	2 820	3 116	2 940	2 697	2 709
HCR	957	990	1 134	1 109	1 266
FIDA	169	329	158	261	488
CCI	37	42	46	45	41
ONUSIDA	131	188	188	258	283
CNUCED	28	28	36	30	40
PNUE	89	154	129	115	165
ONU-Habitat	111	73	109	102	137
UNODC/PNUCID	75	86	103	124	225
UNRWA	446	470	562	590	647
FAO	556	452	460	617	768
OIT	317	343	375	398	441
UNESCO	375	345	417	411	435
ONUDI	182	217	235	184	238
OMS	1 137	1 264	1 999	1 898	2 083
Autres institutions spécialisées et AIEA <sup>e</sup>	235	245	254	293	318
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	95	112	140	160	173
Bureau d'appui à la consolidation de la paix	0	0	0	4	2
Département des affaires économiques et sociales <sup>f</sup>	47	37	93	53	90
Commissions régionales <sup>f</sup>	35	38	65	48	57
<b>Total des contributions</b>	<b>12 765</b>	<b>14 719</b>	<b>16 988</b>	<b>17 179</b>	<b>19 078</b>
<b>Total des contributions (en millions de dollars constants de 2006)<sup>g</sup></b>	<b>14 584</b>	<b>15 427</b>	<b>17 371</b>	<b>17 179</b>	<b>17 596</b>

Source : Les données du présent tableau et de tous les suivants ont été fournies par les institutions des Nations Unies ou sont extraites du rapport du PNUD sur les dépenses engagées par le système des Nations Unies au titre de la coopération technique ou des états financiers du secrétariat.

*Notes du tableau A-1*

- <sup>a</sup> Contributions aux ressources de base et autres ressources du FENU, d'UNIFEM et des Volontaires des Nations Unies.
- <sup>b</sup> Comprend les contributions aux fonds d'affectation spéciale et aux programmes spéciaux en matière de population du FNUAP.
- <sup>c</sup> Comprend les bénéfices nets provenant de la vente des cartes de vœux, qui servent à financer les activités opérationnelles.
- <sup>d</sup> Comprend les contributions à la Réserve alimentaire internationale d'urgence et des contributions extrabudgétaires.
- <sup>e</sup> Comprend les contributions versées à l'AIEA, l'OACI, l'OMI, l'UIT, l'UPU, l'OMPI, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.
- <sup>f</sup> Comprend la part des contributions statutaires des États Membres qui, dans le budget ordinaire, financent les dépenses de coopération technique.
- <sup>g</sup> Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

Tableau A-2  
**Contributions versées par les gouvernements et d'autres sources aux fins des activités opérationnelles  
 du système des Nations Unies : ressources de base et autres ressources pour la période 2003-2007**

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Organisme bénéficiaire</i>	2003		2004		2005		2006		2007	
	<i>Ressources de base</i>	<i>Autres ressources</i>	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Fonds central du PNUD	770	2 016	842	2 873	918	3 299	916	3 498	1 116	3 562
Fonds administrés par le PNUD <sup>d</sup>	53	24	46	35	36	42	44	55	66	87
<b>Total, PNUD</b>	<b>823</b>	<b>2 040</b>	<b>888</b>	<b>2 908</b>	<b>955</b>	<b>3 341</b>	<b>961</b>	<b>3 553</b>	<b>1 182</b>	<b>3 649</b>
FNUAP <sup>b</sup>	289	86	325	100	364	141	362	156	420	241
UNICEF <sup>c</sup>	721	967	779	1 190	796	1 946	1 043	1 710	1 090	1 889
PAM <sup>d</sup>	338	2 481	405	2 711	294	2 646	242	2 455	257	2 452
HCR	202	755	222	768	258	876	246	862	262	1 003
FIDA	149	20	277	51	127	30	223	37	291	197
CCI	11	25	13	29	13	33	14	31	23	18
ONUSIDA	95	36	135	53	135	53	220	38	236	47
CNUCED	2	26	1	27	1	35	1	29	1	39
PNUE	53	37	60	94	60	73	58	58	70	95
ONU-Habitat	3	108	4	69	10	99	10	92	18	119
UNODC/PNUCID	31	44	32	55	32	72	30	94	35	190
UNRWA	323	123	339	132	396	167	368	222	431	216
FAO	98	458	112	340	112	348	114	503	114	654
OIT	165	151	198	145	198	177	222	176	222	219
UNESCO	68	307	76	269	76	341	76	335	80	355
ONUDI	72	110	76	141	79	156	94	90	95	143
OMS	428	709	440	824	440	1 559	451	1 447	458	1 625
Autres institutions spécialisées <sup>e</sup>	111	124	118	127	116	138	120	172	126	192
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	30	65	32	80	59	81	65	95	68	106
Bureau d'appui à la consolidation de la paix	0	0	0	0	0	0	4	0	2	0
Département des affaires économiques et sociales <sup>f</sup>	9	38	5	32	7	86	5	48	8	82
Commissions régionales <sup>f</sup>	9	25	9	29	10	55	8	40	12	44
<b>Total</b>	<b>4 030</b>	<b>8 735</b>	<b>4 547</b>	<b>10 172</b>	<b>4 538</b>	<b>12 449</b>	<b>4 938</b>	<b>12 241</b>	<b>5 501</b>	<b>13 576</b>
<b>Total des contributions (en millions de dollars constants de 2006)</b>	<b>4 604</b>	<b>9 980</b>	<b>4 766</b>	<b>10 661</b>	<b>4 640</b>	<b>12 729</b>	<b>4 938</b>	<b>12 241</b>	<b>5 074</b>	<b>12 522</b>

(Voir notes page suivante)

*(Notes du tableau A-2)*

- <sup>a</sup> Contributions aux ressources de base et autres ressources du FENU, d'UNIFEM et des Volontaires des Nations Unies.
- <sup>b</sup> Comprend les contributions aux fonds d'affectation spéciale et aux programmes spéciaux en matière de population du FNUAP.
- <sup>c</sup> Comprend les bénéfices nets provenant de la vente des cartes de vœux, qui servent à financer les activités opérationnelles.
- <sup>d</sup> Comprend les contributions à la Réserve alimentaire internationale d'urgence et des contributions extrabudgétaires.
- <sup>e</sup> Comprend les contributions versées à l'OACI, l'OMI, l'UIT, l'UPU, l'OMPI, l'OMM, l'OACI et l'Organisation mondiale du tourisme.
- <sup>f</sup> Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

Tableau A-3

**Ventilation par pays des contributions versées en 2007 aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies<sup>a</sup>**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

<i>Source</i>	<i>Fonds central du PNUD</i>	<i>Fonds administrés par le PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies<sup>b</sup></i>	<i>FIDA</i>	<i>Autres institutions spécialisées<sup>c</sup></i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<b>Total</b>
<b>États Membres</b>											
Afghanistan	25 644	0	1	600	0	0	2 289	0	9 139	0	<b>37 673</b>
Afrique du Sud	1 555	0	23	442	384	268	336	0	7 826	60	<b>10 894</b>
Albanie	367	0	0	15	0	0	527	0	303	1	<b>1 213</b>
Algérie	1 245	0	10	55	0	60	177	1 194	1 419	16	<b>4 175</b>
Allemagne	87 929	5 881	27 639	12 909	65 680	33 286	29 206	26 360	127 885	9 212	<b>425 986</b>
Andorre	195	36	28	347	130	0	72	0	207	1	<b>1 015</b>
Angola	365	0	5	10	0	317	5	0	140	0	<b>842</b>
Antigua-et-Barbuda	23	2	3	0	0	0	0	0	75	490	<b>593</b>
Arabie saoudite	9 027	0	500	3 628	6 656	414	3 625	0	75 028	147	<b>99 026</b>
Argentine	224 158	143	5	4 014	0	20	67	1 500	50 009	215	<b>280 130</b>
Arménie	401	0	1	65	0	0	1	4	155	51	<b>679</b>
Australie	30 168	1 236	5 673	43 293	61 769	16 689	24 326	0	49 193	388	<b>232 736</b>
Autriche	15 014	1 147	1 864	5 555	3 776	2 550	7 102	11 393	14 787	2 053	<b>65 242</b>
Azerbaïdjan	9 089	0	3	132	2 397	0	0	0	185	1	<b>11 807</b>
Bahamas	0	0	0	0	0	0	0	0	450	3	<b>452</b>
Bahreïn	1 976	0	68	0	0	0	1 506	0	1 698	6	<b>5 254</b>
Bangladesh	1 524	2	31	51	10 655	0	6	0	171	3	<b>12 443</b>
Barbade	74	1	5	4	0	0	3	0	147	2	<b>236</b>
Bélarus	134	0	0	0	0	0	2	0	261	6	<b>404</b>
Belgique	34 520	1 957	6 076	16 226	17 644	11 952	17 999	10 153	44 351	376	<b>161 254</b>
Belize	3	0	5	62	0	0	1	0	65	0	<b>137</b>
Bénin	55	0	4	0	0	5	25	0	140	0	<b>229</b>
Bhoutan	10	0	6	15	5	0	3	0	65	1	<b>104</b>
Bolivie (État plurinational de)	18 806	0	0	811	232	0	460	0	1 937	2	<b>22 248</b>
Bosnie-Herzégovine	2 285	0	2	0	0	0	0	0	207	19	<b>2 513</b>
Botswana	5 735	0	104	0	0	0	0	0	354	2	<b>6 196</b>
Brésil	243 148	104	327	10 339	1 096	30	24 385	7 916	149 356	1 026	<b>437 726</b>
Brunéi Darussalam	60	30	0	40	0	0	30	0	246	23	<b>429</b>

<i>Source</i>	<i>Fonds central du PNUD</i>	<i>Fonds administrés par le PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies<sup>b</sup></i>	<i>FIDA</i>	<i>Autres institutions spécialisées<sup>c</sup></i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<b>Total</b>
Bulgarie	6 445	0	2	7	10	5	17	0	391	32	<b>6 909</b>
Burkina Faso	4 441	0	2	2	0	0	1	0	93	0	<b>4 540</b>
Burundi	685	0	0	0	0	1	6	0	54	0	<b>746</b>
Cambodge	447	0	4	0	503	0	2	210	583	0	<b>1 750</b>
Cameroun	1 282	0	20	92	164	0	0	0	1 098	2	<b>2 658</b>
Canada	153 054	5 036	24 267	112 606	161 387	35 663	65 836	23 439	120 900	3 940	<b>706 127</b>
Cap-Vert	1 092	0	1	0	248	0	12	0	31	0	<b>1 385</b>
Chili	8 163	2	5	604	50	80	59	0	3 349	285	<b>12 597</b>
Chine	24 857	60	900	3 564	2 566	250	835	6 000	31 834	1 188	<b>72 055</b>
Hong Kong, Chine	0	0	0	0	0	0	0	0	99	0	<b>99</b>
Macau, Chine	0	0	0	0	0	0	0	0	967	0	<b>967</b>
Chypre	37	2	2	1 138	656	129	437	0	722	12	<b>3 135</b>
Colombie	160 889	0	1 160	3 195	17	525	12 286	0	10 721	901	<b>189 695</b>
Comores	2	0	- 1	0	0	0	0	0	129	0	<b>131</b>
Congo	750	0	48	0	0	0	5	0	247	0	<b>1 051</b>
Costa Rica	223	0	10	16	0	16	0	0	4 575	6	<b>4 847</b>
Côte d'Ivoire	2 809	0	- 16	71	0	0	310	0	370	2	<b>3 546</b>
Croatie	530	20	20	1 319	10	30	39	0	640	29	<b>2 637</b>
Cuba	147	0	5	20	975	0	30	0	796	9	<b>1 983</b>
Danemark	98 708	3 122	36 773	49 497	44 339	57 946	33 911	3 678	25 939	2 336	<b>356 249</b>
Djibouti	1	0	- 1	414	0	0	0	0	39	157	<b>610</b>
Dominique	5	0	0	0	0	0	0	0	19	0	<b>24</b>
Égypte	42 290	0	129	436	461	0	2 548	3 000	1 916	25	<b>50 805</b>
El Salvador	4 520	0	1	0	160	0	3	0	312	5	<b>5 001</b>
Émirats arabes unis	5 396	0	0	5 860	2 100	10 053	15 752	0	3 518	48	<b>42 728</b>
Équateur	8 386	0	2	1 139	248	0	13	0	- 492	6	<b>9 302</b>
Érythrée	181	0	2	0	0	0	0	0	52	0	<b>235</b>
Espagne	171 202	21 857	25 275	80 002	29 641	33 550	55 957	37 918	111 395	5 762	<b>572 558</b>
Estonie	29	28	25	41	42	159	8	0	1 506	42	<b>1 880</b>
États-Unis d'Amérique	217 759	7 778	0	277 063	1183 235	367 116	175 951	14 850	526 995	4 843	<b>2 775 589</b>
Éthiopie	529	0	3	50	0	0	5	30	2 742	1	<b>3 360</b>
Ex-République yougoslave de Macédoine	1 743	0	0	0	0	0	25	0	266	1	<b>2 035</b>

<i>Source</i>	<i>Fonds central du PNUD</i>	<i>Fonds administrés par le PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies<sup>b</sup></i>	<i>FIDA</i>	<i>Autres institutions spécialisées<sup>c</sup></i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<b>Total</b>
Fédération de Russie	3 012	0	300	1 367	15 000	2 000	1 536	0	17 320	284	<b>40 818</b>
Fidji	121	0	1	0	0	0	83	0	216	6	<b>427</b>
Finlande	32 482	2 804	23 532	25 417	25 403	24 361	30 102	3 311	19 964	1 786	<b>189 163</b>
France	47 827	1 636	4 112	21 473	32 065	21 140	26 243	11 640	104 397	5 851	<b>276 384</b>
Gabon	2 063	0	19	480	0	0	0	399	178	2	<b>3 140</b>
Gambie	143	0	11	0	0	0	0	0	35	0	<b>189</b>
Géorgie	1 848	0	223	2	0	0	529	0	158	11	<b>2 770</b>
Ghana	153	0	13	0	0	0	0	100	400	1	<b>667</b>
Gibraltar	0	0	0	21	0	0	0	0	0	0	<b>21</b>
Grèce	1 359	15	10	475	5 081	1 750	2 804	696	8 108	361	<b>20 659</b>
Grenade	87	0	0	2	0	0	1	0	16	0	<b>106</b>
Guatemala	92 352	0	426	0	258	0	10	0	36 094	6	<b>129 146</b>
Guinée	67	0	4	0	0	0	26	0	54	1	<b>151</b>
Guinée-Bissau	26	0	0	0	0	0	0	0	29	0	<b>55</b>
Guinée équatoriale	1 964	0	706	0	0	0	0	0	41	0	<b>2 712</b>
Guyana	38	1	1	11	0	0	0	0	51	0	<b>102</b>
Haïti	2 307	0	10	0	0	0	1 885	0	153	1	<b>4 356</b>
Honduras	44 738	0	3	63	6	0	6	0	4 541	1	<b>49 357</b>
Hongrie	10	0	8	127	65	815	307	0	1 743	70	<b>3 145</b>
Îles Marshall	3	0	0	0	0	0	0	0	185	0	<b>188</b>
Îles Salomon	2	0	0	0	0	0	50	0	15	0	<b>67</b>
Inde	6 705	36	222	5 293	8 856	10	592	7 000	7 999	529	<b>37 242</b>
Indonésie	2 816	0	36	1 458	3 100	0	725	0	1 926	188	<b>10 249</b>
Iran (République islamique d')	167	0	60	474	0	0	17	0	3 172	50	<b>3 939</b>
Iraq	2 972	0	0	0	0	0	0	670	3 880	3	<b>7 526</b>
Irlande	65 872	5 253	6 000	34 526	34 122	27 564	21 381	3 788	25 862	139	<b>224 507</b>
Islande	1 321	847	200	1 445	1 887	379	421	100	624	11	<b>7 234</b>
Israël	73	20	10	60	31	0	37	0	5 320	107	<b>5 657</b>
Italie	76 834	6 907	4 108	35 210	31 459	19 075	42 711	43 141	241 142	43 649	<b>544 236</b>
Jamahiriya arabe libyenne	11 468	0	0	0	0	0	4 644	0	10 284	27	<b>26 424</b>
Jamaïque	106	0	1	0	0	3	2 982	0	230	2	<b>3 323</b>
Japon	157 868	2 662	36 666	107 170	118 710	89 704	25 765	15 833	279 261	10 950	<b>844 590</b>
Jordanie	2 157	0	50	0	93	0	806	0	507	2	<b>3 616</b>

<i>Source</i>	<i>Fonds central du PNUD</i>	<i>Fonds administrés par le PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies<sup>b</sup></i>	<i>FIDA</i>	<i>Autres institutions spécialisées<sup>c</sup></i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<b>Total</b>
Kazakhstan	113	0	45	70	0	0	25	0	349	55	<b>658</b>
Kenya	399	0	10	376	2 454	0	31	681	510	2	<b>4 463</b>
Kirghizistan	37	0	0	0	0	0	1	0	167	0	<b>206</b>
Kiribati	0	0	0	0	0	0	200	0	19	0	<b>220</b>
Koweït	7 303	10	10	1 000	0	700	1 858	8 000	4 010	33	<b>22 925</b>
Lesotho	254	0	3	0	950	0	22	0	55	0	<b>1 285</b>
Lettonie	30	0	1	21	0	31	10	0	400	8	<b>502</b>
Liban	10 675	0	447	196	0	0	562	0	600	5	<b>12 486</b>
Libéria	12 749	0	8	0	0	0	0	0	364	0	<b>13 122</b>
Liechtenstein	186	22	8	150	43	349	355	0	70	323	<b>1 506</b>
Lituanie	239	0	0	98	306	0	14	0	494	28	<b>1 181</b>
Luxembourg	18 971	1 584	17 361	11 860	11 951	11 580	15 544	1 953	15 842	593	<b>107 239</b>
Madagascar	37	0	8	591	1 497	0	39	0	1 984	1	<b>4 157</b>
Malaisie	1 616	5	215	235	0	0	67	0	2 511	87	<b>4 736</b>
Malawi	1 843	0	3	0	1 846	0	0	0	29	0	<b>3 721</b>
Maldives	425	0	5	0	0	0	9	0	54	0	<b>493</b>
Mali	6 226	0	1	0	0	0	0	127	84	0	<b>6 438</b>
Malte	0	0	1	0	0	0	10	0	451	4	<b>466</b>
Maroc	6 882	4	369	516	0	75	391	0	1 064	10	<b>9 310</b>
Maurice	36	0	3	0	0	0	23	0	224	2	<b>288</b>
Mauritanie	851	0	2	0	800	8	520	0	30	0	<b>2 211</b>
Mexique	7 073	60	558	5 786	0	103	912	1 000	28 528	631	<b>44 652</b>
Micronésie (États fédérés de)	2	0	1	0	0	0	0	0	24	0	<b>28</b>
Monaco	511	0	34	156	0	116	858	0	291	1	<b>1 967</b>
Mongolie	97	0	4	22	0	0	34	0	138	5	<b>300</b>
Monténégro	112	0	0	0	0	0	2	0	43	0	<b>157</b>
Mozambique	236	1	2	2	148	0	0	80	237	0	<b>705</b>
Myanmar	165	0	0	1	0	0	1	0	120	7	<b>294</b>
Namibie	952	0	1	2	0	0	176	0	268	1	<b>1 400</b>
Nauru	0	0	-1	0	0	0	2	0	11	0	<b>12</b>
Népal	447	2	7	0	4	0	0	0	446	3	<b>909</b>
Nicaragua	5 436	0	3	2	24	0	165	2	302	0	<b>5 934</b>
Niger	535	0	11	60	0	0	0	0	67	0	<b>673</b>

<i>Source</i>	<i>Fonds central du PNUD</i>	<i>Fonds administrés par le PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies<sup>b</sup></i>	<i>FIDA</i>	<i>Autres institutions spécialisées<sup>c</sup></i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<b>Total</b>
Nigéria	4 480	0	438	1 353	0	0	418	4 757	28 310	9	<b>39 764</b>
Norvège	276 114	21 154	65 944	197 545	40 195	55 255	110 466	13 384	118 268	2 519	<b>900 843</b>
Nouvelle-Zélande	13 302	797	5 201	5 380	4 963	5 248	13 685	0	7 311	68	<b>55 955</b>
Oman	0	0	26	1 052	0	100	2 407	50	1 970	64	<b>5 670</b>
Ouganda	159	0	0	0	0	0	42	0	197	1	<b>399</b>
Ouzbékistan	4 536	0	2	0	0	0	0	0	447	3	<b>4 988</b>
Pakistan	4 540	20	502	82	3 422	6 029	31	4 000	1 442	26	<b>20 093</b>
Palaos	0	0	0	0	0	0	10	0	6	0	<b>17</b>
Panama	231 351	1	141	367	1	0	9	8	20 675	75	<b>252 627</b>
Papouasie-Nouvelle-Guinée	193	0	4	0	0	0	25	0	387	26	<b>635</b>
Paraguay	22 370	0	553	0	0	0	1	0	206	2	<b>23 133</b>
Pays-Bas	221 353	365	82 646	170 953	75 630	74 170	100 792	637	85 554	6 162	<b>818 262</b>
Pérou	216 619	0	8 148	505	530	0	1 870	0	4 130	21	<b>231 824</b>
Philippines	272	14	440	1 094	0	13	45	0	1 824	70	<b>3 771</b>
Pologne	9 466	100	10	200	755	300	772	0	5 989	304	<b>17 896</b>
Portugal	4 325	0	200	167	111	1 775	340	797	8 003	97	<b>15 816</b>
Qatar	558	0	30	100	0	0	1 427	3 000	1 251	13	<b>6 380</b>
République arabe syrienne	2 896	19	7	0	0	0	3 575	0	649	8	<b>7 154</b>
République centrafricaine	244	0	92	0	0	0	221	0	371	0	<b>928</b>
République de Corée	7 219	260	330	7 570	20 850	2 198	952	1 275	43 957	7 252	<b>91 863</b>
République de Moldova	480	0	0	294	0	0	231	4	254	0	<b>1 263</b>
République démocratique du Congo	3 967	0	3	0	0	0	0	0	2 365	1	<b>6 335</b>
République démocratique populaire lao	2 028	0	2	0	0	0	1	0	162	2	<b>2 195</b>
République dominicaine	6 337	0	10	79	0	0	52	0	796	89	<b>7 364</b>
République populaire démocratique de Corée	1	0	1	0	0	0	0	0	220	2	<b>224</b>
République slovaque	40	0	7	13	44	13	30	0	875	27	<b>1 049</b>
République tchèque	1 850	310	121	250	561	397	813	0	3 770	97	<b>8 169</b>
République-Unie de Tanzanie	1 600	0	6	0	0	0	8 588	57	210	1	<b>10 462</b>
Roumanie	4 588	0	157	1 375	147	154	200	0	1 230	59	<b>7 911</b>
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	330 918	12 386	63 949	195 140	66 851	56 213	91 394	39 216	294 598	2 356	<b>1 153 020</b>
Rwanda	315	0	0	0	0	0	500	0	194	0	<b>1 009</b>

<i>Source</i>	<i>Fonds central du PNUD</i>	<i>Fonds administrés par le PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies<sup>b</sup></i>	<i>FIDA</i>	<i>Autres institutions spécialisées<sup>c</sup></i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<b>Total</b>
Sainte-Lucie	15	0	1	0	0	0	44	0	82	0	<b>142</b>
Saint-Kitts-et-Nevis	10	0	1	0	0	0	5	0	17	0	<b>33</b>
Saint-Marin	0	0	1	5	0	0	0	0	97	1	<b>103</b>
Saint-Vincent-et-les Grenadines	10	0	0	0	0	0	125	0	53	0	<b>188</b>
Samoa	21	0	1	1	0	0	79	0	79	3	<b>184</b>
Sao Tomé-et-Principe	234	0	40	0	0	0	0	0	27	0	<b>301</b>
Sénégal	194	0	18	191	0	0	291	113	403	1	<b>1 212</b>
Serbie	252	0	- 1	564	0	0	2	0	257	5	<b>1 080</b>
Seychelles	114	0	2	0	0	0	10	0	191	0	<b>318</b>
Sierra Leone	1 225	0	1	0	0	0	2	0	262	0	<b>1 490</b>
Singapour	360	50	0	50	50	10	78	0	3 825	110	<b>4 533</b>
Slovénie	13 009	25	10	31	107	30	96	0	1 926	63	<b>15 297</b>
Somalie	4 371	0	0	0	0	0	0	0	2 024	0	<b>6 395</b>
Soudan	7 948	0	3	0	55 379	0	5	0	601	2	<b>63 938</b>
Sri Lanka	515	0	18	16	31	0	1 990	334	887	23	<b>3 814</b>
Suède	239 211	11 616	68 432	168 743	64 864	85 166	128 106	0	113 190	3 470	<b>882 799</b>
Suisse	66 752	2 054	10 863	16 788	31 823	21 288	36 368	5 900	32 761	2 988	<b>227 585</b>
Suriname	253	0	2	0	0	0	0	0	28	0	<b>284</b>
Swaziland	335	0	10	0	460	0	1	20	71	0	<b>898</b>
Tadjikistan	567	0	0	0	0	0	7	0	88	64	<b>726</b>
Tchad	8 244	0	25	0	0	0	0	0	66	0	<b>8 336</b>
Thaïlande	960	12	96	3 640	112	20	128	0	3 213	43	<b>8 225</b>
Timor-Leste	518	0	0	0	0	0	0	0	43	0	<b>561</b>
Togo	86	0	7	0	0	0	162	0	55	0	<b>309</b>
Tonga	0	0	0	0	0	0	1	0	24	1	<b>26</b>
Trinité-et-Tobago	2 827	5	5	11	0	0	30	0	369	5	<b>3 251</b>
Tunisie	387	0	20	155	100	0	23	200	830	7	<b>1 722</b>
Turkménistan	8	0	2	2	0	0	125	0	88	1	<b>226</b>
Turquie	7 850	440	140	140	3 050	3 200	3 161	400	16 865	210	<b>35 456</b>
Tuvalu	0	0	3	0	0	0	0	0	13	0	<b>16</b>
Ukraine	1 489	0	1	5	0	0	31	0	542	13	<b>2 082</b>
Uruguay	13 478	3	5	627	0	0	5 751	0	6 712	84	<b>26 659</b>
Vanuatu	0	0	0	0	0	0	79	0	84	0	<b>163</b>

<i>Source</i>	<i>Fonds central du PNUD</i>	<i>Fonds administrés par le PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies<sup>b</sup></i>	<i>FIDA</i>	<i>Autres institutions spécialisées<sup>c</sup></i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<b>Total</b>
Venezuela (République bolivarienne du)	30 230	0	10	1 341	0	5	236	0	4 537	35	<b>36 394</b>
Viet Nam	433	0	4	14	0	0	10	100	466	27	<b>1 054</b>
Yémen	1 902	0	15	10	0	2	5	592	219	1	<b>2 746</b>
Zambie	51	0	6	0	2 500	0	31	0	118	0	<b>2 706</b>
Zimbabwe	210	0	1	0	0	0	505	0	553	1	<b>1 271</b>
Divers	0	0	20 667	1 591	0	0	0	0	0	0	<b>22 258</b>
Ajustements au titre d'années antérieures	0	0	0	-11 563	0	0	0	0	0	0	<b>-11 563</b>
<b>Total, États Membres</b>	<b>4 049 701</b>	<b>119 942</b>	<b>556 252</b>	<b>1 657 847</b>	<b>2 265 930</b>	<b>1 082 465</b>	<b>1 178 083</b>	<b>321 010</b>	<b>3 048 583</b>	<b>126 100</b>	<b>14 405 913</b>
<b>États non membres ou zones</b>											
Anguilla	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Antilles néerlandaises	0	0	0	0	0	0	0	0	13	0	<b>13</b>
Aruba	4	0	0	0	0	0	0	0	12	0	<b>16</b>
Bermudes	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	<b>5</b>
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Guam	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Guinée française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Îles Caïmanes	2	0	0	0	0	0	0	0	21	0	<b>23</b>
Îles Cook	0	0	1	0	0	0	0	0	7	0	<b>8</b>
Îles Féroé	0	0	0	0	133	0	0	0	0	0	<b>134</b>
Îles Turques et Caïques	233	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>233</b>
Îles Vierges britanniques	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>10</b>
Kosovo	4 482	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>4 482</b>
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Montserrat	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>3</b>
Nioué	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	<b>7</b>
Polynésie française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Réunion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Sainte-Hélène	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Saint-Siège	0	0	0	0	0	200	20	0	50	0	<b>270</b>
Territoire palestinien occupé	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	<b>1</b>
Tokélaou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>

<i>Source</i>	<i>Fonds central du PNUD</i>	<i>Fonds administrés par le PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies<sup>b</sup></i>	<i>FIDA</i>	<i>Autres institutions spécialisées<sup>c</sup></i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<b>Total</b>
Autres	6	0	0	0	0	0	2 641	0	4 814	0	<b>7 461</b>
<b>Total, États non membres ou zones</b>	<b>4 740</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>133</b>	<b>205</b>	<b>2 661</b>	<b>0</b>	<b>4 925</b>	<b>0</b>	<b>12 667</b>
<b>Total, pays et zones</b>	<b>4 054 441</b>	<b>119 942</b>	<b>556 254</b>	<b>1 657 847</b>	<b>2 266 064</b>	<b>1 082 670</b>	<b>1 180 744</b>	<b>321 010</b>	<b>3 053 508</b>	<b>126 100</b>	<b>14 418 579</b>
Autres entités des Nations Unies <sup>d</sup>	47 844	0	39 075	216 297	140 507	61 258	106 170	0	259 935	8 576	<b>879 662</b>
Commission européenne	317 883	2 519	28 305	127 665	250 437	84 649	190 808	62 657	194 076	2 537	<b>1 261 537</b>
Autres organisations intergouvernementales	183 811	1 215	33 899	- 949	2 750	2 934	10 019	104 277	337 919	4 011	<b>679 886</b>
Organisations non gouvernementales	252	0	434	153 518	0	0	22 219	0	133 496	5 643	<b>315 563</b>
Secteur privé	73 735	414	2 456	754 033	49 188	34 088	17 497	0	64 180	0	<b>995 591</b>
<b>Total, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et secteur privé</b>	<b>623 525</b>	<b>4 148</b>	<b>104 169</b>	<b>1 250 565</b>	<b>442 882</b>	<b>182 930</b>	<b>346 713</b>	<b>166 934</b>	<b>989 606</b>	<b>20 767</b>	<b>4 132 239</b>
Non classé ailleurs <sup>e</sup>	0	28 500	0	70 926	0	0	187 593	0	240 028	6	<b>527 052</b>
<b>Total</b>	<b>4 677 966</b>	<b>152 590</b>	<b>660 423</b>	<b>2 979 338</b>	<b>2 708 945</b>	<b>1 265 599</b>	<b>1 715 051</b>	<b>487 944</b>	<b>4 283 141</b>	<b>146 873</b>	<b>19 077 870</b>

<sup>a</sup> Y compris les contributions autofinancées.

<sup>b</sup> Contributions versées au CCI, à ONUSIDA, à la CNUCED, au PNUE, à ONU-Habitat, à l'UNODC, à l'UNRWA, au Bureau de la coordination des affaires humanitaires et au Bureau d'appui à la consolidation de la paix.

<sup>c</sup> Les institutions spécialisées comprennent l'AIEA, la FAO, l'OACI, l'OIT, l'OMI, l'UIT, l'UNESCO, l'ONUDI, l'UPU, l'OMPI, l'OMS, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.

<sup>d</sup> Contributions versées par des entités autres que les 37 entités des Nations Unies ayant déclaré avoir financé des activités opérationnelles de développement.

<sup>e</sup> Contributions non détaillées dans le rapport.

Tableau A-4  
**Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2007<sup>a</sup>**  
**aux fins des activités opérationnelles du système des Nations Unies**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

Source	PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Autres entités des Nations Unies <sup>b</sup>		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
<b>États Membres</b>														
Afghanistan	0	25 644	1	0	0	600	0	0	0	0	64	11 364	<b>65</b>	<b>37 608</b>
Afrique du Sud	0	1 555	23	0	0	442	0	384	0	268	3 859	4 364	<b>3 882</b>	<b>7 012</b>
Albanie	0	367	0	0	0	15	0	0	0	0	128	703	<b>128</b>	<b>1 085</b>
Algérie	100	1 145	10	0	24	31	0	0	60	0	2 141	665	<b>2 335</b>	<b>1 840</b>
Allemagne	50 772	43 038	25 298	2 341	6 019	6 890	30 760	34 920	5 639	27 647	138 125	54 538	<b>256 612</b>	<b>169 374</b>
Andorre	36	195	28	0	0	347	43	86	0	0	188	91	<b>296</b>	<b>720</b>
Angola	0	365	5	0	0	10	0	0	0	317	42	103	<b>47</b>	<b>795</b>
Antigua-et-Barbuda	1	24	3	0	0	0	0	0	0	0	76	489	<b>80</b>	<b>513</b>
Arabie saoudite	0	9 027	500	0	1 000	2 628	0	6 656	100	314	8 863	69 937	<b>10 463</b>	<b>88 563</b>
Argentine	0	224 301	5	0	165	3 849	0	0	20	0	11 744	40 047	<b>11 933</b>	<b>268 197</b>
Arménie	0	401	1	0	1	64	0	0	0	0	160	51	<b>162</b>	<b>516</b>
Australie	7 523	23 881	3 571	2 102	6 489	36 804	0	61 769	5 827	10 862	22 804	51 104	<b>46 213</b>	<b>186 523</b>
Autriche	6 474	9 687	1 277	587	1 854	3 701	0	3 776	794	1 756	22 922	12 414	<b>33 321</b>	<b>31 921</b>
Azerbaïdjan	0	9 089	3	0	10	122	0	2 397	0	0	163	23	<b>176</b>	<b>11 631</b>
Bahamas	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	433	19	<b>433</b>	<b>19</b>
Bahreïn	56	1 920	8	60	0	0	0	0	0	0	441	2 769	<b>505</b>	<b>4 749</b>
Bangladesh	402	1 124	31	0	35	17	0	10 655	0	0	164	16	<b>631</b>	<b>11 812</b>
Barbade	21	54	5	0	4	0	0	0	0	0	151	1	<b>181</b>	<b>55</b>
Bélarus	0	134	0	0	0	0	0	0	0	0	266	4	<b>266</b>	<b>138</b>
Belgique	18 257	18 220	4 104	1 972	4 000	12 226	1 000	16 644	1 220	10 732	27 319	45 560	<b>55 901</b>	<b>105 353</b>
Belize	0	3	5	0	62	0	0	0	0	0	66	0	<b>134</b>	<b>3</b>
Bénin	0	55	4	0	0	0	0	0	5	0	52	113	<b>61</b>	<b>168</b>
Bhoutan	0	10	6	0	15	0	5	0	0	0	57	12	<b>82</b>	<b>22</b>
Bolivie (État plurinational de)	0	18 806	0	0	125	686	232	0	0	0	156	2 243	<b>513</b>	<b>21 735</b>
Bosnie-Herzégovine	0	2 285	2	0	0	0	0	0	0	0	108	118	<b>110</b>	<b>2 403</b>
Botswana	0	5 735	5	99	0	0	0	0	0	0	250	107	<b>255</b>	<b>5 941</b>
Brésil	0	243 252	11	316	966	9 373	0	1 096	0	30	25 532	157 150	<b>26 509</b>	<b>411 217</b>
Brunéï Darussalam	60	30	0	0	40	0	0	0	0	0	283	16	<b>383</b>	<b>46</b>

Source	PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Autres entités des Nations Unies <sup>b</sup>		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Bulgarie	0	6 445	2	0	4	4	10	0	5	0	331	109	351	6 558
Burkina Faso	0	4 441	2	0	2	0	0	0	0	0	71	24	75	4 465
Burundi	0	685	0	0	0	0	0	0	1	0	29	31	30	716
Cambodge	0	447	4	0	0	0	0	503	0	0	280	515	284	1 465
Cameroun	0	1 282	20	0	0	92	164	0	0	0	229	871	413	2 245
Canada	57 982	100 108	12 802	11 465	15 517	97 088	22 948	138 439	12 069	23 594	78 030	136 084	199 349	506 778
Cap-Vert	0	1 092	1	0	0	0	0	248	0	0	31	12	32	1 352
Chili	2	8 163	5	0	184	420	0	50	80	0	2 777	916	3 048	9 548
Chine	3 460	21 457	900	0	1 489	2 074	2 066	500	250	0	30 558	9 299	38 724	33 331
Hong Kong, Chine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	99	0	99	0
Macau, Chine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13	954	13	954
Chypre	2	37	2	0	1 138	0	0	656	119	10	739	432	2 000	1 135
Colombie	390	160 499	40	1 120	894	2 300	17	0	25	500	1 999	21 910	3 365	186 329
Comores	0	2	- 1	0	0	0	0	0	0	0	41	88	40	90
Congo	0	750	48	0	0	0	0	0	0	0	42	211	90	961
Costa Rica	178	45	10	0	16	0	0	0	16	0	462	4 120	682	4 165
Côte d'Ivoire	0	2 809	- 16	0	0	71	0	0	0	0	144	538	128	3 418
Croatie	50	500	20	0	406	913	10	0	25	5	621	87	1 132	1 505
Cuba	0	147	5	0	20	0	0	975	0	0	649	187	674	1 309
Danemark	70 601	31 229	32 554	4 219	32 440	17 058	35 052	9 287	22 928	35 018	39 278	26 585	232 852	123 397
Djibouti	0	1	- 1	0	0	414	0	0	0	0	28	168	27	583
Dominique	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	19	0	19	5
Égypte	0	42 290	111	18	0	436	186	275	0	0	4 610	2 879	4 907	45 898
El Salvador	0	4 520	1	0	0	0	160	0	0	0	295	25	456	4 545
Émirats arabes unis	648	4 748	0	0	206	5 654	0	2 100	53	10 000	3 539	15 779	4 446	38 281
Équateur	0	8 386	2	0	232	906	248	0	0	0	327	- 799	809	8 493
Érythrée	0	181	2	0	0	0	0	0	0	0	52	0	54	181
Espagne	68 924	124 135	13 905	11 370	16 629	63 373	7 289	22 353	13 844	19 706	80 372	130 660	200 962	371 596
Estonie	28	29	25	0	41	0	0	42	34	125	201	1 355	329	1 551
États-Unis d'Amérique	110 186	115 351	0	0	125 730	151 333	0	1 183 235	0	367 116	327 342	395 296	563 258	2 212 331
Éthiopie	0	529	3	0	50	0	0	0	0	0	117	2 661	170	3 190
Ex-République yougoslave de Macédoine	0	1 743	0	0	0	0	0	0	0	0	164	128	164	1 871
Fédération de Russie	1 100	1 912	300	0	1 000	367	0	15 000	1 000	1 000	12 211	6 929	15 611	25 207

Source	PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Autres entités des Nations Unies <sup>b</sup>		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Fidji	0	121	1	0	0	0	0	0	0	0	80	225	81	346
Finlande	22 139	13 147	20 562	2 970	19 073	6 345	8 105	17 299	9 563	14 799	28 010	27 153	107 452	81 711
France	36 591	12 872	3 285	827	17 654	3 820	596	31 469	14 310	6 829	98 871	49 260	171 307	105 077
Gabon	0	2 063	19	0	0	480	0	0	0	0	578	1	597	2 543
Gambie	0	143	11	0	0	0	0	0	0	0	34	1	45	144
Géorgie	0	1 848	2	221	2	0	0	0	0	0	155	542	159	2 611
Ghana	0	153	13	0	0	0	0	0	0	0	228	273	241	426
Gibraltar	0	0	0	0	21	0	0	0	0	0	0	0	21	0
Grèce	917	457	10	0	400	75	19	5 062	1 121	629	8 387	3 582	10 854	9 805
Grenade	0	87	0	0	2	0	0	0	0	0	17	0	19	87
Guatemala	0	92 352	5	421	0	0	258	0	0	0	443	35 668	706	128 441
Guinée	32	35	4	0	0	0	0	0	0	0	55	25	91	60
Guinée-Bissau	0	26	0	0	0	0	0	0	0	0	29	0	29	26
Guinée équatoriale	0	1 964	559	147	0	0	0	0	0	0	42	0	601	2 111
Guyana	16	23	1	0	11	0	0	0	0	0	52	0	79	23
Haïti	0	2 307	10	0	0	0	0	0	0	0	53	1 986	63	4 293
Honduras	0	44 738	3	0	63	0	6	0	0	0	115	4 433	186	49 171
Hongrie	10	0	8	0	127	0	65	0	39	775	1 713	407	1 962	1 183
Îles Marshall	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	185	0	185	3
Îles Salomon	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	65	0	65	2
Inde	4 448	2 293	222	0	938	4 355	68	8 789	10	0	11 521	4 599	17 207	20 035
Indonésie	148	2 668	36	0	202	1 256	100	3 000	0	0	1 856	983	2 342	7 907
Iran (République islamique d')	20	147	60	0	138	336	0	0	0	0	1 842	1 396	2 060	1 879
Iraq	0	2 972	0	0	0	0	0	0	0	0	898	3 656	898	6 628
Irlande	33 019	38 106	6 000	0	19 667	14 859	11 644	22 478	17 000	10 564	24 742	26 428	112 071	112 436
Islande	489	1 679	200	0	740	705	4	1 883	200	179	756	400	2 389	4 845
Israël	50	43	10	0	60	0	31	0	0	0	5 395	68	5 546	111
Italie	25 760	57 980	2 703	1 405	16 129	19 081	6 565	24 894	2 736	16 339	109 503	261 140	163 396	380 840
Jamahiriya arabe libyenne	0	11 468	0	0	0	0	0	0	0	0	1 656	13 300	1 656	24 768
Jamaïque	0	106	1	0	0	0	0	0	3	0	3 213	0	3 217	106
Japon	75 684	84 846	33 257	3 409	16 691	90 480	5 173	113 537	7 132	82 571	244 324	87 485	382 261	462 328
Jordanie	270	1 887	50	0	0	0	93	0	0	0	1 019	296	1 432	2 183
Kazakhstan	0	113	45	0	70	0	0	0	0	0	376	54	491	167

Source	PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Autres entités des Nations Unies <sup>b</sup>		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Kenya	0	399	10	0	97	279	0	2 454	0	0	922	302	1 029	3 434
Kirghizistan	0	37	0	0	0	0	0	0	0	0	119	50	119	87
Kiribati	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	220	0	220	0
Koweït	1 720	5 593	10	0	1 000	0	0	0	200	500	11 760	2 142	14 690	8 235
Lesotho	0	254	3	0	0	0	0	950	0	0	39	39	42	1 243
Lettonie	0	30	1	0	0	21	0	0	31	0	244	174	277	225
Liban	0	10 675	2	445	5	191	0	0	0	0	336	832	343	12 143
Libéria	0	12 749	8	0	0	0	0	0	0	0	365	0	373	12 749
Liechtenstein	24	184	8	0	16	134	43	0	49	300	126	622	266	1 240
Lituanie	0	239	0	0	0	98	0	306	0	0	423	114	423	757
Luxembourg	3 457	17 098	1 722	15 639	1 854	10 005	0	11 951	1 711	9 869	6 205	27 727	14 949	92 290
Madagascar	0	37	8	0	0	591	1	1 496	0	0	78	1 946	87	4 070
Malaisie	390	1 231	215	0	168	67	0	0	0	0	2 537	127	3 310	1 426
Malawi	0	1 843	3	0	0	0	0	1 846	0	0	29	0	32	3 689
Maldives	0	425	5	0	0	0	0	0	0	0	57	7	62	432
Mali	0	6 226	1	0	0	0	0	0	0	0	171	40	172	6 266
Malte	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	403	62	404	62
Maroc	185	6 701	247	122	84	432	0	0	75	0	734	730	1 325	7 985
Maurice	0	36	3	0	0	0	0	0	0	0	216	33	219	69
Mauritanie	0	851	2	0	0	0	0	800	0	8	29	520	31	2 179
Mexique	1 060	6 073	56	502	1 159	4 626	0	0	100	3	23 559	7 512	25 935	18 717
Micronésie (États fédérés de)	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	25	0	26	2
Monaco	0	511	7	27	77	80	0	0	0	116	262	887	346	1 621
Mongolie	34	63	4	0	22	0	0	0	0	0	128	49	188	112
Monténégro	0	112	0	0	0	0	0	0	0	0	44	1	44	113
Mozambique	3	234	2	0	2	0	0	148	0	0	142	175	149	556
Myanmar	1	164	0	0	1	0	0	0	0	0	121	7	123	171
Namibie	0	952	1	0	2	0	0	0	0	0	153	293	155	1 245
Nauru	0	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	13	0	12	0
Népal	2	447	7	0	0	0	0	4	0	0	78	371	87	822
Nicaragua	0	5 436	3	0	0	2	24	0	0	0	233	236	260	5 674
Niger	0	535	11	0	0	60	0	0	0	0	34	33	45	628
Nigéria	0	4 480	31	407	842	510	0	0	0	0	5 402	28 091	6 275	33 488

Source	PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Autres entités des Nations Unies <sup>b</sup>		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Norvège	140 382	156 886	58 690	7 254	59 872	137 673	25 049	15 146	27 113	28 142	76 486	168 151	<b>387 592</b>	<b>513 251</b>
Nouvelle-Zélande	6 338	7 761	2 766	2 435	3 099	2 282	1 389	3 574	2 484	2 764	14 713	6 350	<b>30 789</b>	<b>25 166</b>
Oman	0	0	26	0	0	1 052	0	0	100	0	3 277	1 214	<b>3 403</b>	<b>2 266</b>
Ouganda	0	159	0	0	0	0	0	0	0	0	199	41	<b>199</b>	<b>200</b>
Ouzbékistan	0	4 536	2	0	0	0	0	0	0	0	193	257	<b>195</b>	<b>4 793</b>
Pakistan	466	4 094	502	0	62	20	23	3 399	0	6 029	4 886	613	<b>5 939</b>	<b>14 154</b>
Palaos	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17	0	<b>17</b>	<b>0</b>
Panama	1	231 351	- 8	149	105	262	1	0	0	0	1 159	19 608	<b>1 257</b>	<b>251 370</b>
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	193	4	0	0	0	0	0	0	0	95	343	<b>99</b>	<b>536</b>
Paraguay	0	22 370	0	553	0	0	0	0	0	0	199	11	<b>199</b>	<b>22 934</b>
Pays-Bas	124 885	96 833	79 970	2 676	38 000	132 953	35 636	39 994	53 816	20 355	87 672	105 473	<b>419 979</b>	<b>398 283</b>
Pérou	0	216 619	2	8 146	243	262	470	60	0	0	1 174	4 847	<b>1 889</b>	<b>229 934</b>
Philippines	14	272	440	0	221	873	0	0	12	1	1 144	795	<b>1 830</b>	<b>1 941</b>
Pologne	50	9 516	10	0	200	0	0	755	200	100	5 495	1 569	<b>5 956</b>	<b>11 940</b>
Portugal	1 800	2 525	200	0	167	0	111	0	1 775	0	6 624	2 614	<b>10 677</b>	<b>5 139</b>
Qatar	0	558	30	0	100	0	0	0	0	0	3 861	1 831	<b>3 991</b>	<b>2 389</b>
République arabe syrienne	45	2 870	7	0	0	0	0	0	0	0	3 850	382	<b>3 902</b>	<b>3 252</b>
République centrafricaine	0	244	2	90	0	0	0	0	0	0	29	564	<b>31</b>	<b>898</b>
République de Corée	10	7 469	130	200	2 500	5 070	100	20 750	2 000	198	21 692	31 744	<b>26 432</b>	<b>65 431</b>
République de Moldova	0	480	0	0	7	287	0	0	0	0	387	102	<b>394</b>	<b>869</b>
République démocratique du Congo	0	3 967	3	0	0	0	0	0	0	0	50	2 315	<b>53</b>	<b>6 282</b>
République démocratique populaire lao	0	2 028	2	0	0	0	0	0	0	0	52	113	<b>54</b>	<b>2 141</b>
République dominicaine	0	6 337	10	0	79	0	0	0	0	0	456	482	<b>545</b>	<b>6 819</b>
République populaire démocratique de Corée	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	114	108	<b>115</b>	<b>109</b>
République slovaque	0	40	7	0	13	0	15	29	13	0	719	212	<b>768</b>	<b>281</b>
République tchèque	529	1 631	121	0	150	100	0	561	29	368	2 712	1 968	<b>3 541</b>	<b>4 628</b>
République-Unie de Tanzanie	0	1 600	6	0	0	0	0	0	0	0	8 751	105	<b>8 757</b>	<b>1 705</b>
Roumanie	0	4 588	10	147	165	1 210	0	147	7	147	865	624	<b>1 047</b>	<b>6 864</b>

Source	PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Autres entités des Nations Unies <sup>b</sup>		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	116 016	227 288	40 308	23 641	42 340	152 799	0	66 851	38 540	17 673	168 943	258 621	406 147	746 873
Rwanda	0	315	0	0	0	0	0	0	0	0	529	166	529	481
Sainte-Lucie	0	15	1	0	0	0	0	0	0	0	51	76	52	91
Saint-Kitts-et-Nevis	0	10	1	0	0	0	0	0	0	0	22	0	23	10
Saint-Marin	0	0	1	0	0	5	0	0	0	0	97	0	98	5
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	53	125	53	135
Samoa	0	21	1	0	1	0	0	0	0	0	58	103	60	124
Sao Tomé-et-Principe	0	234	3	37	0	0	0	0	0	0	27	0	30	271
Sénégal	0	194	18	0	96	96	0	0	0	0	523	285	637	575
Serbie	0	252	-1	0	387	177	0	0	0	0	261	3	647	432
Seychelles	0	114	2	0	0	0	0	0	0	0	63	139	65	253
Sierra Leone	0	1 225	1	0	0	0	0	0	0	0	36	228	37	1 453
Singapour	350	60	0	0	50	0	0	50	10	0	3 329	684	3 739	794
Slovénie	55	12 979	10	0	31	0	0	107	30	0	1 098	988	1 224	14 073
Somalie	0	4 371	0	0	0	0	0	0	0	0	21	2 003	21	6 374
Soudan	0	7 948	3	0	0	0	0	55 379	0	0	123	484	126	63 811
Sri Lanka	150	365	18	0	16	0	31	0	0	0	2 650	585	2 864	950
Suède	124 365	126 462	60 716	7 716	67 491	101 252	56 801	8 063	0	85 166	83 526	161 240	392 900	489 899
Suisse	44 639	24 167	10 246	617	14 754	2 034	1 640	30 183	9 016	12 272	34 635	43 381	114 931	112 654
Suriname	0	253	2	0	0	0	0	0	0	0	29	0	31	253
Swaziland	0	335	10	0	0	0	0	460	0	0	90	3	100	798
Tadjikistan	0	567	0	0	0	0	0	0	0	0	94	65	94	632
Tchad	0	8 244	25	0	0	0	0	0	0	0	29	38	54	8 282
Thaïlande	877	95	96	0	447	3 193	112	0	20	0	1 828	1 557	3 380	4 844
Timor-Leste	0	518	0	0	0	0	0	0	0	0	43	0	43	518
Togo	0	86	7	0	0	0	0	0	0	0	52	164	59	250
Tonga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	10	16	10
Trinité-et-Tobago	0	2 832	5	0	11	0	0	0	0	0	289	115	304	2 947
Tunisie	0	387	20	0	147	8	100	0	0	0	757	303	1 024	698
Turkménistan	2	6	2	0	2	0	0	0	0	0	214	0	220	6
Turquie	1 440	6 850	140	0	140	0	0	3 050	200	3 000	5 625	15 012	7 545	27 912
Tuvalu	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	13	0	16	0

Source	PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Autres entités des Nations Unies <sup>b</sup>		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Ukraine	0	1 489	1	0	0	5	0	0	0	0	541	45	542	1 539
Uruguay	3	13 478	5	0	111	515	0	0	0	0	6 321	6 225	6 441	20 218
Vanuatu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49	114	49	114
Venezuela (République bolivarienne du)	10	30 220	10	0	894	447	0	0	5	0	2 290	2 518	3 208	33 186
Viet Nam	58	375	4	0	14	0	0	0	0	0	470	134	545	509
Yémen	0	1 902	15	0	10	0	0	0	2	0	713	104	740	2 006
Zambie	0	51	6	0	0	0	0	2 500	0	0	41	108	47	2 659
Zimbabwe	0	210	1	0	0	0	0	0	0	0	322	738	323	948
Divers	0	0	0	20 667	1 591	0	0	0	0	0	0	0	1 591	20 667
Ajustements au titre d'années antérieures	0	0	0	0	317	-11 880	0	0	0	0	0	0	317	-11 880
<b>Total, États Membres</b>	<b>1 166 206</b>	<b>3 003 437</b>	<b>419 713</b>	<b>136 539</b>	<b>547 956</b>	<b>1 109 892</b>	<b>254 464</b>	<b>2 011 467</b>	<b>253 767</b>	<b>828 698</b>	<b>2 016 417</b>	<b>2 657 359</b>	<b>4 658 522</b>	<b>9 747 390</b>
<b>États non membres ou zones</b>														
Anguilla	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Antilles néerlandaises	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13	0	13	0
Aruba	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	12	0	12	4
Bermude	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	5	0
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guam	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guyane française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Caïman	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	0	22
Îles Cook	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	7	0	8	0
Îles Féroé	0	0	0	0	0	0	0	133	0	0	0	0	0	133
Îles Turques et Caïques	0	233	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	233
Îles Vierges britanniques	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
Kosovo	0	4 482	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 482
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Montserrat	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Nioué	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	7	0
Polynésie française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réunion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Hélène	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source	PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Autres entités des Nations Unies <sup>b</sup>		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Saint-Siège	0	0	0	0	0	0	0	0	10	190	70	0	80	190
Territoire palestinien occupé	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Tokelau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	2 658	4 797	2 658	4 803
<b>Total, États non membres ou zones</b>	<b>0</b>	<b>4 740</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>133</b>	<b>15</b>	<b>190</b>	<b>2 768</b>	<b>4 818</b>	<b>2 785</b>	<b>9 881</b>
<b>Total, pays et zones</b>	<b>1 166 206 3 008 177</b>	<b>419 715</b>	<b>136 539</b>	<b>547 956 1 109 892</b>	<b>254 464</b>	<b>2 011 600</b>	<b>253 782</b>	<b>828 888</b>	<b>2 019 185</b>	<b>2 662 177</b>	<b>4 661 308</b>	<b>9 757 272</b>		
Autres entités des Nations Unies <sup>c</sup>	0	47 844	0	39 075	0	216 297	68	140 438	0	61 258	73 993	300 688	74 062	805 601
Commission européenne	0	320 402	0	28 305	0	127 665	0	250 437	0	84 649	114 158	335 920	114 158	1 147 379
Autres organisations intergouvernementales	0	185 026	0	33 899	0	-949	0	2 750	0	2 934	531	455 695	531	679 355
Organisations non gouvernementales	0	252	0	434	426	153 092	0	0	0	0	2 242	159 116	2 669	312 894
Secteur privé	0	74 149	0	2 456	470 819	283 214	2 082	47 106	8 575	25 513	1 803	79 874	483 278	512 312
<b>Total, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et secteur privé</b>	<b>0</b>	<b>627 673</b>	<b>0</b>	<b>104 169</b>	<b>471 245</b>	<b>779 320</b>	<b>2 150</b>	<b>440 732</b>	<b>8 575</b>	<b>174 354</b>	<b>192 728</b>	<b>1 331 292</b>	<b>674 698</b>	<b>3 457 540</b>
Non classé ailleurs <sup>d</sup>	15 600	12 900	0	0	70 926	0	0	0	0	0	78 776	348 851	165 302	361 751
<b>Total</b>	<b>1 181 806 3 648 750</b>	<b>419 715</b>	<b>240 708</b>	<b>1 090 127 1 889 211</b>	<b>256 614</b>	<b>2 452 332</b>	<b>262 357</b>	<b>1 003 242</b>	<b>2 290 689</b>	<b>4 342 319</b>	<b>5 501 307</b>	<b>13 576 562</b>		

<sup>a</sup> Y compris les contributions autofinancées.

<sup>b</sup> Comprend les contributions versées aux organismes suivants : FIDA, CCI, ONUSIDA, CNUCED, PNUE, ONU-Habitat, UNODC, UNRWA, Bureau d'appui à la consolidation de la paix, FAO, AIEA, OACI, OIT, OMI, UIT, UNESCO, ONUDI, UPU, OMPI, OMS, OMM, Organisation mondiale du tourisme, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, CEA, CEE, CEPALC, CESAP, CESAO et Département des affaires économiques et sociales.

<sup>c</sup> Contributions versées par des entités autres que les 37 entités des Nations Unies ayant déclaré avoir financé des activités opérationnelles de développement.

<sup>d</sup> Contributions non détaillées dans le rapport.

Tableau A-5  
**Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2007 aux fins des activités opérationnelles  
des institutions spécialisées<sup>a</sup>**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

Source	FAO		OIT		UNESCO		ONUDI		OMS		Autres institutions spécialisées et AIEA <sup>b</sup>		Total des institutions spécialisées	
	Ressources de base <sup>c</sup>	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
<b>États Membres</b>														
Afghanistan	2	1 757	4	94	2	0	3	0	9	225	43	7 000	63	9 076
Afrique du Sud	340	2 476	648	850	224	43	403	0	1 339	36	708	759	3 662	4 164
Albanie	6	0	11	0	4	168	7	0	23	0	76	8	127	176
Algérie	89	412	169	0	58	3	105	0	349	0	1 335	94	2 104	508
Allemagne	10 087	13 474	19 245	2 262	6 647	3 248	11 939	846	39 728	9 450	35 585	1 734	123 231	31 014
Andorre	0	0	0	0	51	71	0	0	23	0	41	20	116	91
Angola	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	32	98	42	98
Antigua-et-Barbuda	3	0	7	0	2	0	0	0	14	0	49	0	75	0
Arabie saoudite	830	61 203	1 585	0	546	1 755	983	64	3 270	429	830	3 534	8 044	66 985
Argentine	1 113	766	2 124	139	732	1 762	1 317	2	4 385	0	1 865	37 303	11 536	39 972
Arménie	2	0	4	0	2	0	3	0	9	0	138	0	159	0
Australie	1 854	13 734	3 536	127	1 220	639	0	5	7 301	17 628	2 530	619	16 442	32 752
Autriche	1 000	0	1 909	105	658	29	1 184	2 998	3 940	1 877	12 397	83	21 088	5 093
Azerbaïdjan	6	0	11	0	4	0	7	0	23	23	111	0	162	23
Bahamas	15	0	29	0	10	0	18	0	60	0	299	19	431	19
Bahreïn	35	0	67	0	23	229	42	1 002	138	0	80	83	384	1 314
Bangladesh	11	0	22	0	8	0	9	0	46	0	59	15	156	15
Barbade	11	0	22	0	8	0	14	0	46	1	45	0	146	1
Bélarus	21	0	40	0	14	1	25	0	83	0	78	0	260	1
Belgique	1 244	18 494	2 375	3 624	820	4 025	1 474	20	4 903	5 828	6 223	5 474	17 039	37 465
Belize	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	56	0	65	0
Bénin	2	0	4	0	2	0	3	0	9	0	31	88	51	88
Bhoutan	1	0	0	0	1	0	1	0	5	0	46	11	54	11
Bolivie (État plurinational de)	10	0	20	0	7	0	12	0	41	0	63	1 782	154	1 783
Bosnie-Herzégovine	3	0	7	0	2	0	4	0	14	0	77	100	107	100
Botswana	14	0	27	0	9	14	16	0	55	1	126	93	247	107
Brésil	1 774	3 285	3 383	290	1 331	111 088	2 099	0	6 985	188	9 437	17 412	25 008	132 263
Brunéi Darussalam	0	0	0	0	26	0	0	0	156	0	64	0	246	0
Bulgarie	19	0	38	0	13	1	24	0	78	50	138	29	310	81
Burkina Faso	2	0	4	0	2	24	3	0	9	0	49	0	70	24

Source	FAO		OIT		UNESCO		ONUDI		OMS		Autres institutions spécialisées et AIEA <sup>b</sup>		Total des institutions spécialisées	
	Ressources de base <sup>c</sup>	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Burundi	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	19	26	28	26
Cambodge	2	0	4	395	19	0	3	0	9	0	240	120	278	515
Cameroun	9	0	18	0	6	773	11	97	37	0	147	0	228	871
Canada	3 275	11 860	6 251	2 984	2 284	5 948	0	- 3	12 901	68 990	26 425	3 423	51 136	93 203
Cap-Vert	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	22	0	31	0
Chili	260	208	495	185	263	251	327	- 20	1 023	27	309	20	2 677	672
Chine	2 391	0	4 561	0	1 603	1 208	2 829	1 577	9 416	5 021	8 839	389	29 639	8 195
Hong Kong (Chine)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	99	0	99	0
Macau (Chine)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13	954	13	954
Chypre	46	0	87	45	30	17	54	0	179	0	241	24	636	86
Colombie	180	7 003	344	1 086	119	28	214	71	711	0	268	696	1 837	8 885
Comores	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	32	88	41	88
Congo	1	0	2	198	1	0	1	0	5	0	32	8	41	206
Costa Rica	35	0	67	0	44	1	42	0	138	0	130	4 119	455	4 120
Côte d'Ivoire	11	0	22	0	8	212	14	0	46	0	41	16	142	228
Croatie	43	0	82	0	28	3	51	0	170	0	200	63	574	66
Cuba	50	0	95	0	54	2	60	0	197	5	183	149	640	157
Danemark	836	38	1 596	3 723	550	566	990	80	3 293	13 192	4 644	109	11 909	17 708
Djibouti	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	18	11	28	11
Dominique	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	9	0	19	0
Égypte	139	0	266	0	146	35	166	0	550	15	3 306	292	4 574	342
El Salvador	26	0	49	0	17	1	30	0	101	0	64	24	287	25
Émirats arabes unis	274	0	522	0	180	635	324	0	1 078	206	296	4	2 674	845
Équateur	22	- 832	42	0	64	16	27	0	87	0	78	5	320	- 811
Érythrée	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	42	0	52	0
Espagne	2 935	37 465	5 600	13 696	1 931	10 292	3 473	0	11 557	19 850	38 150	4 362	63 648	85 665
Estonie	14	0	27	0	9	1	0	0	55	3	86	1 311	191	1 315
États-Unis d'Amérique	25 117	42 731	48 833	61 382	16 845	3 304	0	0	100 899	200 646	37 643	4 445	229 337	312 508
Éthiopie	5	205	9	0	3	3	6	210	18	0	76	2 239	116	2 656
Ex-République yougoslave de Macédoine	7	0	13	0	5	0	9	0	5	0	100	128	138	128
Fédération de Russie	0	0	2 444	0	843	757	1 516	574	5 045	4 000	1 853	288	11 701	5 619
Fidji	5	0	9	0	3	0	6	0	18	0	34	141	75	141
Finlande	621	813	1 183	1 168	408	1 811	735	30	2 444	9 770	3 511	781	8 902	14 373
France	7 022	2 681	13 398	4 563	4 632	5 142	8 311	7 219	27 656	15 102	19 036	1 274	80 056	35 981
Gabon	10	0	20	0	7	1	12	0	41	0	485	0	576	1

Source	FAO		OIT		UNESCO		ONUDI		OMS		Autres institutions spécialisées et AIEA <sup>b</sup>		Total des institutions spécialisées	
	Ressources de base <sup>c</sup>	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Gambie	1	0	2	0	1	1	1	0	5	0	24	0	34	1
Géorgie	3	0	7	0	2	0	4	0	14	0	124	3	154	3
Ghana	5	68	9	90	3	0	6	0	18	15	186	100	227	273
Gibraltar	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Grèce	618	47	1 176	193	468	329	730	671	2 431	99	1 461	581	6 883	1 921
Grenade	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	7	0	16	0
Guatemala	35	0	67	0	23	24	42	33	138	0	128	35 605	432	35 663
Guinée	3	0	7	0	2	0	4	0	14	0	24	0	54	0
Guinée-Bissau	2	0	4	0	2	0	3	0	9	0	21	0	41	0
Guinée équatoriale	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	20	0	29	0
Guyana	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	42	0	51	0
Haïti	3	0	7	0	2	100	4	0	14	0	22	1	52	101
Honduras	6	4 422	11	0	4	6	7	0	23	0	62	0	113	4 428
Hongrie	147	0	280	0	97	10	173	116	578	10	313	19	1 588	155
Îles Marshall	1	0		0	1	0	0	0	5	0	178	0	185	0
Îles Salomon	1	0	2	0	1	0	0	0	5	0	6	0	15	0
Inde	491	0	934	0	329	96	681	1 798	1 931	112	6 841	1 786	11 207	3 792
Indonésie	166	0	315	0	109	0	196	120	651	0	363	6	1 800	126
Iran (République islamique d')	183	17	348	0	120	51	216	179	720	19	221	1 097	1 808	1 364
Iraq	18	0	36	0	12	3 650	22	0	73	0	733	6	894	3 656
Irlande	408	1 327	777	3 729	268	1 611	482	17	1 605	15 001	4 390	34	7 931	21 719
Islande	40	0	75	0	26	11	0	0	156	230	184	2	481	243
Israël	543	0	1 037	0	462	42	644	0	2 142	16	434	0	5 262	58
Italie	5 689	30 595	10 854	23 236	3 804	56 581	6 733	18 941	22 405	55 135	43 260	7 050	92 746	191 538
Jamahiriya arabe libyenne	154	79	293	0	111	7 032	182	0	605	0	280	1 548	1 626	8 659
Jamaïque	9	0	18	0	6	0	11	0	37	0	149	0	230	0
Japon	22 671	17 760	43 251	1 470	14 924	11 350	20 838	1 960	89 287	34 638	34 031	2 914	225 002	70 092
Jordanie	13	0	24	146	8	1	15	0	50	0	169	80	280	227
Kazakhstan	30	0	55	0	19	0	34	0	115	0	93	3	346	3
Kenya	10	0	20	0	7	1	12	38	41	1	798	262	889	302
Kirghizistan	1	0	2	0	1	0	1	0	5	50	108	0	117	50
Kiribati	1	0	2	0	1	0	0	0	5	0	11	0	19	0
Koweït	188	0	360	0	124	11	224	2	743	1 775	8 574	10	10 213	1 798
Lesotho	1	0	2	0	1	3	1	0	5	3	19	21	28	27
Lettonie	17	0	33	0	11	1	0	0	69	0	101	167	232	169
Liban	29	0	53	0	18	232	33	0	110	0	88	37	331	269

Source	FAO		OIT		UNESCO		ONUDI		OMS		Autres institutions spécialisées et AIEA <sup>b</sup>		Total des institutions spécialisées	
	Ressources de base <sup>c</sup>	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Libéria	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	355	0	364	0
Liechtenstein	0	0		0	0	0	0	0	0	0	70	0	70	0
Lituanie	29	0	53	0	28	2	33	0	110	0	151	88	404	90
Luxembourg	90	1 003	171	2 639	59	3	106	1	353	11 278	983	1 110	1 762	16 033
Madagascar	3	0	7	1 819	2	0	4	0	14	0	47	88	77	1 907
Malaisie	236	0	451	0	156	0	279	0	931	50	390	17	2 443	67
Malawi	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	20	0	29	0
Maldives	1	0		0	1	0	1	0	5	0	46	1	53	1
Mali	2	0	4	0	2	40	3	0	9	0	150	0	171	40
Malte	16	0	31	0	11	61	19	0	64	0	250	0	390	61
Maroc	55	44	104	0	36	3	64	0	216	0	216	325	691	372
Maurice	13	0	24	0	8	16	15	0	50	0	98	0	209	16
Mauritanie	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	20	0	29	0
Mexique	2 193	3 872	4 184	0	1 920	701	2 595	459	8 636	234	3 171	1 563	22 699	6 829
Micronésie (États fédérés de)	1	0		0	1	0	0	0	5	0	18	0	24	0
Monaco	3	0		0	48	0	4	0	14	139	82	0	151	139
Mongolie	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	117	10	127	11
Monténégro	0	0	1	0	1	0	1	0	5	0	35	1	42	1
Mozambique	1	165	2	0	11	10	1	0	5	0	122	0	142	175
Myanmar	11	0	22	0	8	2	9	0	46	0	21	0	118	2
Namibie	7	0	13	0	5	117	9	0	28	0	91	0	152	117
Nauru	1	0		0	1	0	0	0	5	0	5	0	11	0
Népal	5	140	9	0	20	0	6	0	18	229	20	0	77	369
Nicaragua	1	200	2	0	1	20	1	0	5	0	63	11	73	231
Niger	1	0	2	0	1	33	1	0	5	0	24	0	34	33
Nigéria	49	24 436	93	0	32	150	58	602	193	2 135	4 968	351	5 393	27 674
Norvège	791	24 182	1 509	15 011	520	12 223	936	6 307	3 114	52 233	12 769	2 056	19 640	112 012
Nouvelle-Zélande	258	1 674	491	700	169	1 524	305	4	1 014	958	214	1	2 450	4 861
Oman	81	0	155	46	53	1 028	97	0	321	9	148	81	856	1 164
Ouganda	7	0	13	0	5	0	9	0	28	0	136	0	197	0
Ouzbékistan	16	0	31	0	11	21	19	0	64	235	49	1	190	257
Pakistan	64	336	122	0	60	2	76	70	252	0	4 270	190	4 844	598
Palaos	1	0	0	0	1	0	0	0	5	0	0	0	6	0
Panama	22	0	42	229	14	11	27	0	87	7	959	19 285	1 151	19 532
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3	0	7	0	2	0	4	0	14	302	55	0	85	302
Paraguay	14	10	27	0	9	0	16	0	55	0	75	1	195	11

Source	FAO		OIT		UNESCO		ONUDI		OMS		Autres institutions spécialisées et AIEA <sup>b</sup>		Total des institutions spécialisées	
	Ressources de base <sup>c</sup>	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Pays-Bas	1 968	10 425	3 754	9 208	1 295	15 388	2 329	119	7 751	30 984	2 096	874	19 192	66 999
Pérou	107	679	204	0	188	3	127	0	422	0	105	2 295	1 154	2 976
Philippines	111	99	211	0	73	1	131	0	436	0	162	600	1 123	701
Pologne	537	0	1 023	50	353	15	636	145	2 114	71	613	432	5 276	713
Portugal	547	0	1 043	1 722	361	16	648	135	2 156	406	1 492	275	6 246	2 554
Qatar	74	0	142	0	49	226	88	0	294	100	3 139	139	3 786	465
République arabe syrienne	45	0	84	0	29	2	52	0	174	5	181	77	565	84
République centrafricaine	1	0	2	0	1	342	1	0	5	0	19	0	28	342
République de Corée	2 092	980	3 989	1 423	1 376	1 643	2 475	909	8 237	15 999	2 975	3 134	21 143	24 088
République démocratique du Congo	3	196	7	1 262	2	852	4	0	14	0	20	5	49	2 315
République démocratique populaire lao	1	0	2	0	1	0	1	0	5	111	41	0	51	111
République de Moldova	1	0	2	0	86	0	1	0	5	50	92	21	187	71
République dominicaine	41	214	78	0	27	26	48	0	161	0	94	108	448	348
République populaire démocratique de Corée	11	0	0	8	1	14	144	46	0	33	- 36	112	108	108
République tchèque	213	512	406	254	140	255	252	252	839	1	348	297	2 199	1 571
République-Unie de Tanzanie	7	0	13	0	5	3	9	0	28	0	112	91	173	94
Roumanie	70	0	133	0	77	150	82	0	275	50	210	183	847	383
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	7 135	14 391	13 613	14 273	5 097	1 654	8 445	1 308	28 101	193 665	36 158	9 973	98 550	235 264
Rwanda	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	19	166	28	166
Sainte-Lucie	2	0	4	32	2	0	3	0	9	0	30	0	50	32
Saint-Kitts-et-Nevis	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	7	0	16	0
Saint-Marin	3	0	7	0	2	0	0	0	14	0	70	0	96	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	43	0	53	0
Samoa	1	0	2	0	21	0	0	0	5	0	29	21	58	21
Sao Tomé-et-Principe	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	17	0	27	0
Sénégal	6	0	11	260	4	0	7	0	23	0	206	0	256	260
Serbie	22	0	41	0	14	0	26	0	83	0	70	2	255	2
Seychelles	2	0	4	0	2	0	3	0	9	0	32	139	52	139
Sierra Leone	1	0	2	0	1	228	1	0	5	0	24	0	34	228
Singapour	0	0	861	0	0	0	0	0	1 779	440	598	146	3 239	586
Slovaquie	59	0	113	0	39	4	70	23	234	4	193	135	708	166

Source	FAO		OIT		UNESCO		ONUDI		OMS		Autres institutions spécialisées et AIEA <sup>b</sup>		Total des institutions spécialisées	
	Ressources de base <sup>c</sup>	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Slovénie	96	0	182	0	63	3	113	474	376	366	186	68	1 015	911
Somalie	1	12	2	0	1	0	1	0	5	0	11	1 991	21	2 003
Soudan	9	0	18	406	6	0	9	0	37	0	42	73	121	479
Sri Lanka	19	0	38	0	13	0	24	0	78	41	485	523	656	565
Suède	1 162	34 792	2 217	11 439	765	9 159	1 375	210	4 577	45 353	1 420	721	11 517	101 673
Suisse	1 394	1 180	2 659	2 133	927	2 173	1 650	4 909	5 490	6 836	8 298	1 011	20 418	18 242
Suriname	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	19	0	28	0
Swaziland	2	0	4	0	2	3	3	0	9	0	69	0	89	3
Tadjikistan	1	0	2	0	1	2	1	0	5	0	77	0	87	2
Tchad	1	0	2	0	1	0	1	38	5	0	19	0	28	38
Thaïlande	243	0	464	0	175	6	288	0	28	235	484	1 291	1 682	1 532
Timor-Leste	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	33	0	43	0
Togo	1	0	2	0	1	3	1	0	5	0	42	0	52	3
Tonga	1	0	0	0	1	0	1	0	5	0	8	9	15	9
Trinité-et-Tobago	26	69	49	12	17	1	30	0	101	3	61	0	284	85
Tunisie	38	25	71	0	24	0	45	0	147	272	403	6	728	303
Turkménistan	6	0	11	0	4	0	7	0	23	0	37	0	88	0
Turquie	434	0	826	0	285	35	512	12 127	1 706	352	944	44	4 708	12 557
Tuvalu	1	0	0	0	1	0	0	0	5	0	6	0	13	0
Ukraine	46	0	87	0	30	1	54	0	179	0	138	8	533	10
Uruguay	56	5 810	107	101	37	216	66	0	220	0	75	24	561	6 151
Vanuatu	1	0	2	0	1	0	1	0	5	0	40	35	49	35
Venezuela (République bolivarienne du)	199	0	380	0	131	368	236	0	784	0	511	1 929	2 240	2 297
Viet Nam	24	0	47	0	16	98	29	0	96	1	253	2	465	101
Yémen	7	0	13	0	5	0	9	45	28	0	651	54	712	99
Zambie	2	0	4	37	2	0	3	0	9	0	20	40	41	77
Zimbabwe	8	200	16	0	5	3	9	0	32	0	250	30	320	233
<b>Total, États Membres</b>	<b>114 166</b>	<b>397 736</b>	<b>221 970</b>	<b>188 836</b>	<b>78 460</b>	<b>284 100</b>	<b>94 836</b>	<b>66 928</b>	<b>457 658</b>	<b>842 821</b>	<b>416 766</b>	<b>205 317</b>	<b>1 383 856</b>	<b>1 985 737</b>
<b>États non membres ou zones</b>														
Anguilla	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Antilles néerlandaises	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	0	13	0
Aruba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	0	12	0
Bermudes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source	FAO		OIT		UNESCO		ONUDI		OMS		Autres institutions spécialisées et AIEA <sup>b</sup>		Total des institutions spécialisées	
	Ressources de base <sup>c</sup>	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Guam	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guyane française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Caïmanes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	0	20
Îles Cook	1	0	0	0	1	0	0	0	5	0	0	0	7	0
Îles Féroé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Turques et Caïques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Vierges britanniques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kosovo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Montserrat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nioué	1	0	0	0	1	0	0	0	5	0	0	0	7	0
Polynésie française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réunion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sainte-Hélène	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Siège	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50	0	50	0
Territoire palestinien occupé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tokélaou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	4 814	5	4 814
<b>Total, États non membres</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	<b>75</b>	<b>4 834</b>	<b>95</b>	<b>4 835</b>
<b>Total, pays et zones</b>	<b>114 168</b>	<b>397 736</b>	<b>221 970</b>	<b>188 836</b>	<b>78 464</b>	<b>284 100</b>	<b>94 836</b>	<b>66 928</b>	<b>457 672</b>	<b>842 821</b>	<b>416 841</b>	<b>210 151</b>	<b>1 383 951</b>	<b>1 990 572</b>
Autres entités des Nations														
Unies	0	46 274	0	6 633	0	26 776	0	22 496	0	152 766	0	4 929	0	259 875
Commission européenne	0	73 316	0	17 008	0	0	0	22 518	0	78 004	0	65 888	0	256 733
Autres organisations intergouvernementales	0	14 764	0	2 499	254	20 370	0	32 664	0	264 483	0	107 162	254	441 942
Organisations non gouvernementales	0	12 075	0	2 789	0	0	0	-1 925	0	119 456	0	1 101	0	133 496
Secteur privé	0	23 157	0	1 052	1 013	19 271	0	0	0	19 604	0	83	1 013	63 167
<b>Total, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et secteur privé</b>	<b>0</b>	<b>169 586</b>	<b>0</b>	<b>29 981</b>	<b>1 267</b>	<b>66 418</b>	<b>0</b>	<b>75 753</b>	<b>0</b>	<b>634 313</b>	<b>0</b>	<b>179 162</b>	<b>1 267</b>	<b>1 155 213</b>

Source	FAO		OIT		UNESCO		ONUDI		OMS		Autres institutions spécialisées et AIEA <sup>b</sup>		Total des institutions spécialisées	
	Ressources de base <sup>c</sup>	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources								
Non classé ailleurs	0	86 735	0	0	79	4 342	9	607	5	148 176	12	0	105	239 860
<b>Total</b>	<b>114 168</b>	<b>654 056</b>	<b>221 970</b>	<b>218 817</b>	<b>79 810</b>	<b>354 860</b>	<b>94 845</b>	<b>143 288</b>	<b>457 676</b>	<b>1 625 310</b>	<b>416 854</b>	<b>389 313</b>	<b>1 385 322</b>	<b>3 385 645</b>

<sup>a</sup> Y compris les contributions autofinancées.

<sup>b</sup> Les autres institutions spécialisées comprennent le FIDA, l'AIEA, l'OACI, l'OMI, l'UIT, l'UPU, l'OMPI, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.

<sup>c</sup> Le montant de la contribution de chaque donateur (contributions mises en recouvrement/ressources de base) est calculé par le Département des affaires économiques et sociales en prenant le montant total des contributions statutaires utilisés pour financer les activités opérationnelles de développement, montant fourni par chaque institution, et en le multipliant par la clef de répartition tirée du rapport du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination sur la situation budgétaire et financière des organismes des Nations Unies (A/61/203, tableau 5)..

Tableau A-6  
**Ventilation par donateur des contributions extrabudgétaires versées en 2007 aux fins des activités opérationnelles  
des institutions spécialisées<sup>a</sup>**

(En milliers de dollars des Etats-Unis courants)

	FAO	OIT	UNESCO	ONUDI	OMS	AIEA	OACI	OMI	UIT	UPU	OMPI	OMM	OMT	Total
Argentine	766	0	1 762	2	0	17	0	0	0	0	8	0	0	<b>2 555</b>
Afrique du Sud	2 476	0	43	0	36	110	0	0	0	0	0	0	0	<b>2 665</b>
Allemagne	13 474	2 262	3 248	846	9 450	49	0	300	0	14	302	97	612	<b>30 654</b>
Arabie saoudite	0	0	1 755	64	429	1	0	0	0	0	0	0	0	<b>2 249</b>
Australie	13 734	127	639	5	17 628	16	0	0	474	0	23	105	0	<b>32 752</b>
Autriche	0	105	29	2 998	1 877	5	0	0	0	0	78	0	0	<b>5 093</b>
Bahreïn	0	0	1	1 002	0	0	0	0	0	1	0	0	82	<b>1 086</b>
Belgique	18 494	3 624	4 025	20	5 828	7	0	0	0	0	0	0	18	<b>32 016</b>
Brésil	0	290	948	0	188	32	0	0	0	0	434	0	0	<b>1 891</b>
Canada	11 860	2 984	5 948	-3	68 990	1 633	0	139	510	0	83	0	0	<b>92 145</b>
Chine	0	0	1 208	856	5 021	16	0	0	0	32	85	10	0	<b>7 228</b>
Danemark	38	3 723	566	80	13 192	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>17 599</b>
Espagne	37 465	13 696	10 292	0	19 850	660	0	0	0	52	0	516	305	<b>82 836</b>
États-Unis d'Amérique	42 731	61 382	3 304		200 646	2 547	0	456	0	10	703	729	0	<b>312 508</b>
Fédération de Russie	0	0	757	376	4 000	71	0	0	0	0	217	0	0	<b>5 421</b>
Finlande	813	1 168	1 811	30	9 770	10	0	0	0	0	33	0	0	<b>13 635</b>
France	2 681	4 462	5 142	6 658	15 102	202	0	0	0	490	370	146	0	<b>35 253</b>
Grèce	47	0	329	671	99	12	0	0	0	4	0	0	0	<b>1 162</b>
Inde	0	0	96	1 798	112	12	0	0	0	0	0	0	0	<b>2 018</b>
Irlande	1 327	3 729	1 611	17	15 001	10	0	0	0	0	0	24	0	<b>21 719</b>
Italie	30 595	23 236	56 581	18 394	55 135	924	0	14	0	0	29	290	500	<b>185 698</b>
Japon	17 760	1 470	11 350	1 960	34 638	81	0	215	45	0	2 391	182	0	<b>70 092</b>
Koweït	0		11	2	1 775	5	0	0	0	5	0	0	0	<b>1 798</b>
Luxembourg	1 003	2 639	3	1	11 278	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>14 923</b>
Nigéria	0	0	150		2 135	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>2 285</b>
Norvège	24 182	15 011	12 223	6 307	52 233	2	0	65	70	0	57	70	0	<b>110 220</b>
Nouvelle-Zélande	1 674	700	1 524	4	958	1	0	0	0	0	0	0	0	<b>4 861</b>
Oman	0	46	1 028		9	0	0	20	0	0	0	0	0	<b>1 103</b>
Pays-Bas	10 425	9 208	15 388	119	30 984	59	0	127	32	20	0	0	0	<b>66 362</b>
Portugal	0	1 722	16	135	406	0	0	0	16	0	8	0	0	<b>2 304</b>
République de Corée	980	1 423		909	15 999	119	0	1 235	0	0	955	11	56	<b>21 686</b>
République tchèque	512	254	255	252	1	228	0	0	0	1	0	0	0	<b>1 503</b>

	<i>FAO</i>	<i>OIT</i>	<i>UNESCO</i>	<i>ONUDI</i>	<i>OMS</i>	<i>AIEA</i>	<i>OACI</i>	<i>OMI</i>	<i>UIT</i>	<i>UPU</i>	<i>OMPI</i>	<i>OMM</i>	<i>OMT</i>	<b>Total</b>
Suède	34 792	11 439	9 159	210	45 353	10	0	704	0	7	0	0	0	<b>101 673</b>
Suisse	1 180	2 133	2 173	4 909	6 836	8	0	0	0	88	728	26	160	<b>18 242</b>
Turquie	0	0	35	12 127	352	0	0	0	0	0	43	0	0	<b>12 557</b>
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	14 391	14 273	1 654	1 308	193 665	133	0	374	0	0	41	63	0	<b>225 902</b>
Autres pays	1 187	279	4 867	1 116	3 845	313	1 765	108	89	53	975	92	0	14 688
<b>Total pays</b>	<b>284 588</b>	<b>181 385</b>	<b>159 928</b>	<b>63 173</b>	<b>842 821</b>	<b>7 294</b>	<b>1 765</b>	<b>3 756</b>	<b>1 237</b>	<b>777</b>	<b>7 563</b>	<b>2 359</b>	<b>1 733</b>	<b>1 558 380</b>
Autres entités des Nations Unies	46 274	6 633	26 776	22 496	152 766	868	1 102	2 819	0	0	0	141	0	259 875
Commission européenne	73 316	17 008		22 517	78 004	271		2 960						194 075
Autres organisations intergouvernementales	14 764	2 499	20 370	32 664	264 483	292	2 369	0	28	0	196	0	0	337 665
Organisations non gouvernementales	12 075	2 789	0	-1 925	119 456	646	50	92	0	0	260	0	54	133 496
Secteur privé	23 157	1 052	19 271	0	19 604	0	0	5	0	0	0	0	78	63 167
<b>Total, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et secteur privé</b>	<b>169 586</b>	<b>29 981</b>	<b>66 418</b>	<b>75 752</b>	<b>634 313</b>	<b>2 076</b>	<b>3 521</b>	<b>5 875</b>	<b>28</b>	<b>0</b>	<b>456</b>	<b>141</b>	<b>132</b>	<b>988 278</b>
Non classé ailleurs	86 735	0	4 342	329	148 167	0	0	0	0	0	0	0	0	239 573
<b>Total général</b>	<b>540 908</b>	<b>211 366</b>	<b>230 688</b>	<b>139 254</b>	<b>1 625 301</b>	<b>9 370</b>	<b>5 285</b>	<b>9 631</b>	<b>1 265</b>	<b>777</b>	<b>8 019</b>	<b>2 500</b>	<b>1 865</b>	<b>2 786 231</b>

<sup>a</sup> Contributions d'un montant de 1 million de dollars et plus, hormis les contributions autofinancées et hormis le FIDA.

Tableau A-7  
**Ventilation par principal donateur des contributions extrabudgétaires  
 versées de 2003 à 2007 aux fins des activités opérationnelles  
 des institutions spécialisées<sup>a</sup>**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	11 200	13 243	30 577	23 654	32 752
Allemagne	29 527	27 093	34 085	22 589	30 654
Autriche	3 320	5 549	6 665	4 047	5 093
Belgique	21 265	23 842	39 083	24 673	32 016
Canada	56 017	103 816	184 825	89 886	92 145
Danemark	23 990	16 509	31 322	17 850	17 599
États-Unis d'Amérique	143 725	174 150	310 332	301 493	312 508
Finlande	8 387	9 409	24 355	13 376	13 682
France	13 344	50 016	53 202	41 429	35 915
Italie	94 471	114 280	157 060	69 248	186 245
Japon	69 790	50 025	70 521	70 878	70 092
Norvège	75 031	76 844	131 106	141 766	110 220
Nouvelle-Zélande	1 629	1 279	3 410	2 833	4 861
Pays-Bas	81 606	93 424	108 657	67 755	66 362
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	152 480	137 498	300 815	180 491	225 902
Suède	36 895	84 980	128 646	98 454	101 673
Suisse	24 478	30 468	25 895	19 517	18 242
Autres pays	334 257	348 453	455 062	494 029	634 613
<b>Total pays</b>	<b>1 181 412</b>	<b>1 360 877</b>	<b>2 095 618</b>	<b>1 683 967</b>	<b>1 990 572</b>
Autres entités des Nations Unies	392 133	146 396	201 537	252 770	259 875
Commission européenne	44 817	93 813	171 719	151 982	256 733
Autres organisations intergouvernementales	69 181	51 977	94 980	39 052	441 942
Organisations non gouvernementales et privées	169 276	187 638	154 668	281 209	196 663
Autres entités des Nations Unies	675 407	479 824	622 903	725 013	1 155 213
<b>Total</b>	<b>2 169</b>	<b>4 389</b>	<b>0</b>	<b>313 478</b>	<b>239 851</b>
Non classé ailleurs <sup>b</sup>	1 858 988	1 845 090	2 718 521	2 722 457	3 385 636
<b>Total général</b>	<b>334 257</b>	<b>348 453</b>	<b>455 062</b>	<b>494 029</b>	<b>634 613</b>

Tableau A-8  
**Ventilation par institution des contributions versées de 2003 à 2007  
aux fins des activités opérationnelles des institutions spécialisées**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	2003	2004	2005	2006	2007
FIDA	168 963	328 646	157 528	260 587	487 944
FAO	555 596	452 400	460 340	616 924	768 224
OIT	316 614	343 108	375 177	398 059	440 787
UNESCO	375 470	344 763	417 208	411 485	434 670
ONUDI	182 302	216 751	235 436	183 683	238 133
OMS	1 136 534	1 264 285	1 999 044	1 897 872	2 082 987
AIEA	86 117	85 000	89 756	100 393	98 483
OACI	74 365	78 000	84 494	118 737	147 504
OMI	16 004	15 294	16 447	15 756	14 154
UIT	21 467	26 978	30 372	26 799	26 003
UPU	5 128	5 574	5 686	4 246	3 829
OMPI	12 199	12 205	12 968	13 294	14 099
OMM	18 424	18 036	13 286	6 254	5 695
Organisation mondiale du tourisme	810	3 428	1 018	6 926	8 382
<b>Total</b>	<b>2 969 993</b>	<b>3 194 468</b>	<b>3 898 757</b>	<b>4 061 014</b>	<b>4 770 895</b>

## B. Dépenses engagées par les organismes du système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

Tableau B-1  
**Vue d'ensemble des dépenses engagées de 2003 à 2007 par le système  
des Nations Unies au titre des activités opérationnelles**

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Dépenses financées par</i>	2003	2004	2005	2006	2007
PNUD	2 459	2 767	3 254	3 534	3 615
Fonds et fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD	675	800	1 118	1 242	1 063
<b>Total PNUD</b>	<b>3 133</b>	<b>3 566</b>	<b>4 372</b>	<b>4 777</b>	<b>4 679</b>
FNUAP	273	318	388	392	515
UNICEF <sup>b</sup>	1 208	1 344	1 960	2 070	2 517
PAM	3 275	2 900	2 892	2 665	2 642
HCR	979	1 063	1 142	1 091	1 342
FIDA <sup>c</sup>	289	314	344	387	401
CCI	42	46	50	53	60
ONUSIDA	95	158	158	200	239

<i>Dépenses financées par</i>	2003	2004	2005	2006	2007
CNUCED <sup>d</sup>	31	30	30	35	32
PNUE	106	99	151	115	130
ONU/Habitat	23	36	70	143	99
UNODC/PNUCID	..	..	73	114	185
UNRWA	430	455	481	600	699
FAO	418	390	466	449	591
OIT <sup>d</sup>	285	328	372	438	381
UNESCO <sup>d</sup>	319	289	322	367	308
ONUDI <sup>d</sup>	164	160	184	193	219
OMS	841	990	1 485	1 440	1 760
Autres institutions spécialisées <sup>e</sup>	244	216	194	246	284
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	72	86	105	123	137
Bureau d'appui à la consolidation de la paix <sup>f</sup>	0	0	0	0	2
Département des affaires économiques et sociales	33	39	46	48	61
Commissions régionales	49	48	46	47	58
<b>Total des dépenses</b>	<b>12 309</b>	<b>12 873</b>	<b>15 330</b>	<b>15 992</b>	<b>17 343</b>
<b>Total des dépenses (en millions de dollars des États-Unis constants)<sup>g</sup></b>	<b>14 062</b>	<b>13 492</b>	<b>15 675</b>	<b>15 992</b>	<b>15 996</b>
<b>Pour mémoire</b>					
Contrats de services de gestion du PNUD <sup>h</sup>	114	96	84	96	176
Dépenses « autofinancées » du PNUD	1 000	1 400	1 020	1 360	1 666
Dépenses « autofinancées » des institutions spécialisées	496	275	340	325	309

<sup>a</sup> Y compris les dépenses financées par les gouvernements au moyen de la participation aux coûts et des contributions « autofinancées »; y compris également le budget d'appui biennal.

<sup>b</sup> Comprend l'aide aux programmes moins les dépenses financées par le PNUD.

<sup>c</sup> Versements au titre de prêts.

<sup>d</sup> Comprend des dépenses financées à partir du budget ordinaire mais qui ne pouvaient pas être ventilées par pays.

<sup>e</sup> Les autres institutions spécialisées sont : l'AIEA, l'OACI, l'OMI, l'UIT, l'UPU, l'OMPI, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.

<sup>f</sup> Non compris le Fonds pour la consolidation de la paix.

<sup>g</sup> Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

<sup>h</sup> Il s'agit de services demandés par les gouvernements bénéficiaires de prêts et de crédits de banques internationales de développement ou de ressources provenant de donateurs bilatéraux. Les accords de services de gestion sont signés par le PNUD et exécutés au nom de ce dernier par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

Tableau B-2

**Ventilation par pays ou région bénéficiaire des dépenses engagées en 2007 par le système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

Pays, zone ou région	PNUD			FNUAP	UNICEF <sup>c</sup>	PAM	HCR	Autres fonds et programmes des Nations Unies <sup>d</sup>	FIDA <sup>e</sup>	Institutions spécialisées <sup>f</sup>	Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	Total général
	Fonds central <sup>a</sup>	Fonds administrés <sup>b</sup>	Total									
<b>États Membres bénéficiaires</b>												
Afghanistan	73 053	125 961	<b>199 014</b>	10 700	78 269	133 713	70 330	28 602	0	62 787	0	<b>583 415</b>
Afrique du Sud	2 988	1 077	<b>4 065</b>	1 300	8 306	893	6 812	4 695	0	7 435	0	<b>33 506</b>
Albanie	3 910	3 905	<b>7 815</b>	600	3 759	0	875	650	1 011	2 672	0	<b>17 382</b>
Algérie	1 777	1 136	<b>2 913</b>	300	1 716	13 285	6 697	864	0	3 497	0	<b>29 272</b>
Allemagne	0	0	<b>0</b>	0	0	0	2 214	0	0	1 111	0	<b>3 324</b>
Andorre	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	18	0	<b>018</b>
Angola	19 763	2 841	<b>22 604</b>	2 600	51 688	4 544	12 073	1 111	643	17 427	0	<b>112 690</b>
Antigua-et-Barbuda	0	225	<b>225</b>	0	0	0	0	47	0	188	0	<b>460</b>
Arabie saoudite	10 875	60	<b>10 935</b>	0	1 378	0	2 162	0	0	16 364	0	<b>30 839</b>
Argentine	214 111	1 472	<b>215 583</b>	600	3 170	0	2 737	551	3 951	40 455	536	<b>267 584</b>
Arménie	4 606	1 207	<b>5 813</b>	600	3 057	5 388	1 940	300	4 173	2 034	0	<b>23 306</b>
Australie	0	0	<b>0</b>	0	0	0	1 164	0	0	23	0	<b>1 187</b>
Autriche	0	0	<b>0</b>	0	0	0	1 045	0	0	78	0	<b>1 123</b>
Azerbaïdjan	12 671	403	<b>13 074</b>	900	2 568	7 836	3 586	62	3 564	1 141	0	<b>32 731</b>
Bahamas	0	14	<b>14</b>	0	0	0	0	0	0	366	0	<b>380</b>
Bahreïn	1 753	19	<b>1 772</b>	0	0	0	0	222	0	330	0	<b>2 324</b>
Bangladesh	40 579	11 158	<b>51 737</b>	7 800	56 432	77 571	3 998	3 500	13 023	28 232	0	<b>242 293</b>
Barbade	80	2 825	<b>2 905</b>	0	0	64	0	1 001	0	586	0	<b>4 556</b>
Bélarus	4 012	12 859	<b>16 871</b>	400	887	0	1 620	122	0	911	0	<b>20 810</b>
Belgique	0	0	<b>0</b>	0	66	0	3 380	0	0	0	0	<b>3 446</b>
Belize	155	590	<b>745</b>	0	1 225	145	0	90	0	356	0	<b>2 560</b>
Bénin	4 590	354	<b>4 944</b>	2 000	15 059	2 864	1 774	309	2 844	4 714	0	<b>34 508</b>
Bhoutan	2 640	918	<b>3 558</b>	1 100	2 835	3 711	0	269	1 413	2 243	0	<b>15 129</b>
Bolivie (État plurinational de)	28 274	1 474	<b>29 748</b>	2 200	17 920	7 293	0	2 183	1 918	6 998	2	<b>68 261</b>
Bosnie-Herzégovine	13 442	6 381	<b>19 823</b>	400	3 222	0	7 803	196	3 340	1 848	0	<b>36 632</b>
Botswana	5 194	2 505	<b>7 699</b>	1 400	3 030	0	2 575	962	0	2 463	0	<b>18 128</b>
Brésil	181 757	10 488	<b>192 245</b>	1 500	15 052	0	3 073	20 966	4 370	147 129	689	<b>385 025</b>
Brunéi Darussalam	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	43	0	<b>043</b>

<i>Pays, zone ou région</i>	<i>PNUD</i>			<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF<sup>c</sup></i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies<sup>d</sup></i>	<i>FIDA<sup>e</sup></i>	<i>Institutions spécialisées<sup>f</sup></i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<b>Total général</b>
	<i>Fonds central<sup>a</sup></i>	<i>Fonds administrés<sup>b</sup></i>	<b>Total</b>									
Bulgarie	8 775	1 968	<b>10 743</b>	400	1 035	0	958	187	0	1 342	0	<b>14 665</b>
Burkina Faso	9 723	333	<b>10 056</b>	5 100	18 434	10 892	0	1 462	6 660	7 830	0	<b>60 433</b>
Burundi	6 744	11 839	<b>18 583</b>	2 600	20 036	38 713	25 565	911	3 225	12 658	59	<b>122 350</b>
Cambodge	25 886	10 026	<b>35 912</b>	3 300	21 215	15 512	1 071	2 865	4 451	17 504	12 832	<b>114 663</b>
Cameroun	6 108	304	<b>6 412</b>	3 100	9 361	3 356	3 452	964	4 480	7 182	0	<b>38 308</b>
Canada	0	0	<b>0</b>	0	0	0	1 674	0	0	116	0	<b>1 790</b>
Cap-Vert	2 433	2 218	<b>4 651</b>	1 000	856	789	0	767	927	2 317	0	<b>11 306</b>
Chili	9 862	4 004	<b>13 866</b>	200	1 471	0	0	108	0	2 035	129	<b>17 810</b>
Chine	35 659	14 998	<b>50 657</b>	4 100	26 826	0	4 046	4 313	34 640	31 727	0	<b>156 310</b>
Hong Kong (Chine)	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	20	0	<b>20</b>
Macao (Chine)	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	38	0	<b>38</b>
Chypre	10 740	5 944	<b>16 684</b>	0	0	0	787	0	0	66	0	<b>17 537</b>
Colombie	127 907	3 767	<b>131 674</b>	2 800	10 465	15 480	13 552	11 109	1 894	7 410	412	<b>194 795</b>
Comores	1 731	1 904	<b>3 635</b>	600	2 663	0	0	155	0	1 641	0	<b>8 694</b>
Congo	5 827	1 407	<b>7 234</b>	1 800	8 264	2 648	6 953	807	2 989	7 043	0	<b>37 739</b>
Costa Rica	1 241	2 191	<b>3 432</b>	500	710	0	1 996	271	0	1 532	0	<b>8 440</b>
Côte d'Ivoire	10 464	3 082	<b>13 546</b>	6 500	26 489	23 559	8 747	1 496	528	11 749	0	<b>92 613</b>
Croatie	6 236	2 750	<b>8 986</b>	0	1 126	0	3 499	164	0	1 240	0	<b>15 015</b>
Cuba	7 604	3 023	<b>10 627</b>	600	1 769	2 301	210	147	0	3 790	1	<b>19 444</b>
Danemark	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>000</b>
Djibouti	714	404	<b>1 118</b>	800	6 869	4 613	3 154	6	478	3 327	0	<b>20 366</b>
Dominique	168	112	<b>280</b>	0	0	0	0	200	0	259	0	<b>739</b>
Égypte	50 886	5 442	<b>56 328</b>	2 600	8 025	1 569	11 469	2 479	10 407	8 571	0	<b>101 448</b>
El Salvador	15 423	1 583	<b>17 006</b>	1 400	2 087	2 734	0	406	5 431	3 835	0	<b>32 900</b>
Émirats arabes unis	3 008	50	<b>3 058</b>	0	0	0	590	165	0	361	0	<b>4 175</b>
Équateur	11 548	5 268	<b>16 816</b>	1 100	4 804	1 034	5 216	273	1 000	4 050	9	<b>34 301</b>
Érythrée	12 308	1 783	<b>14 091</b>	1 900	17 801	999	3 910	1 152	4 795	6 009	0	<b>50 657</b>
Espagne	0	0	<b>0</b>	0	0	0	1 276	0	0	534	0	<b>1 811</b>
Estonie	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	773	0	<b>773</b>
États-Unis d'Amérique	0	0	<b>0</b>	0	0	0	3 781	0	0	736	0	<b>4 517</b>
Éthiopie	14 467	5 219	<b>19 686</b>	11 900	98 548	166 863	25 351	3 618	12 838	40 665	0	<b>379 468</b>
Ex-République yougoslave de Macédoine	4 476	642	<b>5 118</b>	0	2 037	0	3 250	24	968	1 112	0	<b>12 509</b>
Fédération de Russie	5 404	7 458	<b>12 862</b>	700	14 162	6 334	14 118	5 673	0	13 762	0	<b>67 612</b>

<i>Pays, zone ou région</i>	<i>PNUD</i>			<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF<sup>c</sup></i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies<sup>d</sup></i>	<i>FIDA<sup>e</sup></i>	<i>Institutions spécialisées<sup>f</sup></i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<i>Total général</i>
	<i>Fonds central<sup>a</sup></i>	<i>Fonds administrés<sup>b</sup></i>	<i>Total</i>									
Fidji	5 054	5 886	<b>10 940</b>	0	0	0	0	1 118	0	2 474	0	<b>14 532</b>
Finlande	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	74	0	<b>074</b>
France	0	0	<b>0</b>	0	0	0	2 747	0	0	539	0	<b>3 286</b>
Gabon	7 217	58	<b>7 275</b>	500	2 597	0	2 443	623	0	2 911	0	<b>16 348</b>
Gambie	2 163	733	<b>2 896</b>	700	3 202	2 815	419	356	1 659	2 267	0	<b>14 315</b>
Géorgie	5 286	3 296	<b>8 582</b>	1 500	3 006	4 381	5 434	516	648	1 322	0	<b>25 389</b>
Ghana	10 797	3 874	<b>14 671</b>	2 700	23 309	4 430	9 188	1 229	5 052	6 149	0	<b>66 726</b>
Grèce	0	0	<b>0</b>	0	0	0	1 196	0	0	706	0	<b>1 902</b>
Grenade	93	54	<b>147</b>	0	0	0	0	4	410	494	0	<b>1 056</b>
Guatemala	119 487	10 520	<b>130 007</b>	4 100	4 855	6 555	0	777	4 821	64 593	0	<b>215 708</b>
Guinée	5 176	1 809	<b>6 985</b>	1 500	13 741	11 928	9 339	1 168	3 437	7 558	0	<b>55 655</b>
Guinée-Bissau	5 486	943	<b>6 429</b>	1 500	5 210	5 078	0	87	0	2 561	0	<b>20 864</b>
Guinée équatoriale	3 093	24	<b>3 117</b>	1 600	1 244	0	0	8	0	1 493	0	<b>7 462</b>
Guyana	1 018	579	<b>1 597</b>	0	1 692	0	0	836	1 715	1 818	0	<b>7 658</b>
Haïti	14 744	3 458	<b>18 202</b>	4 300	14 625	21 742	0	2 498	2 843	6 999	0	<b>71 208</b>
Honduras	48 832	12 035	<b>60 867</b>	1 900	3 077	5 722	0	982	7 834	4 266	0	<b>84 649</b>
Hongrie	0	0	<b>0</b>	0	0	0	2 258	0	0	452	0	<b>2 711</b>
Îles Marshall	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	307	0	<b>307</b>
Îles Salomon	0	26	<b>26</b>	0	0	0	0	6	0	1 938	0	<b>1 970</b>
Inde	32 212	17 785	<b>49 997</b>	13 500	107 111	14 879	3 759	7 206	15 929	65 011	0	<b>277 391</b>
Indonésie	64 778	17 987	<b>82 765</b>	5 800	119 794	42 047	2 105	6 382	5 978	52 941	0	<b>317 813</b>
Iran (République islamique d')	4 598	2 049	<b>6 647</b>	1 300	5 097	826	11 963	2 073	0	7 567	0	<b>35 473</b>
Iraq	10 588	54 342	<b>64 930</b>	2 300	40 866	12 012	30 779	9 317	0	55 420	0	<b>215 624</b>
Irlande	0	0	<b>0</b>	0	0	0	659	0	0	0	0	<b>659</b>
Islande	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>000</b>
Israël	0	0	<b>0</b>	0	0	0	362	0	0	218	0	<b>580</b>
Italie	0	0	<b>0</b>	0	0	0	3 691	0	0	1 328	0	<b>5 019</b>
Jamahiriya arabe libyenne	4 534	187	<b>4 721</b>	0	0	503	886	1 638	0	4 047	0	<b>11 795</b>
Jamaïque	1 376	1 138	<b>2 514</b>	0	1 834	32	0	1 368	0	1 764	0	<b>7 511</b>
Japon	0	0	<b>0</b>	0	0	0	2 652	1 072	0	2 405	0	<b>6 130</b>
Jordanie	4 432	7 390	<b>11 822</b>	700	3 060	516	40 541	112 173	2 029	3 198	0	<b>174 038</b>
Kazakhstan	2 631	6 260	<b>8 891</b>	600	2 506	0	2 550	554	0	1 130	0	<b>16 230</b>
Kenya	19 697	12 500	<b>32 197</b>	3 100	33 068	190 298	53 616	3 093	6 774	22 771	7	<b>344 924</b>
Kirghizistan	9 369	6 163	<b>15 532</b>	600	2 363	0	1 424	1 642	408	2 074	0	<b>24 043</b>

<i>Pays, zone ou région</i>	<i>PNUD</i>			<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF<sup>c</sup></i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies<sup>d</sup></i>	<i>FIDA<sup>e</sup></i>	<i>Institutions spécialisées<sup>f</sup></i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<b>Total général</b>
	<i>Fonds central<sup>a</sup></i>	<i>Fonds administrés<sup>b</sup></i>	<b>Total</b>									
Kiribati	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	895	0	<b>895</b>
Koweït	3 993	0	<b>3 993</b>	0	0	0	0	19	0	184	0	<b>4 196</b>
Lesotho	4 033	854	<b>4 887</b>	1 300	6 837	11 533	0	850	3 645	5 522	0	<b>34 574</b>
Lettonie	64	1 312	<b>1 376</b>	0	0	0	0	0	0	300	0	<b>1 676</b>
Liban	10 414	12 871	<b>23 285</b>	1 800	15 424	1 709	11 594	87 124	0	7 647	0	<b>148 584</b>
Libéria	31 884	15 479	<b>47 363</b>	4 900	21 623	34 623	40 626	180	0	10 368	0	<b>159 682</b>
Liechtenstein	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>000</b>
Lituanie	462	893	<b>1 355</b>	0	0	0	0	2	0	2 360	0	<b>3 717</b>
Luxembourg	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>000</b>
Madagascar	7 431	1 397	<b>8 828</b>	3 200	26 416	13 891	0	1 403	3 276	9 732	89	<b>66 835</b>
Malaisie	3 503	3 375	<b>6 878</b>	600	2 083	0	4 292	658	0	1 710	0	<b>16 221</b>
Malawi	18 058	1 717	<b>19 775</b>	2 800	33 926	43 212	3 120	1 382	3 206	7 527	0	<b>114 948</b>
Maldives	5 803	2 345	<b>8 148</b>	600	15 388	0	0	271	0	2 164	0	<b>26 571</b>
Mali	16 421	1 776	<b>18 197</b>	2 900	24 010	11 905	0	1 549	5 029	7 288	0	<b>70 878</b>
Malte	0	0	<b>0</b>	0	0	0	50	0	0	316	0	<b>365</b>
Maroc	9 981	4 394	<b>14 375</b>	2 300	7 518	0	1 376	712	0	8 766	0	<b>35 046</b>
Maurice	1 400	3 522	<b>4 922</b>	100	- 3	0	0	845	345	1 613	0	<b>7 822</b>
Mauritanie	7 053	3 222	<b>10 275</b>	2 300	7 035	19 212	5 337	378	6 938	4 662	0	<b>56 136</b>
Mexique	7 969	8 243	<b>16 212</b>	2 100	4 925	112	2 268	1 150	1 369	10 704	19	<b>38 859</b>
Micronésie (États fédérés de)	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	310	0	<b>310</b>
Monaco	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>000</b>
Mongolie	4 005	904	<b>4 909</b>	3 200	3 343	0	222	430	2 709	5 086	0	<b>19 899</b>
Monténégro	3 101	424	<b>3 525</b>	0	1 097	0	2 520	0	0	784	0	<b>7 925</b>
Mozambique	12 198	4 737	<b>16 935</b>	27 000	44 091	37 553	2 749	2 609	7 432	13 979	0	<b>152 347</b>
Myanmar	16 793	1 367	<b>18 160</b>	3 900	39 007	11 307	6 442	2 790	0	17 218	0	<b>98 822</b>
Namibie	2 285	4 237	<b>6 522</b>	2 000	3 783	6 369	2 967	1 039	0	3 051	0	<b>25 731</b>
Nauru	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	184	0	<b>184</b>
Népal	23 543	1 239	<b>24 782</b>	5 000	22 455	37 318	9 134	1 256	1 532	14 249	0	<b>115 726</b>
Nicaragua	21 261	3 335	<b>24 596</b>	4 200	7 064	7 597	0	566	3 140	5 482	0	<b>52 645</b>
Niger	15 109	4 073	<b>19 182</b>	4 000	38 821	22 666	0	313	2 173	15 883	0	<b>103 038</b>
Nigéria	23 223	25 754	<b>48 977</b>	9 800	94 771	0	3 380	13 497	7 063	57 549	0	<b>235 037</b>
Norvège	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	57	0	<b>057</b>
Nouvelle-Zélande <sup>g</sup>	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>000</b>
Oman	0	0	<b>0</b>	800	615	0	0	0	0	1 482	0	<b>2 897</b>

<i>Pays, zone ou région</i>	<i>PNUD</i>			<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF<sup>c</sup></i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies<sup>d</sup></i>	<i>FIDA<sup>e</sup></i>	<i>Institutions spécialisées<sup>f</sup></i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<b>Total général</b>
	<i>Fonds central<sup>a</sup></i>	<i>Fonds administrés<sup>b</sup></i>	<b>Total</b>									
Ouganda	11 929	1 031	<b>12 960</b>	5 800	61 714	112 907	32 402	1 602	12 113	20 527	0	<b>260 025</b>
Ouzbékistan	11 293	3 253	<b>14 546</b>	900	9 655	0	164	855	0	1 578	0	<b>27 698</b>
Pakistan	40 268	8 305	<b>48 573</b>	9 000	101 645	29 727	22 741	10 748	16 657	58 386	16	<b>297 492</b>
Palaos	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	161	0	<b>161</b>
Panama	232 932	632	<b>233 564</b>	700	914	34	1 041	2 030	4 821	14 412	5	<b>257 521</b>
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3 644	351	<b>3 995</b>	1 900	6 471	0	404	867	0	5 707	0	<b>19 344</b>
Paraguay	31 761	1 193	<b>32 954</b>	900	1 954	0	0	61	311	1 150	0	<b>37 329</b>
Pays-Bas	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>000</b>
Pérou	82 582	5 553	<b>88 135</b>	12 900	7 716	6 289	0	4 606	5 955	8 198	0	<b>133 800</b>
Philippines	7 783	7 213	<b>14 996</b>	5 600	16 710	11 588	193	1 533	4 884	11 539	0	<b>67 044</b>
Pologne	9 632	904	<b>10 536</b>	0	0	0	961	494	0	1 042	0	<b>13 034</b>
Portugal	0	0	<b>0</b>	0	0	0	59	0	0	575	0	<b>634</b>
Qatar	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	535	0	910	0	<b>1 445</b>
République arabe syrienne	5 890	558	<b>6 448</b>	2 700	4 203	6 412	55 390	42 885	6 008	6 820	0	<b>130 865</b>
République centrafricaine	16 123	3 682	<b>19 805</b>	2 800	17 717	25 019	4 180	987	0	6 866	0	<b>77 374</b>
République de Corée	3 006	2 731	<b>5 737</b>	0	0	0	785	202	0	1 649	83	<b>8 456</b>
République de Moldova	4 501	7 145	<b>11 646</b>	500	5 098	0	652	498	6 246	1 438	0	<b>26 079</b>
République démocratique du Congo	78 706	- 194	<b>78 512</b>	13 900	136 130	76 394	47 849	725	826	60 206	0	<b>414 542</b>
République démocratique populaire lao	10 285	2 038	<b>12 323</b>	1 500	11 033	7 321	0	1 806	4 984	9 931	195	<b>49 094</b>
République dominicaine	6 089	4 234	<b>10 323</b>	1 000	2 479	569	0	562	1 067	2 827	7	<b>18 833</b>
République populaire démocratique de Corée	501	33	<b>534</b>	1 900	18 086	33 699	0	56	448	20 671	0	<b>75 394</b>
République slovaque	0	0	<b>0</b>	0	0	0	512	60	0	473	0	<b>1 045</b>
République tchèque	0	0	<b>0</b>	0	0	0	514	6	0	235	0	<b>755</b>
République-Unie de Tanzanie	16 728	2 210	<b>18 938</b>	3 600	21 363	39 687	37 033	1 444	16 738	16 745	0	<b>155 547</b>
Roumanie	5 197	803	<b>6 000</b>	700	3 137	0	1 069	1 386	1 324	4 189	0	<b>17 805</b>
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	0	0	<b>0</b>	0	0	0	1 683	0	0	41	0	<b>1 724</b>
Rwanda	13 860	7 110	<b>20 970</b>	2 400	14 492	15 505	6 661	1 334	9 757	4 960	0	<b>76 079</b>
Sainte-Lucie	126	84	<b>210</b>	0	0	0	0	132	0	236	0	<b>578</b>
Saint-Kitts-et-Nevis	0	16	<b>16</b>	0	0	0	0	7	0	329	0	<b>352</b>
Saint-Marin	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>000</b>

<i>Pays, zone ou région</i>	<i>PNUD</i>			<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF<sup>c</sup></i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies<sup>d</sup></i>	<i>FIDA<sup>e</sup></i>	<i>Institutions spécialisées<sup>f</sup></i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<b>Total général</b>
	<i>Fonds central<sup>a</sup></i>	<i>Fonds administrés<sup>b</sup></i>	<b>Total</b>									
Saint-Vincent-et-les Grenadines	179	64	<b>243</b>	0	0	0	0	108	0	257	0	<b>608</b>
Samoa	607	1 271	<b>1 878</b>	0	0	0	0	163	0	1 484	0	<b>3 525</b>
Sao Tomé-et-Principe	1 675	487	<b>2 162</b>	400	1 082	956	0	163	900	1 174	0	<b>6 837</b>
Sénégal	8 393	5 402	<b>13 795</b>	2 700	10 280	6 418	6 574	3 679	6 972	7 744	0	<b>58 163</b>
Serbie	5 990	14 599	<b>20 589</b>	200	2 007	0	23 614	6 586	0	4 045	0	<b>57 040</b>
Seychelles	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	53	0	1 049	0	<b>1 102</b>
Sierra Leone	25 331	12 681	<b>38 012</b>	2 700	19 107	12 350	9 803	845	631	5 577	0	<b>89 023</b>
Singapour	0	0	<b>0</b>	0	0	0	47	23	0	179	0	<b>249</b>
Slovénie	0	0	<b>0</b>	0	0	0	193	0	0	338	0	<b>531</b>
Somalie	37 230	19 551	<b>56 781</b>	4 200	62 727	67 678	12 577	3 191	0	36 104	0	<b>243 258</b>
Soudan	133 824	24 454	<b>158 278</b>	21 600	182 534	565 233	75 580	2 757	6 403	80 726	0	<b>1 093 110</b>
Sri Lanka	9 463	10 146	<b>19 609</b>	3 500	49 827	42 776	20 642	6 042	4 703	18 374	0	<b>165 473</b>
Suède	0	0	<b>0</b>	0	0	0	2 075	0	0	877	0	<b>2 952</b>
Suisse	0	0	<b>0</b>	0	2 129	0	662	0	0	75	0	<b>2 866</b>
Suriname	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	39	0	458	0	<b>497</b>
Swaziland	1 076	47	<b>1 123</b>	900	6 954	11 155	0	34	1 880	4 729	0	<b>26 776</b>
Tadjikistan	13 266	5 108	<b>18 374</b>	700	4 868	7 780	938	2 653	0	5 280	0	<b>40 593</b>
Tchad	11 931	2 869	<b>14 800</b>	2 900	34 872	72 312	82 378	6 886	2 752	16 976	0	<b>233 876</b>
Thaïlande	3 778	7 504	<b>11 282</b>	1 200	15 123	0	14 540	3 853	0	7 262	0	<b>53 260</b>
Timor-Leste	14 726	12 498	<b>27 224</b>	2 000	8 959	8 576	938	123	0	4 514	0	<b>52 333</b>
Togo	15 904	15 392	<b>31 296</b>	1 200	7 887	1 896	200	426	0	4 086	0	<b>46 991</b>
Tonga	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	1 017	0	<b>1 017</b>
Trinité-et-Tobago	4 605	244	<b>4 849</b>	0	0	0	0	877	0	1 066	0	<b>6 792</b>
Tunisie	933	1 110	<b>2 043</b>	300	1 042	0	377	371	6 026	3 238	0	<b>13 396</b>
Turkménistan	1 356	1 258	<b>2 614</b>	800	2 818	0	729	1 222	0	193	0	<b>8 375</b>
Turquie	11 865	9 546	<b>21 411</b>	3 300	6 756	0	7 832	103	3 118	7 681	0	<b>50 201</b>
Tuvalu	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	203	71	<b>273</b>
Ukraine	6 829	18 819	<b>25 648</b>	3 000	9 053	0	3 112	944	0	4 696	0	<b>46 452</b>
Uruguay	12 512	1 303	<b>13 815</b>	1 300	1 145	0	0	147	1 891	3 417	61	<b>21 777</b>
Vanuatu	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	11	0	1 946	0	<b>1 956</b>
Venezuela (République bolivarienne du)	26 972	1 979	<b>28 951</b>	1 800	2 526	0	3 663	487	8 735	3 129	0	<b>49 291</b>
Viet Nam	8 516	4 165	<b>12 681</b>	5 200	13 616	0	220	2 726	10 326	15 900	92	<b>60 761</b>
Yémen	8 978	1 626	<b>10 604</b>	1 400	9 760	6 532	6 560	192	6 771	10 123	0	<b>51 942</b>

<i>Pays, zone ou région</i>	<i>PNUD</i>			<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF<sup>c</sup></i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies<sup>d</sup></i>	<i>FIDA<sup>e</sup></i>	<i>Institutions spécialisées<sup>f</sup></i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<b>Total général</b>
	<i>Fonds central<sup>a</sup></i>	<i>Fonds administrés<sup>b</sup></i>	<b>Total</b>									
Zambie	4 387	2 134	<b>6 521</b>	2 300	15 088	18 859	10 731	3 461	3 578	8 944	0	<b>69 481</b>
Zimbabwe	4 543	105	<b>4 648</b>	4 900	30 212	97 913	1 851	1 540	0	9 834	0	<b>150 899</b>
<b>Total, États Membres bénéficiaires</b>	<b>2 621 925</b>	<b>795 404</b>	<b>3 417 329</b>	<b>357 600</b>	<b>2 328 060</b>	<b>2 423 059</b>	<b>1 064 695</b>	<b>507 299</b>	<b>400 180</b>	<b>1 633 043</b>	<b>15 314</b>	<b>12 146 580</b>
<b>États non membres ou zones bénéficiaires</b>												
Anguilla	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Antilles néerlandaises	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	- 3	0	16	0	<b>13</b>
Aruba	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	5	0	<b>5</b>
Bermudes	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Guadeloupe	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Guam	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	12	0	<b>12</b>
Guyane française	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	32	0	<b>32</b>
Îles Caïmanes	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Îles Cook	97	110	<b>207</b>	0	0	0	0	0	0	334	0	<b>541</b>
Îles Turques et Caïques	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	5	0	<b>5</b>
Îles Vierges britanniques	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Kosovo	0	0	<b>0</b>	1 000	3 216	0	0	1 242	0	155	0	<b>5 613</b>
Martinique	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Montserrat	49	0	<b>49</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>49</b>
Nioué	231	240	<b>471</b>	0	0	0	0	25	0	80	0	<b>576</b>
Nouvelle-Calédonie	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	82	0	0	0	<b>82</b>
Polynésie française	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	45	0	<b>45</b>
Porto Rico	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	46	0	0	0	<b>46</b>
Réunion	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Sainte-Hélène	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	115	0	<b>115</b>
Saint-Siège	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Territoire palestinien occupé	0	0	<b>0</b>	5 500	26 326	69 993	0	463 410	1 188	24 552	31	<b>591 000</b>
Tokélaou	287	0	<b>287</b>	0	0	0	0	0	0	49	0	<b>336</b>
Autres	12 495	2 502	<b>14 997</b>	3 400	0	0	0	0	0	1 276	0	<b>19 673</b>
<b>Total, États non membres ou zones bénéficiaires</b>	<b>13 159</b>	<b>2 852</b>	<b>16 011</b>	<b>9 900</b>	<b>29 542</b>	<b>69 993</b>	<b>0</b>	<b>464 802</b>	<b>1 188</b>	<b>26 675</b>	<b>31</b>	<b>618 142</b>
<b>Total, tous pays</b>	<b>2 635 084</b>	<b>798 256</b>	<b>3 433 340</b>	<b>367 500</b>	<b>2 357 602</b>	<b>2 493 052</b>	<b>1 064 695</b>	<b>972 101</b>	<b>401 368</b>	<b>1 659 718</b>	<b>15 346</b>	<b>12 764 722</b>

Pays, zone ou région	PNUD						Autres fonds et programmes des Nations Unies <sup>d</sup>	FIDA <sup>e</sup>	Institutions spécialisées <sup>f</sup>	Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	Total général	
	Fonds central <sup>a</sup>	Fonds administrés <sup>b</sup>	Total	FNUAP	UNICEF <sup>c</sup>	PAM						
<b>Régions</b>												
Afrique <sup>g</sup>	0	5 703	<b>5 703</b>	14 100	27 995	3 283	0	14 361	0	247 019	14 997	<b>327 458</b>
Asie et Pacifique	0	1 988	<b>1 988</b>	7 500	17 639	500	0	6 616	0	168 080	17 902	<b>220 225</b>
Amériques	0	3 776	<b>3 776</b>	4 600	11 185	1 729	0	1 987	0	84 741	10 696	<b>118 713</b>
Asie occidentale <sup>g</sup>	0	290	<b>290</b>	0	6 035	0	0	3 769	0	82 078	5 820	<b>97 993</b>
Europe	0	17 975	<b>17 975</b>	0	5 420	0	0	2 219	0	106 108	9 843	<b>141 566</b>
Dépenses mondiales/interrégionales	162 176	0	<b>162 176</b>	0	90 974	0	0	356 132	0	792 652	44 860	<b>1 446 794</b>
Autres dépenses interpay <sup>h</sup>	0	235 169	<b>235 169</b>	0		0	0	0	0	0	0	<b>235 169</b>
<b>Total, régions</b>	<b>162 176</b>	<b>264 901</b>	<b>427 077</b>	<b>26 200</b>	<b>159 249</b>	<b>5 512</b>	<b>0 000</b>	<b>385 084</b>	<b>0</b>	<b>1480 677</b>	<b>104 118</b>	<b>2 587 917</b>
Non classé ailleurs <sup>i</sup>	818 108	0	<b>818 108</b>	121 000	0	143 792	277 319	226 555	0	403 998	0	<b>1990 772</b>
<b>Total général</b>	<b>3 615 368</b>	<b>1 063 157</b>	<b>4 678 525</b>	<b>514 700</b>	<b>2 516 851</b>	<b>2 642 356</b>	<b>1 342 014</b>	<b>1 583 741</b>	<b>401 368</b>	<b>3 544 393</b>	<b>119 464</b>	<b>17 343 412</b>

<sup>a</sup> Y compris les dépenses financées par les gouvernements au moyen de la participation aux coûts et des contributions « autofinancées ».

<sup>b</sup> Comprend les fonds et fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD.

<sup>c</sup> Comprend l'aide aux programmes moins les dépenses financées par le PNUD.

<sup>d</sup> Dépenses engagées par le CCI, ONUSIDA, la CNUCED, le PNUE, ONU/Habitat, UNODC, l'UNRWA, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix.

<sup>e</sup> Versements au titre de prêts.

<sup>f</sup> Dépenses engagées par la FAO, l'AIEA, l'OACI, l'OIT, l'OMI, l'UIT, l'UNESCO, l'ONUDI, l'UPU, l'OMPI, l'OMS, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.

<sup>g</sup> En raison de différences de classification régionale, il se peut que certaines dépenses régionales relatives à l'Afrique du Nord soient incorporées au total pour l'Asie occidentale.

<sup>h</sup> Dépenses régionales non détaillées dans le rapport.

<sup>i</sup> Dépenses non détaillées.

Tableau B-3

**Ventilation par région bénéficiaire des dépenses engagées en 2007 par le système des Nations Unies  
au titre des activités opérationnelles**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

<i>Région</i>	<i>PNUD<sup>a, b</sup></i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF<sup>c</sup></i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies<sup>d</sup></i>	<i>FIDA<sup>e</sup></i>	<i>Institutions spécialisées et AIEA<sup>f</sup></i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<b>Total</b>
<b>Afrique</b>										
Total pays ou zones	976 738	192 300	1 311 542	1 815 884	582 172	84 215	175 419	629 821	0 155	5 768 246
Région <sup>g</sup>	5 703	14 100	27 995	3 283	0	14 361	0	247 019	14 997	327 458
<b>Total, Afrique</b>	<b>982 441</b>	<b>206 400</b>	<b>1 339 538</b>	<b>1 819 166</b>	<b>582 172</b>	<b>98 576</b>	<b>175 419</b>	<b>876 840</b>	<b>15 152</b>	<b>6 095 704</b>
<b>Asie et Pacifique</b>										
Total pays ou zones	773 884	96 300	763 535	478 350	187 492	97 996	122 085	486 697	13 289	3 019 628
Région	1 988	7 500	17 639	500	0	6 616	0	168 080	17 902	220 225
<b>Total, Asie et Pacifique</b>	<b>775 872</b>	<b>103 800</b>	<b>781 174</b>	<b>478 850</b>	<b>187 492</b>	<b>104 612</b>	<b>122 085</b>	<b>654 776</b>	<b>31 192</b>	<b>3 239 853</b>
<b>Amériques</b>										
Total pays ou zones	1 302 417	46 100	113 477	77 705	39 210	54 632	63 476	351 501	1 870	2 050 388
Région	3 776	4 600	11 185	1 729	0	1 987	0	84 741	10 696	118 713
<b>Total, Amériques</b>	<b>1 306 193</b>	<b>50 700</b>	<b>124 662</b>	<b>79 433</b>	<b>39 210</b>	<b>56 619</b>	<b>63 476</b>	<b>436 241</b>	<b>12 566</b>	<b>2 169 101</b>
<b>Asie occidentale</b>										
Total pays ou zones	202 411	21 500	117 018	114 780	167 557	717 023	27 499	139 853	31	1 507 672
Région <sup>g</sup>	290	0	6 035	0	0	3 769	0	82 078	5 820	97 993
<b>Total, Asie occidentale</b>	<b>202 701</b>	<b>21 500</b>	<b>123 054</b>	<b>114 780</b>	<b>167 557</b>	<b>720 792</b>	<b>27 499</b>	<b>221 930</b>	<b>5 851</b>	<b>1 605 665</b>
<b>Europe</b>										
Total pays ou zones	162 893	7 900	52 029	6 334	88 265	18 234	12 889	50 571	0	399 115
Région	17 975	0	5 420	0	0	2 219	0	106 108	9 843	141 566
<b>Total, Europe</b>	<b>180 868</b>	<b>7 900</b>	<b>57 450</b>	<b>6 334</b>	<b>88 265</b>	<b>20 453</b>	<b>12 889</b>	<b>156 679</b>	<b>9 843</b>	<b>540 681</b>
<b>Total, pays et régions</b>	<b>3 448 075</b>	<b>390 300</b>	<b>2 425 877</b>	<b>2 498 564</b>	<b>1 064 695</b>	<b>1 001 053</b>	<b>401 368</b>	<b>2 346 467</b>	<b>74 604</b>	<b>13 651 003</b>

<i>Région</i>	<i>PNUD<sup>a, b</sup></i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF<sup>c</sup></i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies<sup>d</sup></i>	<i>FIDA<sup>e</sup></i>	<i>Institutions spécialisées et AIEA<sup>f</sup></i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<b>Total</b>
Dépenses mondiales/interrégionales	162 176	0	90 974	0	0	356 132	0	792 652	44 860	<b>1 444 694</b>
Autres pays non membres	14 997	3 400	0	0	0	0	0	1 276	0	<b>19 673</b>
Autres dépenses interpay <sup>h</sup>	235 169	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>235 169</b>
Non classé ailleurs <sup>i</sup>	818 108	121 000	0	143 792	277 319	226 555	0	403 998	0	<b>2 048 897</b>
<b>Total général</b>	<b>4 678 525</b>	<b>514 700</b>	<b>2 516 851</b>	<b>2 642 356</b>	<b>1 342 014</b>	<b>1 583 741</b>	<b>401 368</b>	<b>3 544 393</b>	<b>119 464</b>	<b>17 343 412</b>

<sup>a</sup> Y compris les dépenses financées par les gouvernements au moyen de la participation aux coûts et des contributions « autofinancées ».

<sup>b</sup> Comprend les fonds et fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD.

<sup>c</sup> Comprend l'aide aux programmes moins les dépenses financées par le PNUD.

<sup>d</sup> Dépenses engagées par le CCI, ONUSIDA, la CNUCED, le PNUE, ONU-Habitat, UNODC, l'UNRWA, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix.

<sup>e</sup> Versements au titre de prêts.

<sup>f</sup> Dépenses engagées par la FAO, l'AIEA, l'OACI, l'OIT, l'OMI, l'UIT, l'UNESCO, l'ONUDI, l'UPU, l'OMPI, l'OMS, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.

<sup>g</sup> En raison de différences de classification régionale, il se peut que certaines dépenses régionales relatives à l'Afrique du Nord aient été incorporées au total pour l'Asie occidentale.

<sup>h</sup> Dépenses régionales non détaillées dans le rapport.

<sup>i</sup> Dépenses non détaillées.

Tableau B-4  
**Ventilation, par source de financement, des dépenses engagées de 2003 à 2007  
au titre des activités opérationnelles dans les pays les moins avancés**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

<i>Source de financement</i>	2002	2003	2004	2005	2006	2007
PNUD <sup>a</sup>	244	303	511	754	740	812
Fonds administrés par le PNUD <sup>b</sup>	161	173	275	431	471	332
<b>Total PNUD</b>	<b>405</b>	<b>476</b>	<b>786</b>	<b>1 185</b>	<b>1 211</b>	<b>1 144</b>
FNUAP	105	110	114	114	133	189
UNICEF <sup>c</sup>	379	563	639	933	1 023	1 322
PAM	940	1 479	1 441	2 049	1 700	1 782
HCR	409	386	458	509	471	558
FIDA <sup>d</sup>	104	109	148	154	157	164
Autres institutions spécialisées <sup>e</sup>	297	338	338	501	448	636
Autres fonds et programmes des Nations Unies <sup>f</sup>	..	..	..	..	100	91
Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	..	..	..	..	7	13
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	..	..	..	..	44	..
<b>Total partiel</b>	<b>2 640</b>	<b>3 462</b>	<b>3 923</b>	<b>5 445</b>	<b>5 294</b>	<b>5 900</b>

<sup>a</sup> Y compris les dépenses financées par les gouvernements au moyen de la participation aux coûts et des contributions « autofinancées ».

<sup>b</sup> Comprend les fonds et fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD.

<sup>c</sup> Comprend l'aide aux programmes moins les dépenses financées par le PNUD.

<sup>d</sup> Versements au titre de prêts.

<sup>e</sup> Dépenses engagées par l'AIEA, la FAO, l'OACI, l'OIT, l'OMI, l'UIT, l'UNESCO, l'ONUDI, l'UPU, l'OMPI, l'OMS, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.

<sup>f</sup> Dépenses engagées par le CCI, ONUSIDA, la CNUCED, le PNUE, ONU-Habitat, UNODC, l'UNRWA et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix.

Tableau B-5  
Ventilation, par pays, des dépenses engagées de 2003 à 2007 en Afrique subsaharienne

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	2003	2004	2005	2006	2007	Variation en pourcentage entre 2006 et 2007	Variation annuelle moyenne, en pourcentage, entre 2003 et 2007
Afrique du Sud	16 268	23 489	24 999	32 261	33 506	3,9	19,8
Angola	217 595	146 886	154 544	151 230	112 690	-25,5	-15,2
Bénin	23 064	33 252	37 473	45 420	34 508	-24,0	10,6
Botswana	11 663	12 111	12 985	15 875	18 128	14,2	11,7
Burkina Faso	31 702	46 119	59 592	61 564	60 433	-1,8	17,5
Burundi	87 606	117 546	142 913	141 336	122 350	-13,4	8,7
Cameroun	16 064	26 046	30 665	33 508	38 308	14,3	24,3
Cap-Vert	5 604	9 324	6 618	10 880	11 306	3,9	19,2
Comores	4 326	6 414	8 216	9 746	8 694	-10,8	19,1
Congo	20 738	22 327	27 171	30 995	37 739	21,8	16,1
Côte d'Ivoire	48 963	79 563	83 504	84 130	92 613	10,1	17,3
Djibouti	9 398	13 547	16 827	20 256	20 366	0,5	21,3
Érythrée	108 585	85 023	103 166	54 297	50 657	-6,7	-17,4
Éthiopie	319 623	284 912	508 447	412 389	379 468	-8,0	4,4
Gabon	5 426	8 675	12 497	17 750	16 348	-7,9	31,7
Gambie	10 500	12 305	12 385	13 369	14 315	7,1	8,1
Ghana	36 279	48 924	53 760	73 994	66 726	-9,8	16,5
Guinée	63 838	49 789	52 561	49 061	55 655	13,4	-3,4
Guinée-Bissau	11 802	16 912	19 564	22 366	20 864	-6,7	15,3
Guinée équatoriale	2 485	4 625	7 574	9 332	7 462	-20,0	31,6
Kenya	105 776	132 760	169 901	283 699	344 924	21,6	34,4
Lesotho	31 857	38 581	33 537	28 869	34 574	19,8	2,1
Libéria	70 804	101 216	152 858	163 414	159 682	-2,3	22,5
Madagascar	30 446	35 327	39 355	52 151	66 835	28,2	21,7
Malawi	97 286	75 276	112 580	105 748	114 948	8,7	4,3
Mali	37 055	47 939	54 834	66 615	70 878	6,4	17,6
Maurice	1 994	3 150	4 492	7 708	7 822	1,5	40,7
Mauritanie	36 322	26 976	41 072	43 264	56 136	29,8	11,5
Mozambique	128 491	98 841	107 802	127 746	152 347	19,3	4,3
Namibie	12 985	22 457	19 839	25 484	25 731	1,0	18,6
Niger	29 752	47 008	109 572	115 123	103 046	-10,5	36,4
Nigéria	59 718	111 703	177 359	360 696	235 029	-34,8	40,8
Ouganda	142 360	152 573	195 470	240 231	260 025	8,2	16,3
République centrafricaine	14 269	27 173	39 193	51 609	77 374	49,9	52,6
République démocratique du Congo	142 984	167 246	405 094	487 270	414 542	-14,9	30,5
République-Unie de Tanzanie	126 203	136 202	151 030	150 450	155 547	3,4	5,4
Réunion	0	43	76	2	0	-100,0 "	
Rwanda	54 008	49 212	56 174	80 868	76 079	-5,9	8,9
Sainte-Hélène	326	53	69	-38	115	-402,6	-22,9

	2003	2004	2005	2006	2007	Variation en pourcentage entre 2006 et 2007	Variation annuelle moyenne, en pourcentage, entre 2003 et 2007
Sao Tomé-et-Principe	2 806	4 113	6 703	7 329	6 837	-6,7	24,9
Sénégal	28 511	44 563	47 555	52 625	58 162	10,5	19,5
Seychelles	123	1 087	1 759	2 259	1 102	-51,2	72,9
Sierra Leone	83 111	74 772	66 738	64 444	89 023	38,1	1,7
Somalie	52 886	72 030	114 086	233 915	243 258	4,0	46,4
Soudan	187 405	534 832	1 024 143	1 003 440	1 093 110	8,9	55,4
Swaziland	17 059	18 545	20 133	21 287	26 776	25,8	11,9
Tchad	33 194	139 960	172 155	174 498	233 876	34,0	62,9
Togo	7 662	17 663	18 156	16 848	46 991	178,9	57,4
Zambie	94 588	65 682	91 626	121 477	69 481	-42,8	-7,4
Zimbabwe	186 131	103 829	108 328	155 819	150 899	-3,2	-5,1
<b>Total des dépenses engagées en Afrique subsaharienne</b>	<b>2 867 643</b>	<b>3 398 598</b>	<b>4 917 151</b>	<b>5 534 610</b>	<b>5 577 288</b>	<b>0,8</b>	<b>18,1</b>
<b>Pourcentage du total des dépenses engagées dans les pays par le système des Nations Unies</b>	<b>32,4</b>	<b>36,6</b>	<b>44,3</b>	<b>46,4</b>	<b>43,7</b>		

**Tableau B-6**  
**Ventilation par secteur des dépenses engagées en 2007 par le système des Nations Unies au titre des activités opérationnelles**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

<i>Classification des programmes définie par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination</i>	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Autres fonds et programmes des Nations Unies<sup>a</sup></i>	<i>FIDA</i>	<i>Autres institutions spécialisées<sup>b, c</sup></i>	<i>Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales</i>	<b>Total général</b>
01 Affaires politiques	177 942	0	0	0	0	0	0	3 746	9 622	191 310
02 Questions générales de développement	1 688 088	0	545 925	0	0	44 862	0	20 257	21 860	2 320 991
03 Statistiques générales	152 395	0	28 322	0	0	0	0	19 052	3 100	202 870
04 Ressources naturelles	10 420	0	0	130 030	0	0	0	53 520	2 914	196 883
05 Énergie	52 030	0	0	0	0	0	0	15 422	2 036	69 488
06 Agriculture, sylviculture et pêche	24 952	0	0	128 764	0	0	0	185 773	2 010	341 499
07 Industrie	606 204	0	0	0	0	258	0	78 525	444	685 432
08 Transport	28 697	0	0	88 576	0	348	0	108 587	1 425	227 633
09 Communication et information	10 411	0	32 898	0	0	33 142	0	36 299	6 703	119 453
10 Commerce et développement	9 545	0	0	0	0	78 078	0	31 230	6 989	125 841
11 Population	29 073	108 900	0	0	0	17 568	0	3 109	776	159 426
12 Établissements humains	167 342	0	0	64 491	0	143 182	0	994	256	376 265
13 Santé	2 916	0	657 934	310 924	0	30 775	0	1 495 662	684	2 498 896
14 Éducation	239 944	0	255 502	392 169	0	35 944	0	188 818	0	1 112 377
15 Emploi	151 997	0	0	0	0	0	0	51 998	1 686	205 680
16 Aide humanitaire	202 262	0	692 863	1 527 402	1 342 014	602 188	0	201 606	3 625	4 571 960
17 Développement social	145 906	0	154 415	0	0	137 849	0	126 881	12 346	577 398
18 Culture	16 893	0	0	0	0	0	0	41 267	493	58 653
19 Science et technologie	3 098	0	0	0	0	178	0	90 828	298	94 401
20 Environnement	140 303	0	148 992	0	0	408 770	0	86 650	6 074	790 790
21 Non précisé <sup>d</sup>	818 108	36 800	0	0	0	29 849	401 368	683 405	24 936	1 994 466
Autres secteurs <sup>e</sup>	0	369 000	0	0	0	20 750	0	20 765	11 188	421 702
<b>Total</b>	<b>4 678 525</b>	<b>514 700</b>	<b>2 516 851</b>	<b>2 642 356</b>	<b>1 342 014</b>	<b>1 583 741</b>	<b>401 368</b>	<b>3 544 393</b>	<b>119 464</b>	<b>17 343 412</b>

Notes du tableau B-6

<sup>a</sup> Dépenses engagées par le CCI, ONUSIDA, la CNUCED, le PNUE, ONU-Habitat, UNODC, l'UNRWA, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix.

<sup>b</sup> Dépenses engagées par la FAO, l'AIEA, l'OACI, l'OIT, l'OMI, l'UIT, l'UNESCO, l'ONUDI, l'UPU, l'OMPI, l'OMS, l'OMM et l'Organisation mondiale du tourisme.

<sup>c</sup> Les secteurs indiqués dans le tableau ne coïncident pas aux entités de programme définies par la FAO, mais on a tenté d'établir une correspondance entre les deux classifications.

<sup>d</sup> Dépenses qu'il n'a pas été possible de ventiler par secteur. Sont notamment concernés les budgets des programmes et les budgets d'appui biennaux, ainsi que d'autres services d'appui au développement.

<sup>e</sup> Dépenses qui ne correspondent à aucun des 20 autres secteurs de la liste.

### C. Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du Programme des Nations Unies pour le développement

Tableau C-1

#### Contributions versées par les donateurs au Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs entre 2004 et 2008

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	2004	2005	2006	2007	2008	Total
Allemagne	0	0	10 000	513	11 000	<b>21 513</b>
Arabie saoudite	0	0	0	500	0	<b>500</b>
Australie	7 689	9 060	3 318	7 675	5 624	<b>33 367</b>
Autriche	0	0	657	670	1 557	<b>2 884</b>
Bahreïn	0	0	0	29	0	<b>29</b>
Belgique	0	1 321	1 981	4 462	2 006	<b>9 770</b>
Brésil	0	0	0	20	570	<b>590</b>
Canada	37 767	8 633	11 700	32 904	19 995	<b>111 000</b>
Chili	0	0	10	50	0	<b>60</b>
Chine	0	0	0	1 000	1 000	<b>2 000</b>
Chypre	0	0	0	20	20	<b>40</b>
Commission européenne	101 798	195 328	164 072	76 158	31 011	<b>568 367</b>
Croatie	0	0	10	20	33	<b>63</b>
Danemark	4 526	3 167	11 852	2 944	744	<b>23 233</b>
Égypte	0	0	20	0	0	<b>20</b>
Émirats arabes unis	0	0	0	500	0	<b>500</b>
Espagne	0	20 000	30 938	89 150	292 022	<b>432 111</b>
États-Unis d'Amérique	5 000	0	0	0	11 641	<b>16 641</b>
Fédération de Russie	0	0	0	0	2 000	<b>2 000</b>
Finlande	3 886	2 349	0	2 117	10 359	<b>18 711</b>
France	0	0	0	2 359	1 523	<b>3 882</b>
Grèce	764	0	2 866	0	0	<b>3 630</b>
Inde	2 500	2 500	2 000	0	0	<b>7 000</b>
Indonésie	0	0	0	20	20	<b>40</b>
Irlande	1 226	0	15 142	15 836	22 529	<b>54 733</b>
Islande	500	0	0	1 000	0	<b>1 500</b>

	2004	2005	2006	2007	2008	Total
Italie	13 261	16 521	0	5 767	9 450	<b>44 998</b>
Jamahiriya arabe libyenne	0	0	0	50	0	<b>50</b>
Japon	360 951	0	20 000	0	8 596	<b>389 546</b>
Koweït	5 000	0	250	250	0	<b>5 500</b>
Luxembourg	0	1 237	1 212	4 900	892	<b>8 241</b>
Maroc	0	0	0	5	0	<b>5</b>
Mexique	0	0	0	50	50	<b>100</b>
Norvège	4 449	2 560	49 612	45 561	51 966	<b>154 149</b>
Nouvelle-Zélande	941	1 420	1 004	1 000	1 000	<b>5 365</b>
Organisation de la Conférence islamique	0	0	0	20	0	<b>20</b>
Pays-Bas	6 697	0	66 054	82 753	102 465	<b>257 969</b>
Pologne	0	0	50	50	0	<b>100</b>
Qatar	2 500	2 500	0	200	0	<b>5 200</b>
République de Corée	7 000	4 000	3 000	10 000	0	<b>24 000</b>
République tchèque	0	0	50	168	129	<b>347</b>
Roumanie	0	0	660	147	0	<b>807</b>
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	55 542	0	143 119	154 644	186 291	<b>539 596</b>
Slovénie	0	0	0	0	20	<b>20</b>
Suède	6 824	3 797	67 292	52 889	62 649	<b>193 452</b>
Suisse	0	0	0	1 365	800	<b>2 165</b>
Thaïlande	0	0	0	10	0	<b>10</b>
Turquie	0	200	800	200	9 000	<b>10 200</b>
<b>Total général</b>	<b>628 821</b>	<b>274 592</b>	<b>607 668</b>	<b>597 978</b>	<b>846 962</b>	<b>2956 022</b>

*Note* : Données fournies par le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD; les données de 2008 sont fournies à titre provisoire, en attendant la clôture des comptes.

Tableau C-2  
**Fonds transférés aux organismes participants par le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD entre 2004 et 2008**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	2004	2005	2006	2007	2008	Total
PNUD	176 388	68 701	7 359	101 880	129 399	<b>483 726</b>
FENU	0	0	0	0	762	<b>762</b>
UNIFEM	1 905	1 670	300	5 211	7 912	<b>16 998</b>
VNU	0	0	0	0	188	<b>188</b>
<b>Total PNUD (y compris les fonds administrés)</b>	<b>178 292</b>	<b>70 371</b>	<b>7 659</b>	<b>107 091</b>	<b>138 261</b>	<b>501 674</b>
FNUAP	12 603	0	5 164	7 104	23 405	<b>48 276</b>
UNICEF	55 754	37 030	88 622	80 902	81 797	<b>344 106</b>
PAM	0	7 000	54 754	19 314	36 735	<b>117 803</b>
HCR	7 126	990	24 208	17 199	20 451	<b>69 974</b>
FIDA	0	0	0	0	228	<b>228</b>
CCI	0	0	0	0	266	<b>266</b>
ONUSIDA	0	0	300	0	240	<b>540</b>
CNUCED	0	0	0	0	97	<b>97</b>
PNUE	15 700	905	0	0	2 919	<b>19 524</b>
ONU-HABITAT	31 367	18 009	9 018	12 396	16 081	<b>86 871</b>
UNODC	0	0	0	0	963	<b>963</b>
UNRWA	0	0	0	0	0	<b>0</b>
FAO	35 594	13 546	53 919	44 587	55 932	<b>203 578</b>
OIT	321	0	0	6 672	11 066	<b>18 059</b>
UNESCO	14 758	16 815	2 167	24 867	15 775	<b>74 380</b>
ONUDI	10 951	4 016	1 037	19 531	12 556	<b>48 091</b>
OMS	60 603	10 247	34 386	22 812	28 888	<b>156 936</b>
Autres institutions spécialisées <sup>a</sup>	0	0	0	772	2 063	<b>2 835</b>
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	0	0	15 175	14 359	8 759	<b>38 294</b>
Commissions régionales et Département des affaires économiques et sociales	1 000	6 483	857	2 038	225	<b>10 603</b>
Département des affaires politiques	0	7 802	0	0	0	<b>7 802</b>
Département de la sûreté et de la sécurité	0	0	1 000	940	1 946	<b>3 886</b>
HCDH	0	0	0	400	0	<b>400</b>
UNOPS	70 197	67 232	20 558	32 886	32 411	<b>223 284</b>
PNUD – Agent gestionnaire pour les ONG <sup>b</sup>						
Autres organismes <sup>c</sup>	0	0	6 897	10 763	27 328	<b>44 988</b>
<b>Total général</b>	<b>494 265</b>	<b>260 446</b>	<b>359 616</b>	<b>554 502</b>	<b>628 180</b>	<b>2 297 009</b>

Note : Données fournies par le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD; les données de 2008 sont fournies à titre provisoire, en attendant la clôture des comptes.

<sup>a</sup> AIEA, OACI, OMI, UIT, UPU, OMPI, OMM et Organisation mondiale du tourisme.

<sup>b</sup> Le PNUD reçoit ces fonds en sa qualité d'agent gestionnaire et les transfère à des ONG approuvées par les coordonnateurs des affaires humanitaires. Les ONG, qui sont des agents d'exécution, rendent compte au PNUD. Ces fonds ne représentent pas un revenu pour le PNUD.

<sup>c</sup> OIM, HCDH, Centres d'information des Nations Unies, Service de la lutte antimines.